



1_RAPPORT DE PRÉSENTATION

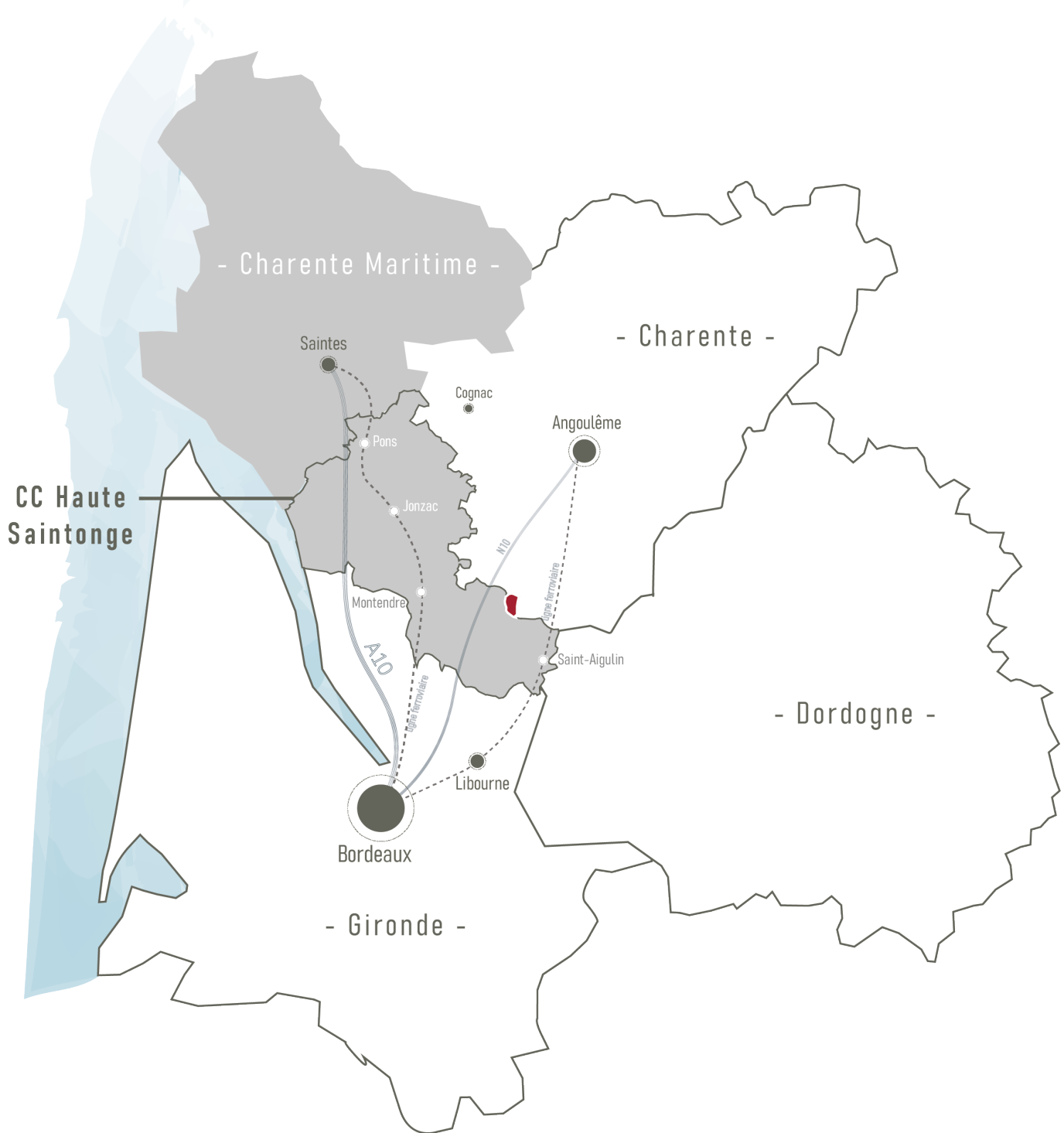
1.1_DIAGNOSTIC ET ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

| **P**lan **L**ocal d'**U**rbanisme
| Boresse-et-Martron

ARRÊTÉ LE 08/07/2025

Vu pour être annexé à la délibération du
Conseil Municipal du 08/07/2025





Une commune entourée par de grands pôles

La commune de Boresse-et-Martron appartient à la Communauté de communes de la Haute-Saintonge. Celle-ci est implantée au cœur de la Nouvelle-Aquitaine. Située au sud de la Charente Maritime, elle est à l'interface avec trois autres départements : la Charente, la Dordogne et la Gironde.

La métropole Bordelaise, Saintes, Cognac et Angoulême entourent le territoire de la Haute Saintonge. La étant à proximité de l'A10, de la N10 et du train sont donc facilement impactée par la proximité des ces communes influentes. Ce rôle de carrefour et d'interface entre plusieurs départements et grandes communes accentue l'attractivité d'un territoire au positionnement stratégique..

Documents d'urbanisme existants

+ commune de Boresse-et-Martron

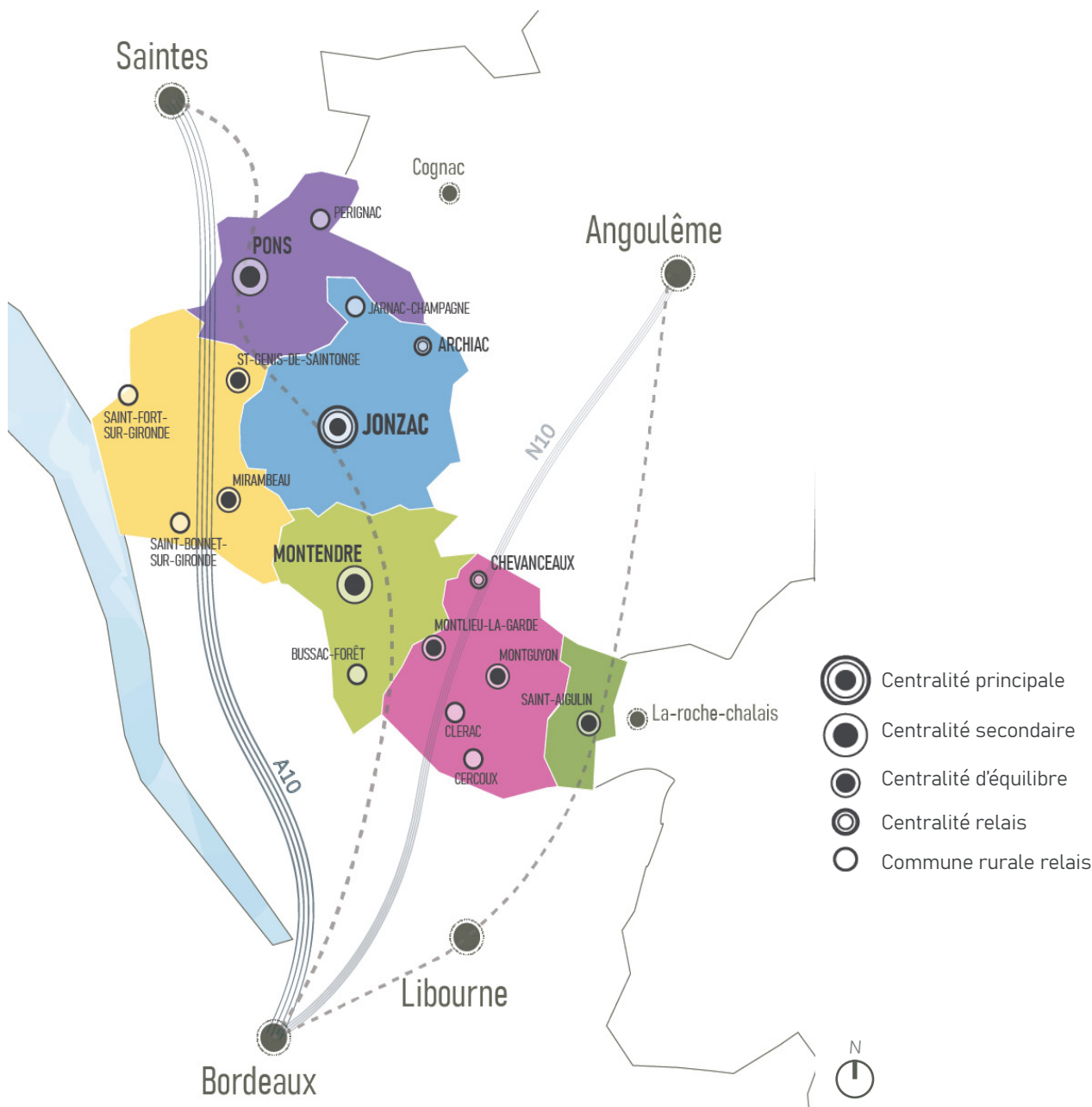
Source : CDCHS



La commune de Boresse-et-Martron est au règlement national d'urbanisme (RNU).

Armature territoriale

+ Communauté de communes de la Haute-Saintonge



Une commune qui s'inscrit dans une dynamique territoriale

Au niveau de l'armature territoriale de la Haute-Saintonge, la commune de Boresse-et-Martron n'a pas de typologie particulière d'après le SCoT. Néanmoins, elle appartient à l'espace de vie de Montlieu-Montguyon, deux communes considérées comme des centralités d'équilibre d'après le SCoT. Selon la définition du document stratégique, ces pôles ont vocation à irriguer le territoire et offrir les équipements et les services nécessaires aux espaces de vie.

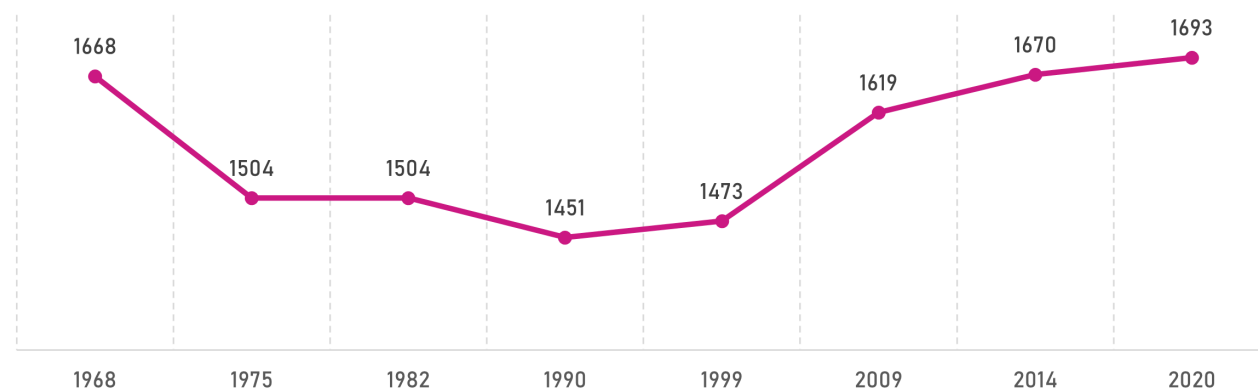
En ce qui concerne l'armature économique de l'espace de vie, Montlieu-la-Garde est défini comme un pôle stratégique qui concentre offre économique à la fois dans les zones d'activités et aussi dans le tissu urbain. Selon cette définition, le rayonnement de Montlieu-la-Garde dépasse le périmètre de l'espace de vie. La commune de Montguyon est quant à elle un pôle d'irrigation qui agit dans une logique d'équilibre territorial et de renforcement de l'emploi local en complémentarité avec les pôles stratégiques.

Des communes comme La Roche Chalais, Coutras et Chalais se situant aux portes de l'intercommunalité représentent un poids démographique important et sont dotées d'une offre de services et d'équipements conséquente. A l'image de ces deux communes, des interactions intra-territoriales peuvent alors exister entre Boresse-et-Martron et des communes en périphérie de l'intercommunalité.

Evolution démographique, de 1968 à 2020

+ commune de Boresse-et-Martron

Source : INSEE 2020

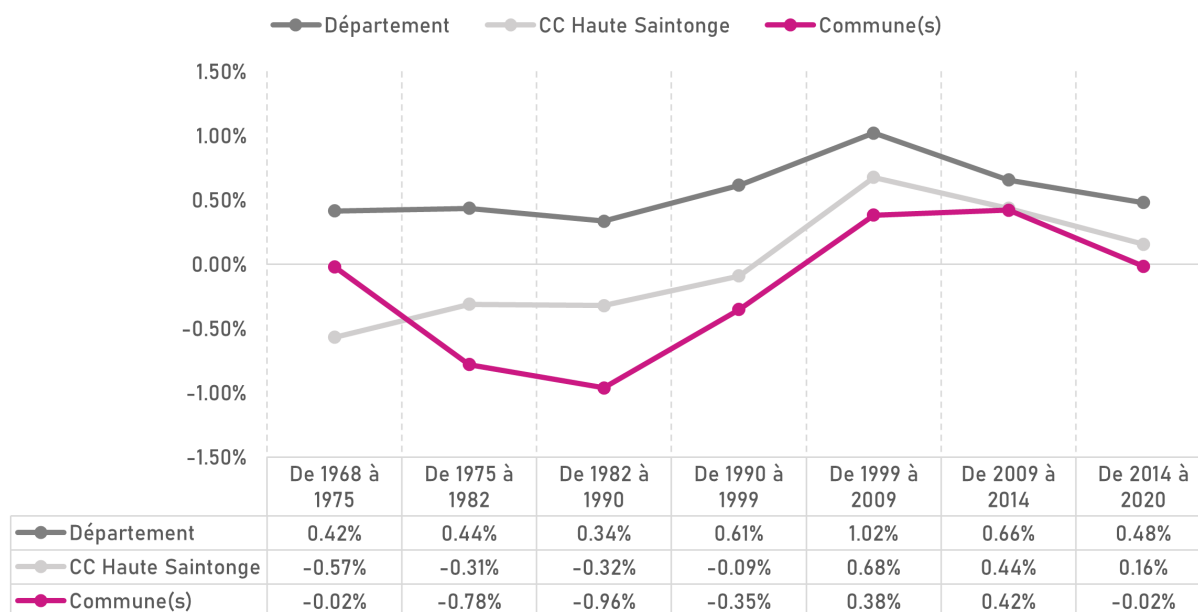


Population	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2014	2020
Chatenet	275	215	210	195	188	224	237	213
Montlieu-la-Garde	1469	1317	1289	1326	1275	1341	1331	1217
Boresse-et-Martron	1668	1504	1504	1451	1473	1619	1670	1693

Taux de variation annuel de la population, de 1968 à 2020

+ Département de la Charente Maritime, communauté de communes de la Haute Saintonge, et commune de Boresse-et-Martron

Source : INSEE 2020



Une dynamique démographique négative

La commune de Boresse-et-Martron a perdu 99 habitants depuis 1968 ce qui correspond à une évolution en baisse (-33,22 %) de la population.

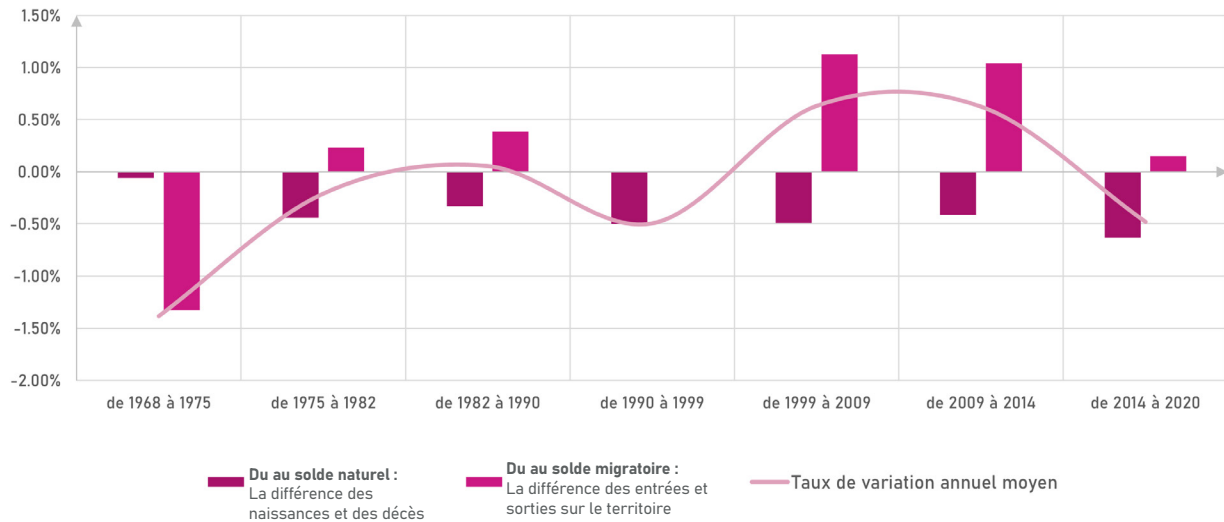
Au niveau démographique, il est intéressant de remarquer que la commune de Boresse-et-Martron a connu de nombreuses fluctuations entre 1968 et 2020 :

- 3 épisodes de diminution de sa population : entre 1968 et 1990, entre 1999 et 2009 puis plus récemment entre 2014 et 2020. Sur les 6 dernières années, la démographie a baissé de 9 habitants soit une perte de 4 % de sa population.
- 2 périodes d'augmentation de sa population : entre 1990 et 1999 et entre 2009 et 2014. Cette période correspond au plus fort gain de sa population des 50 dernières années avec une augmentation de 11,58 % de sa population.

Globalement, depuis ces 50 dernières années, la dynamique démographique de la commune est négative avec des taux de variation positif seulement sur deux périodes, des périodes où les taux de variation sont supérieurs à ceux de l'intercommunalité.

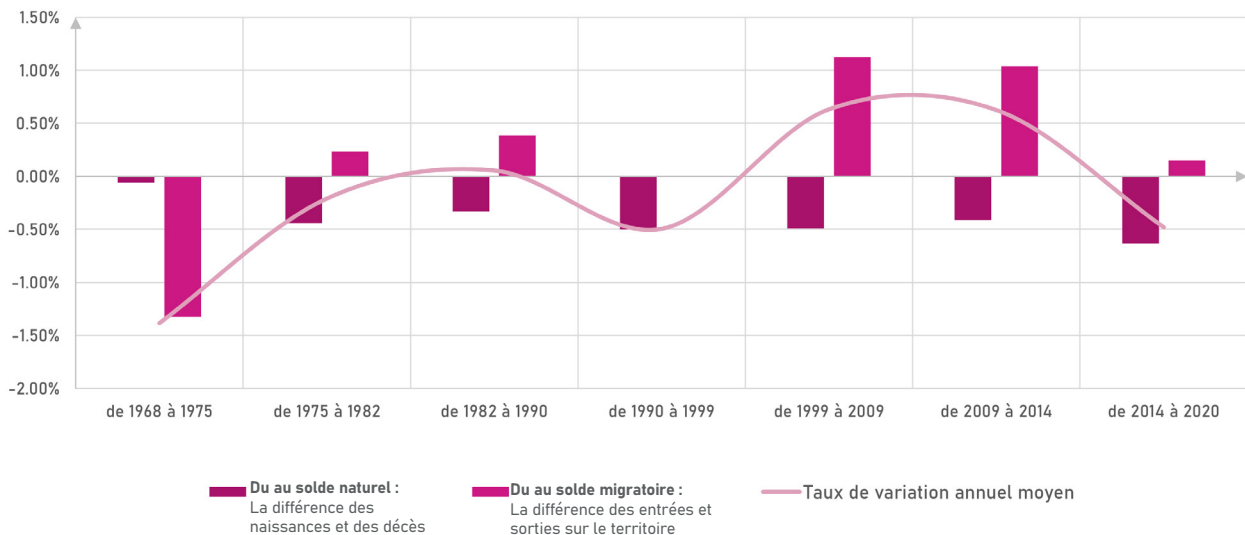
Indicateurs démographiques et historiques, de 1968 à 2020

+ Département de la Charente Maritime, communauté de communes de la Haute Saintonge, et commune de Boresse-et-Martron



Indicateurs démographiques et historiques, de 1968 à 2020

+ Communauté de communes de la Haute Saintonge



Une commune peu attractive

Au regard des graphiques ci-dessus, il est possible de percevoir une corrélation évidente entre gain de la population et solde migratoire positif.

Les deux périodes sur lesquelles la population de Boresse-et-Martron a augmenté les soldes migratoires se situaient respectivement à hauteur de 1,12 % sur la période 1990-1999 et à hauteur de 2,82 % sur la période 2009-2014. Sur cette période le solde migratoire est même bien plus élevé que sur la CDCHS.

Ces taux de variation négatif nous renseigne sur les difficultés pour la commune à être attractif.

A l'exception des années 1999-2009 et de la période 2014-2020, la commune de Boresse-et-Martron suit les tendances nationales au niveau des soldes migratoires.

Un solde naturel qui pose question

Sur les 50 dernières années, la commune de Boresse-et-Martron, a connu un solde naturel positif qu'une seule fois. Le solde naturel a été positif entre 1990-1999 avec valeur enregistré à 0,11, un chiffre qui reste relativement proche de 0. Depuis cette période, la commune n'a plus connu de solde naturel positif.

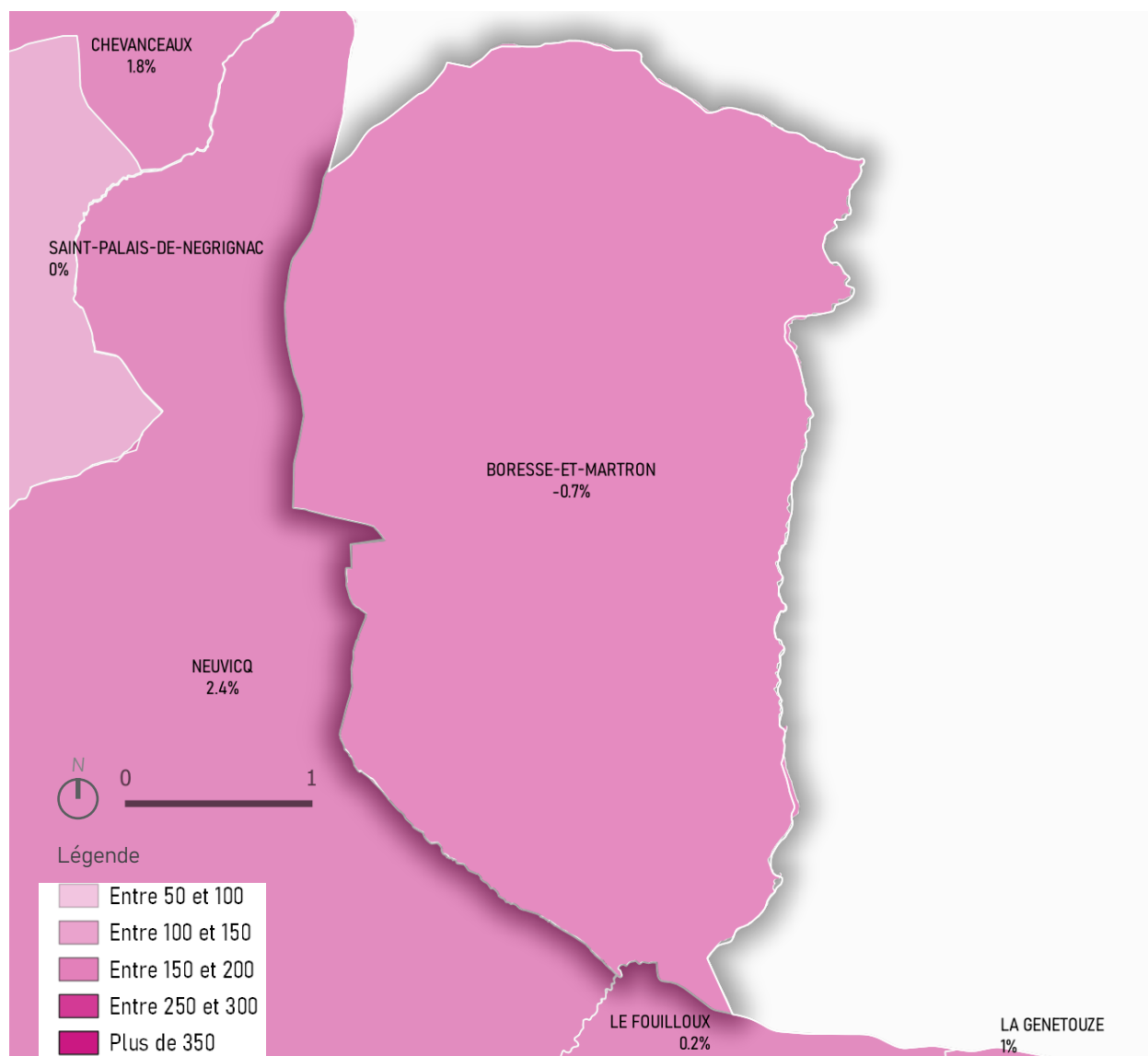
Il est possible de constater que lorsque le solde naturel a été positif la population a gagné des habitants. Néanmoins, il n'est pas possible de dire qu'il y ait une corrélation du fait que le phénomène se soit produit qu'une seule fois.

Synonyme de vitalité du territoire et de bonne santé démographique dans le renouvellement de la population, le solde naturel négatif depuis 1982 sur la commune de Montguyon est à interroger.

Taux de variation annuel moyen de la population par commune, entre 2014 et 2020

+ commune de Boresse-et-Martron

Source : INSEE 2020



2014-2020 : un rythme d'accroissement en diminution

Avec un taux de variation de -0,7 % sur la période 2014-2020, Boresse-et-Martron enregistre un taux de variation annuel inférieur à ceux de la Haute-Saintonge (0,16%), de la Charente-Maritime (0,48%) et de la Nouvelle-Aquitaine.

Malgré cette valeur négative, cette période correspond au troisième plus fort taux de variation de la population de la commune.

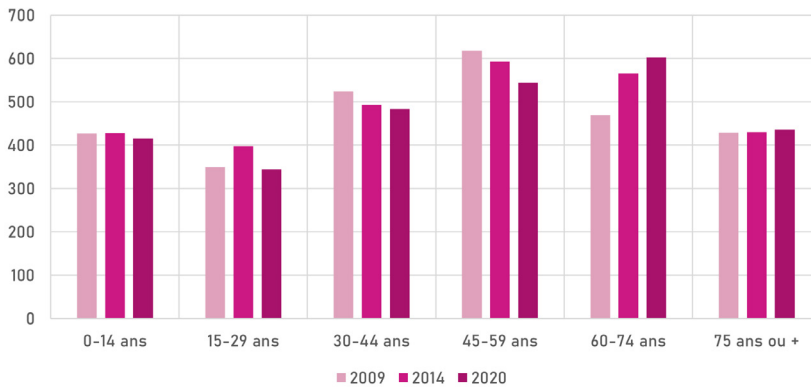
Depuis 1968, la moyenne du taux de variation annuel de Boresse-et-Martron est de -0,7 %, illustrant la dynamique démographique des 50 dernières années de la commune.

Le taux de variation moyen annuel de 2014 à 2020, comparatif à d'autres échelles :

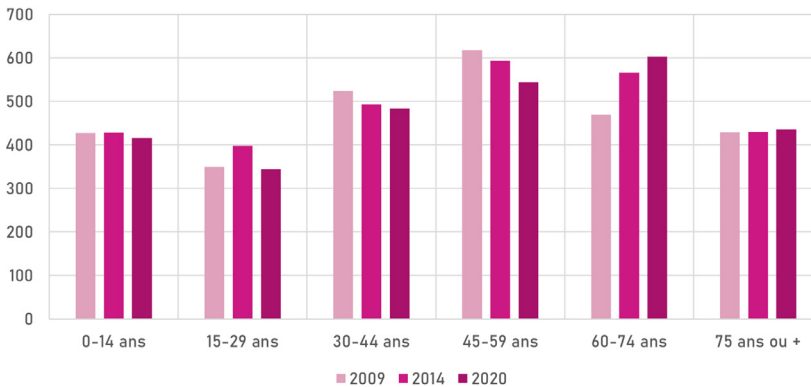
- +0.2% pour la Haute Saintonge
- +0.4% pour la Nouvelle Aquitaine
- +0.3% en France

Evolution de la population par tranches d'âge, de 1968 à 2020

+ commune de Boresse-et-Martron



+ communauté de communes de la Haute Saintonge



Une population vieillissante

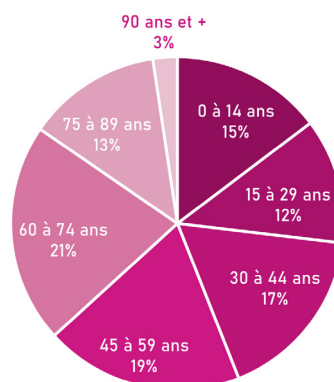
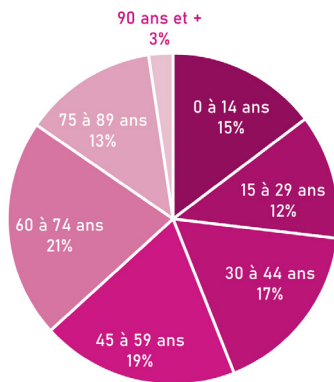
Sur la commune de Boresse-et-Martron, en terme de répartition de la population par tranche d'âge, les tendances sont les suivantes :

- Une tranches d'âge qui gagne légèrement de la population entre 2009 et 2020 :
 - les 60-74 ans (+ 4%)
- Une augmentation significative des 45-59 ans (+58%) et des 75 ans et + (+50%)
- Deux tranches d'âges qui diminuent depuis 2009 : les 15-29 ans avec une perte de 3 habitants de cette tranche d'âge et des 30-44 ans qui perdent 8 habitants
- Entre 2009 et 2020, la population des 0-14 ans se maintient même si elle connaît une baisse entre 2014-2020

Répartition de la population par tranches d'âge en 2020

+ commune de Boresse-et-Martron

+ Communauté de communes de la Haute Saintonge



La part des plus de 60 ans dans la population, comparatif à d'autres échelles :

35.7% pour la Haute Saintonge
30.9% pour la Nouvelle Aquitaine
26.4% en France

Près de la moitié de la population âgée entre 45 et 75 ans

Sur le territoire, les tranches d'âges les plus représentées sont celles des 60-74 ans et des 45-59 ans, chacune d'elle représentant 23 % de la population.

Sans tenir compte des 90 ans et +, la tranche d'âge la moins présente sur Boresse-et-Martron est celle des 30-44 ans.

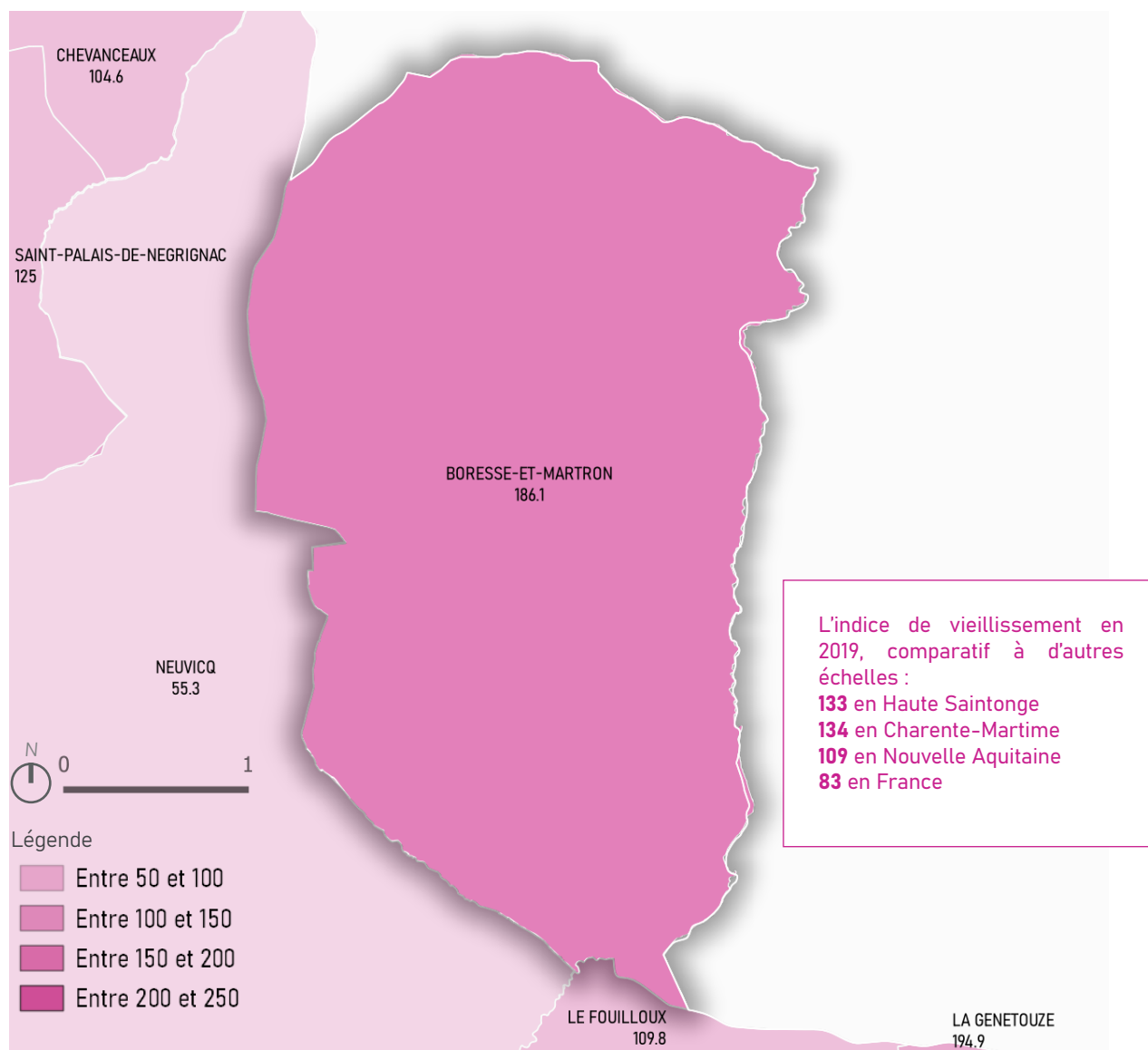
Par rapport à la dynamique intercommunale, la population des 30-44 ans est bien moins représentée sur le périmètre d'études qu'au niveau de la CDCHS. En effet, 4 points séparent ces deux échelles.

Les + de 60 ans représentent 42% de la population, une part bien plus importante par rapport à la Haute-Saintonge, la Nouvelle Aquitaine ou la France.

Indice de vieillissement de la population en 2020

+ commune de Boresse-et-Martron

Source : INSEE 2020



Une population déséquilibrée entre les jeunes et les + de 65 ans

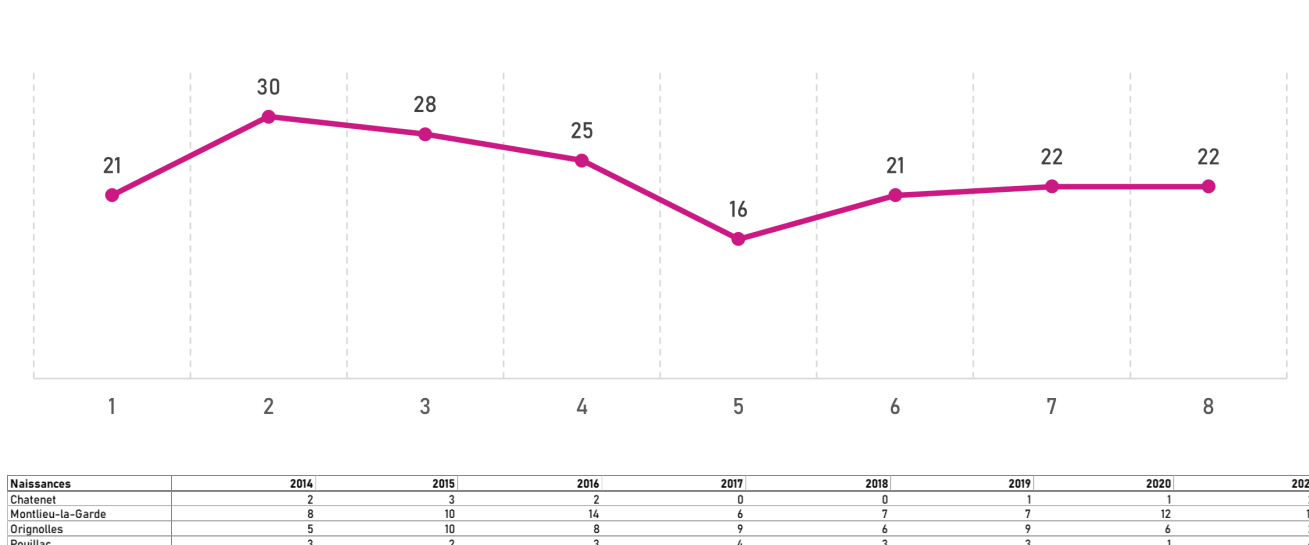
Ces dix dernières années la population des 60-74 ans et celle des 75 ans ou + a fortement augmenté. L'indice de vieillissement de la population est bien supérieur à 100 (186,1) et confirme bien le déséquilibre entre les + de 65 ans et les - de 20 ans. La baisse de la population des 15-29 ans accentue encore plus ce phénomène de disparité entre personnes âgées et jeunes. Ce constat peut être en partie une explication du solde naturel négatif présent sur le territoire.

L'indice de vieillissement de la commune est supérieur aux moyennes locales et à la moyenne nationale.

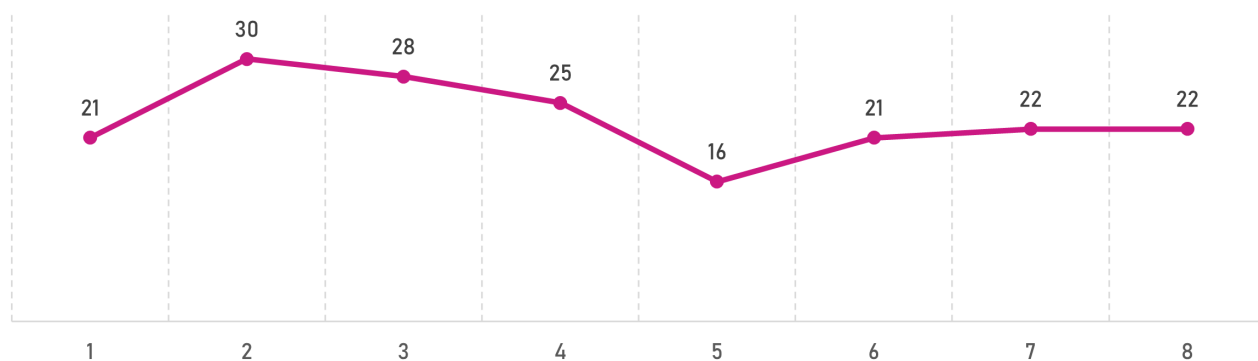
L'indice de vieillissement est le rapport entre la population de plus de 65 ans et la population de moins de 20 ans. Si le rapport est égal à 100, cela signifie que les deux tranches d'âges sont présentes en proportions égales sur le territoire. Plus l'indice est élevé, plus le rapport est défavorable aux jeunes, c'est-à-dire que ces derniers sont moins présents que les plus de 65 ans.

Evolution des naissances, de 2014 à 2021

+ commune de Boresse-et-Martron



+ Communauté de communes de la Haute Saintonge



Un nombre de naissance constant

L'évolution des naissances sur la commune de Boresse-et-Martron a plutôt été régulière depuis 2014.

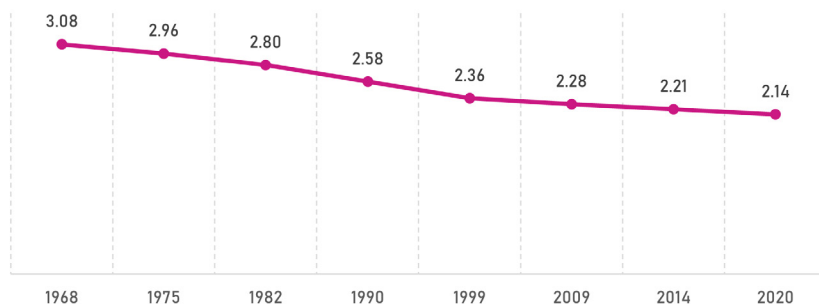
Il est possible de noter un pic de naissance en 2015 avec 4 naissances enregistrées cette année là sur la commune de Boresse-et-Martron.

Avec 2 naissance, le territoire compte en 2018 le deuxième taux de natalité le plus important des sept dernières années. Mise à part ces deux années, depuis 2014 le nombre de naissance est en moyenne de une naissance par an.

Ces valeurs relativement faible expliquent là aussi le solde naturel négatif constant du territoire.

Evolution de la taille des ménages, de 1968 à 2020

+ commune de Boresse-et-Martron



Une évolution des modes de vie pour expliquer la diminution de la taille des ménages

En 2020, la taille des ménages de Boresse-et-Martron est composée en moyenne de 2,03 personnes alors que l'on en comptait 3,63 en 1968.

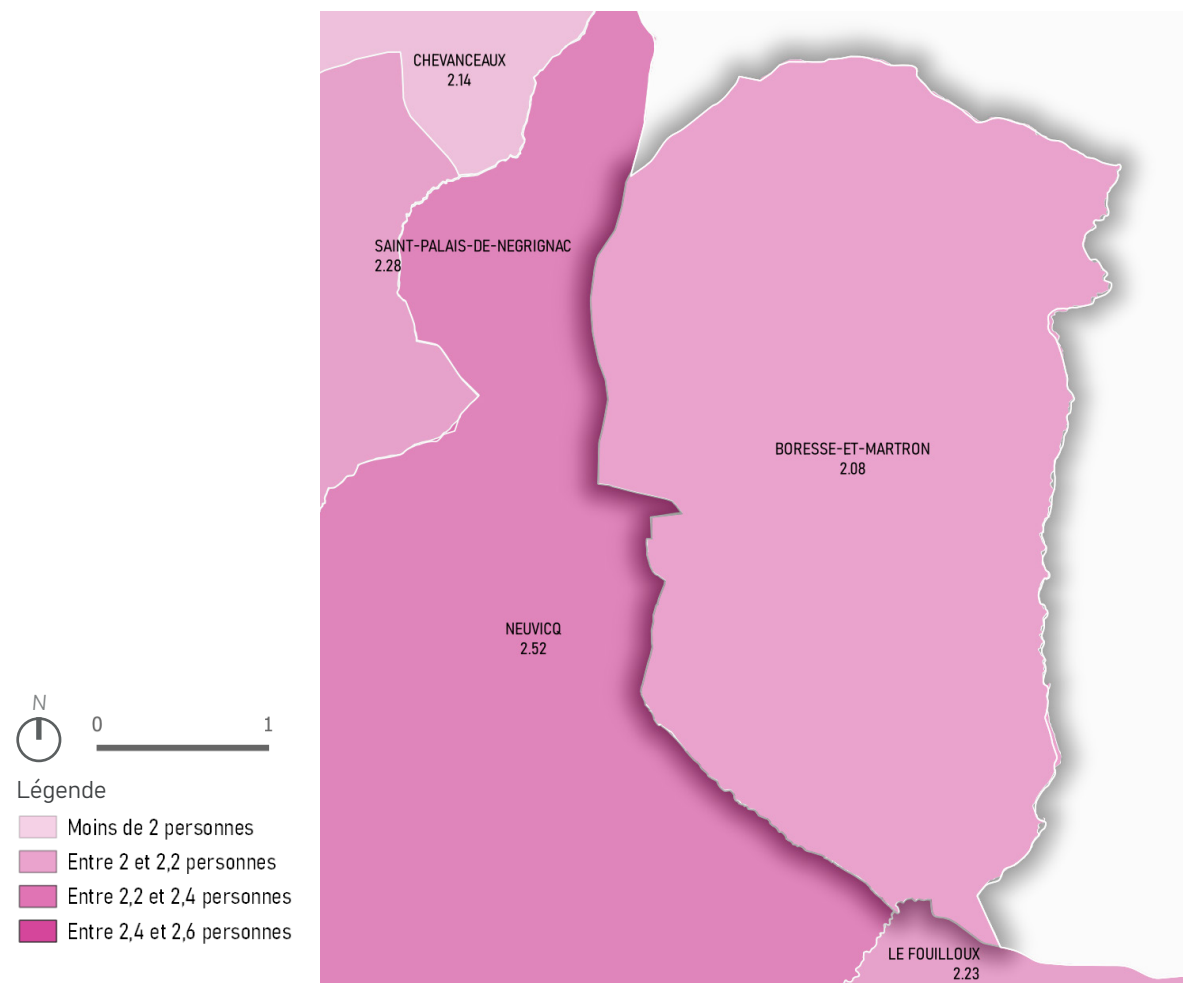
Certains phénomènes peuvent expliquer cette réduction de la taille des ménages. Le vieillissement de la population et les changements de modes de vie : séparation en hausse, augmentation du nombre de personnes vivant seules, diminution des familles nombreuses peuvent entre autres expliquer la baisse généralisée de la taille des ménages.

La taille des ménages en 2020, comparatif à d'autres échelles :

2.12 occupants par résidence principale pour la Haute Saintonge
2.03 occupants par résidence principale en Charente Maritime
2.07 occupants par résidence principale pour la Nouvelle Aquitaine
2.17 occupants par résidence principale en France

Taille moyenne des ménages en 2020

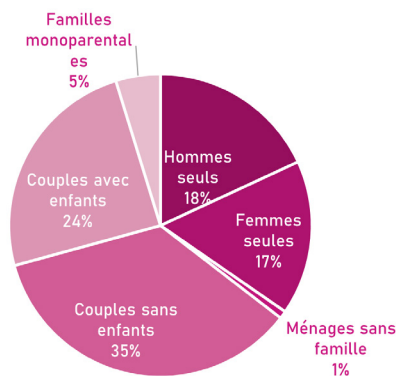
+ commune de Boresse-et-Martron



Structure des ménages en 2020

+ commune de Boresse-et-Martron

	Ménages d'une personne	dont homme seul	dont femme seule	Ménages sans famille	Ménages avec famille	Couples sans enfants	Couples avec enfants	Familles monoparentales	Ménages total
2020									
Chatenet	26	15	10	0	69	40	14	15	95
Montlieu-la-Garde	189	110	79	5	310	167	118	25	504
Orignolles	113	64	49	5	203	115	83	5	321
Pouillac	44	22	22	0	73	35	33	5	118



Les familles monoparentales en 2020, comparatif à d'autres échelles :

9,2 % de familles monoparentales pour la Haute Saintonge

8,4 % de familles monoparentales en Charente Maritime

8,8 % de familles monoparentales pour la Nouvelle Aquitaine

10 % de familles monoparentales en France

Des couples sans enfants qui représentent plus d'un tiers de la population

En 2020, le ménage le plus représenté sur la commune de Boresse-et-Martron correspond aux couples sans enfant avec une part de 37 %.

Il est possible de noter une différence importante entre les tendances de l'échelle intercommunale et celle de la commune. Les femmes seules représentent 26 % de la population de Boresse-et-Martron tandis que ce ménage est présent seulement à 19,2 % au niveau de la CDCHS.

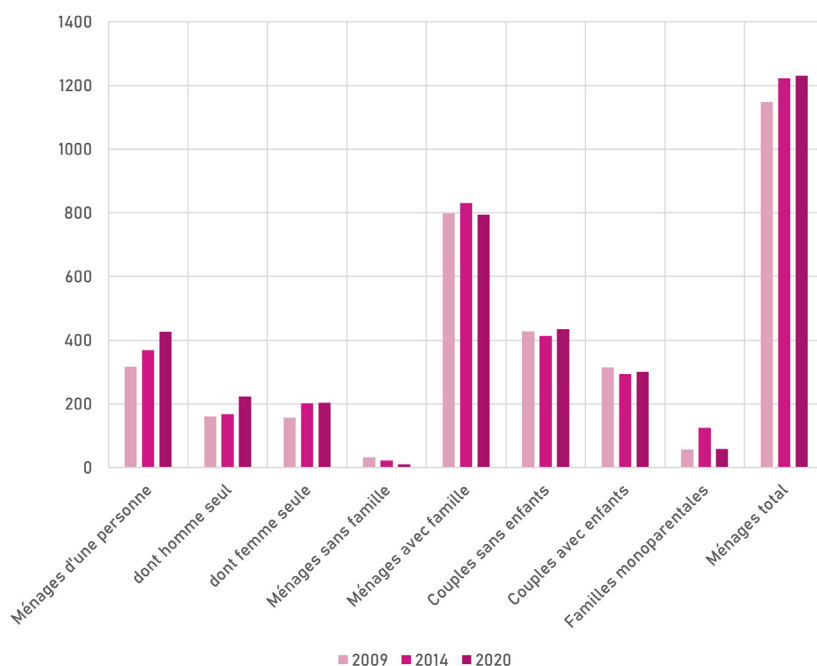
A l'inverse, la part des hommes seuls est moins importante au niveau de la commune (11%) que sur l'intercommunalité (15%).

Mise à part ces différences entre les deux échelles, la répartition des ménages est sensiblement la même entre les deux collectivités.

Remarquons, que la part des familles monoparentales est relativement faible sur la commune (5%). La part des familles monoparentales sur un territoire est une donnée à regarder de près du fait qu'elles soient plus souvent sujettes aux situations de pauvreté et plus vulnérables.

Evolution de la structure des ménages de 2009 à 2020

+ commune de Boresse-et-Martron



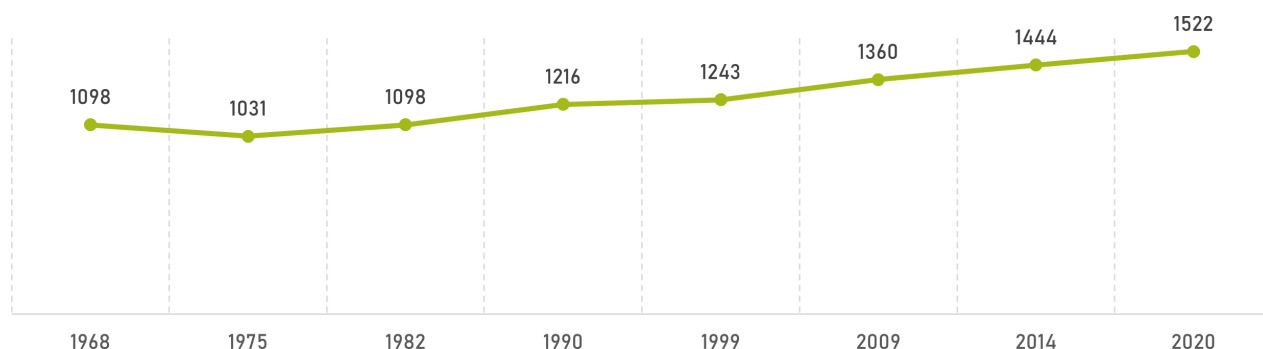
Les ménages d'une personne en augmentation

Plusieurs tendances sont identifiées lorsque l'on regarde l'évolution des ménages sur le territoire de Boresse-et-Martron :

- L'augmentation de 25 % des couples sans enfant entre 2009 et 2020 avec le passage de 28 à 35 ménages
- La hausse du nombre de ménage d'une personne +45 % entre 2009 et 2020, correspondant à une augmentation de 150 % des hommes seuls et 25 % des femmes seules
- La part des familles monoparentales est en diminution sur la commune avec un passage de 12 famille à 5 entre 2009 et 2020
- Le maintien de la population des couples avec enfants

Evolution du nombre de logements de 1968 à 2020

+ commune de Boresse-et-Martron



Source : INSEE 2020

Evolution de l'occupation des logements de 1968 à 2020

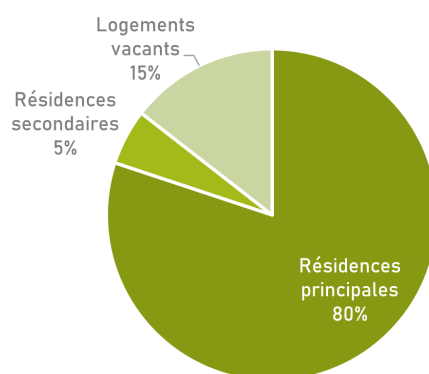
+ commune de Boresse-et-Martron

	1968				1990			
	Ensemble	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants	Ensemble	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants
Chatenet	97	81	1	9	97	75	13	15
Montlieu-la-Garde	507	423	49	81	569	461	27	35

	2020			
	Ensemble	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants
Chatenet	132	100	22	10
Montlieu-la-Garde	653	502	33	118

Répartition du parc de logements en 2020

+ commune de Boresse-et-Martron



Une nombre de logement en fluctuation

Entre 1968 et 2020, le nombre de logements sur la commune de Boresse-et-Martron a augmenté de 17 %. Sur cette période, le nombre de logement a connu de nombreuses fluctuations avec les évolutions les plus importantes qui se sont déroulées au début des années 70. Entre 1968 et 1975, le nombre de logement a chuté de 17 % et sur la période suivante entre 1975 et 1982, le nombre de logement a connu sa plus forte progression avec une augmentation de 24 %.

Sur la dernière période la commune a perdu 3 logements.

Les résidences principales et secondaires représentent respectivement 81 % et 7 % du parc de logement de Boresse-et-Martron.

Logements vacants : des données de l'INSEE à relativiser

Les données de l'INSEE sur le logement vacant sont à prendre avec du recul puisque les logements vacants correspondent aux résultats des logements totaux moins les résidences principales et les résidences secondaires. Sur le périmètre d'études, il est possible de se rendre compte que le nombre de logement vacant identifié par la commune est bien inférieur aux données INSEE. En effet, à partir de ces chiffres, le taux de vacance est de 3 % sur la commune.

Source : LOVAC 2020

6

C'est le nombre de logements vacants recensé sur l'ensemble de la commune à partir des données LOVAC retravaillées et affinées par les communes

Exemples de logements

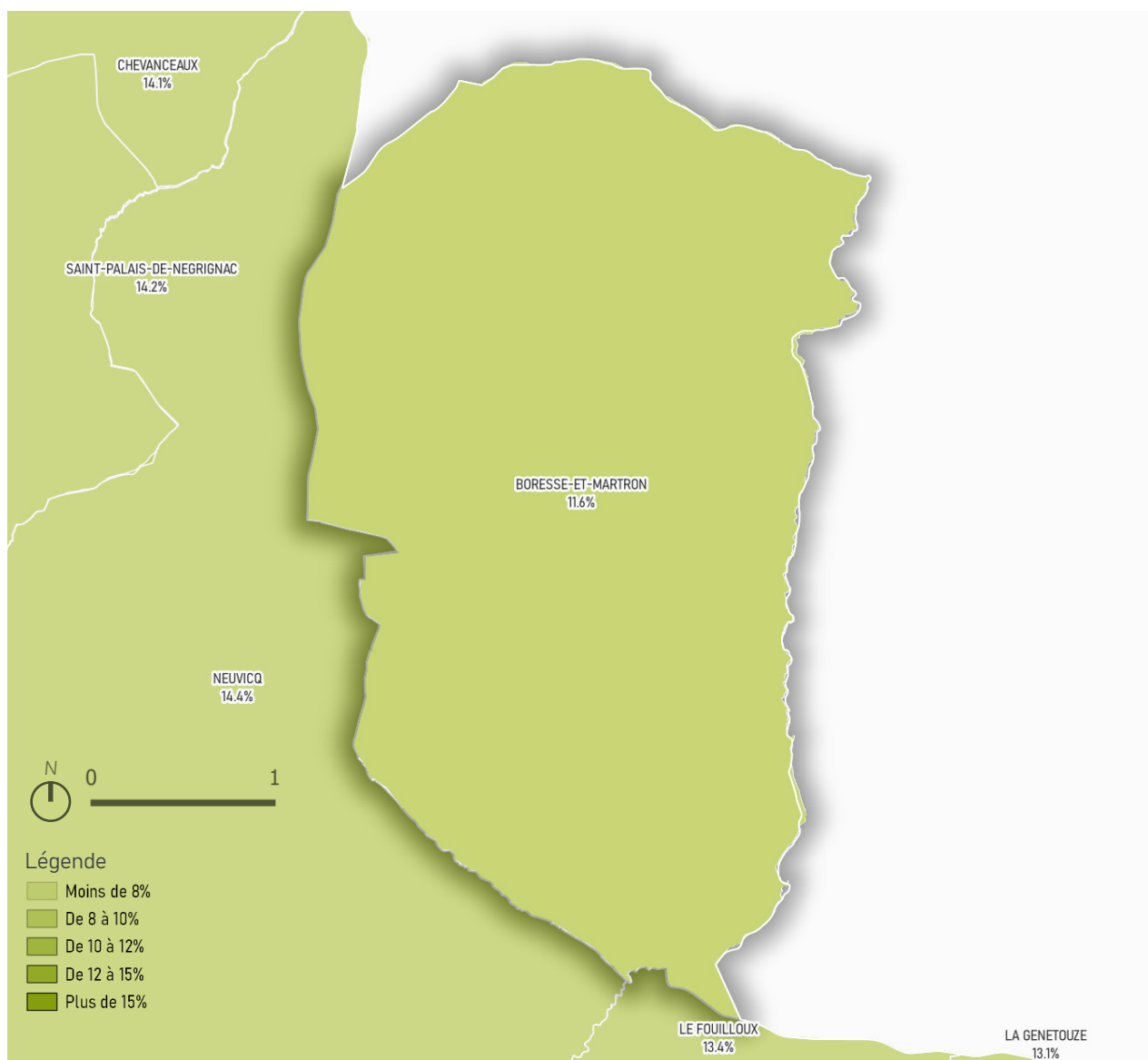
+ commune de Boresse-et-Martron



Taux de logements vacants en 2020

+ commune de Boresse-et-Martron

source : INSEE 2020



Une vacance en augmentation

La commune de Boresse-et-Martron enregistre un taux de vacance de 11,6%. Si ce chiffre est inférieur au taux moyen au niveau de la Haute-Saintonge il reste bien supérieur à la moyenne départementale, régionale et nationale.

Tandis que le territoire connaît une diminution de 55 % de son nombre de logements vacants entre 1968 et 1990, celui-ci augmente sur les 30 dernières années de 56 %.

Alors qu'ils représentaient 9 % du parc de logement en 1990, les logements vacants sont présents à 12 % dans le parc de logement en 2020. Cette augmentation correspond à un passage de 9 logements vacants à 14. Sur cette période le nombre de logements augmente en même temps que la vacance.

En 1968, le taux de vacance était de 20%.

La taux de logements vacants en 2020, comparatif à d'autres échelles :

12,2% de vacance pour la Haute Saintonge
7,0% de vacance en Charente Maritime
8,4% de vacance pour la Nouvelle Aquitaine
8,2% de vacance en France

Un logement est **vacant** s'il est inoccupé et :

- proposé à la vente, à la location
- déjà attribué à un acheteur
- en attente règlement de succession
- conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés
- sans affectation précise par le propriétaire (logement vétuste, etc..)

En fonction de la durée d'inoccupation d'un logement il est possible, deux types de vacance se distinguent :

- **La vacance conjoncturelle** est une vacance provisoire, de courte durée, inoccupée de quelques jours à quelques mois, le temps d'être de nouveau occupé.
- **La vacance structurelle** concerne une vacance «hors marché» et concerne des logements dont la durée d'inoccupation est suffisamment importante pour être symptomatique d'un dysfonctionnement.

source : INSEE 2020

Part de propriétaires des résidences principales en 2020

+ commune de Boresse-et-Martron



source : INSEE 2020

Près de 9 logements sur 10 occupés par un propriétaire

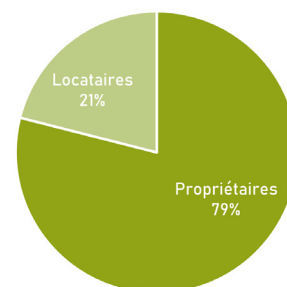
87 % des logements sont occupés par des propriétaires sur la commune de Boresse-et-Martron, une valeur bien en dessous de la moyenne intercommunale (72%).

Ce chiffre peut s'expliquer par la difficulté de trouver une offre locative dans les territoires les moins denses. Seulement 13 % des résidences principales sont occupées par des locataires.

Ce sujet constitue un enjeu pour la commune qui reçoit de nombreuses demandes de location.

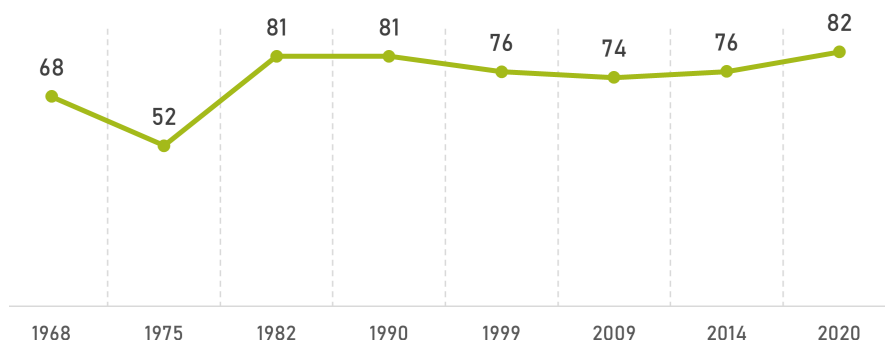
Statut d'occupation en 2020

+ commune de Boresse-et-Martron



Evolution du nombre de résidences secondaires de 1968 à 2020

+ commune de Boresse-et-Martron



Des résidences secondaires en augmentation depuis 1968

Inexistante en 1968, le nombre de résidences secondaires est aujourd'hui de 9 sur la commune de Boresse-et-Martron.

Deux dynamiques inverses peuvent tout de même être constatées sur ces 50 dernières années :

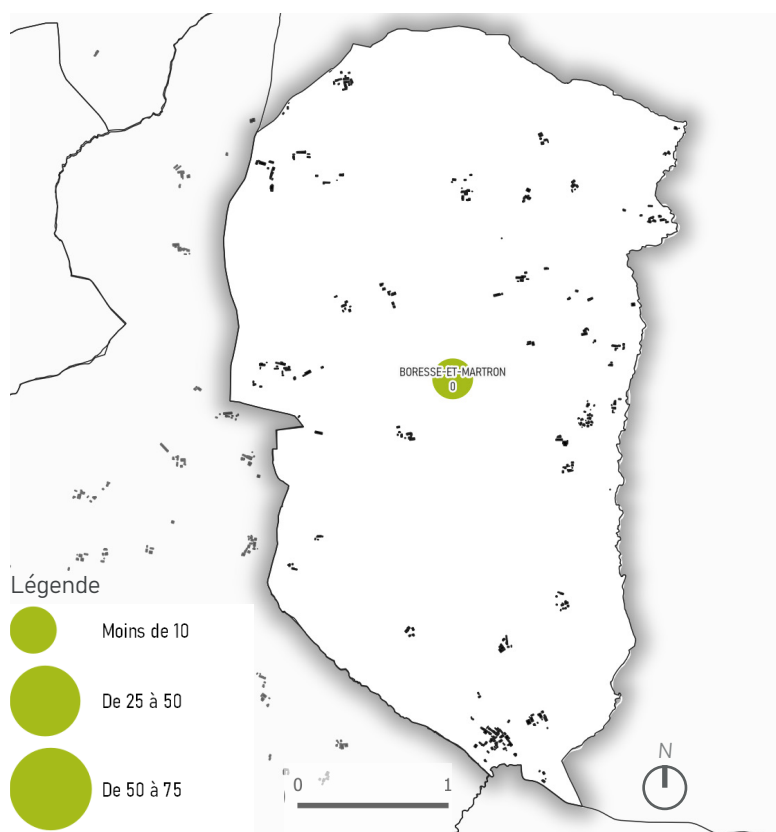
- une augmentation significative du nombre de résidences secondaires entre 1968 et 1982 avec un passage de 0 à 18 résidences secondaires en l'espace de 14 ans.
- une baisse de 50 % des résidences secondaires entre 1982 et 2020

En 2020, les résidences secondaires représentent 7 % du parc de logements.

Source : INSEE 2020

Nombre de résidences principales HLM louées vides en 2020

+ commune de Boresse-et-Martron

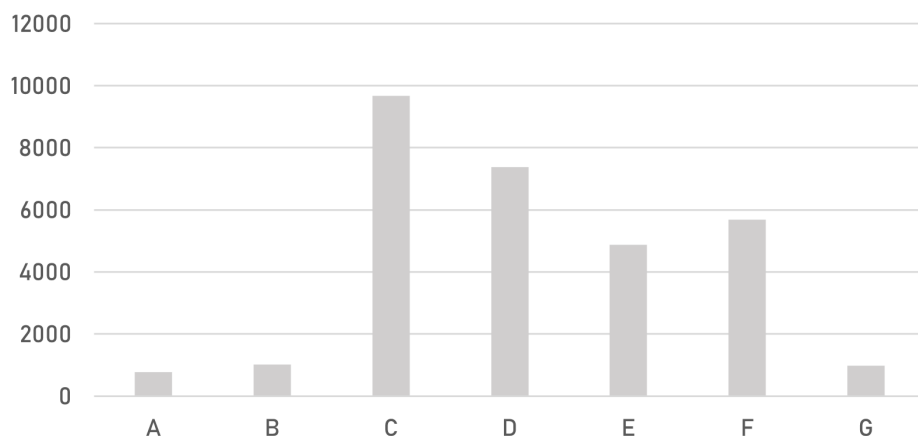


Des logements HLM inexistants sur la commune

Sur son territoire la commune de Boresse-et-Martron ne compte aucun logement HLM.

Le développement du logement communal sur à Boresse-Martron pourrait être un premier élément de réponse sur les demandes en logement locatif.

Source : INSEE 2020



Répartition des résidences principales sur la communauté de communes de la haute Saintonge selon leurs étiquettes DPE en 2019, source données DREAL NA/MICAT

38% des résidences principales en DPE E, F ou G en 2019 sur la CDCHS
33% en Charente Maritime

Un parc ancien de logement

L'espace de vie de détient un parc de logement plutôt anciens, ce qui implique un confort de vie pas toujours respecté. La répartition de l'ancienneté des dates de construction des résidences principale est similaire à celle de la CDCHS. Près d'un quart des logements ont été construits avant 1919, et 1/5 de 1980 à 1990. Des logements qui restent cependant confrontés à des problématiques d'isolation thermique, et globalement d'un état pas toujours viable.

La question des étiquettes DPE est en transition, puisque la nouvelle loi Climat Résilience prévoit de réglementer la location et la vente des logements dont les DPE sont insuffisant, et dont le calcul est maintenant effectué sur de nouvelles bases impliquant notamment les émissions de gaz à effet de serre. En 2019, selon les anciens DPE, 38% des résidences principales de la CDCHS sont classées en DPE E, F ou G, ce qui correspond actuellement à des passoires thermiques.

Le SCoT fixe des objectifs démographiques par espaces de vie.

Le SCoT anticipe les usages d'aujourd'hui et de demain pour développer une offre de logement en adéquation avec les attentes des ménages. Il veille à permettre un parcours résidentiel rivalisant avec l'offre des villes par un cadre de vie et une offre de services et de nature au plus proche des aspirations des habitants que ce soit des jeunes actifs, des familles, ou des retraités et seniors.

Ces besoins prennent en compte : une fréquentation touristique accrue sur le territoire notamment par les curistes, en lien avec l'augmentation des capacités de la station thermale de Jonzac et de diversification touristique engagée par le territoire.

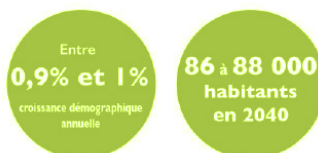
Ils prennent aussi en compte les mutations des comportements en termes d'hébergements touristiques avec l'augmentation des locations touristiques (airbnb, meublés..) qui mobilisent une part du parc de logement pour les habitants à l'année de plus en plus importante.

L'intégration de ces nouveaux comportements (location courte, bi-résidence des pré-retraités, location des résidences secondaires familiales) entraîne une augmentation de la demande en logement sur le territoire au-delà des phénomènes classiques de décohabitation et réduction de la taille des ménages (vieillesse, décohabitation..).

Cet essor des logements touristiques meublés encourage et dynamise la rénovation du bâti et la revitalisation des centres, incitant les investissements et le renouvellement du parc ancien.

Compte tenu de l'ensemble de ces paramètres, le territoire projette une progression de population de 18 500 à 20 500 habitants supplémentaires à l'horizon 2040.

Cette prévision démographique engendre un besoin d'environ 500 logements / an, soit près de 10 000 logements à horizon 2040, compte tenu de la réduction de la taille des ménages liée à plusieurs facteurs comme les divorces, le départ des enfants du foyer familial ou encore le vieillissement de la population. C'est ce qu'on appelle le desserrement des ménages.



Objectifs démographiques à horizon 2040, Extrait du PADD du SCoT de la CDCHS

Objectifs du SCoT CDCHS

+ 9 499 logements supplémentaires de 2020 à 2040
+ 475 nouveaux logements par an

Part de 3 pièces et moins par commune en 2020

+ commune de Boresse-et-Martron



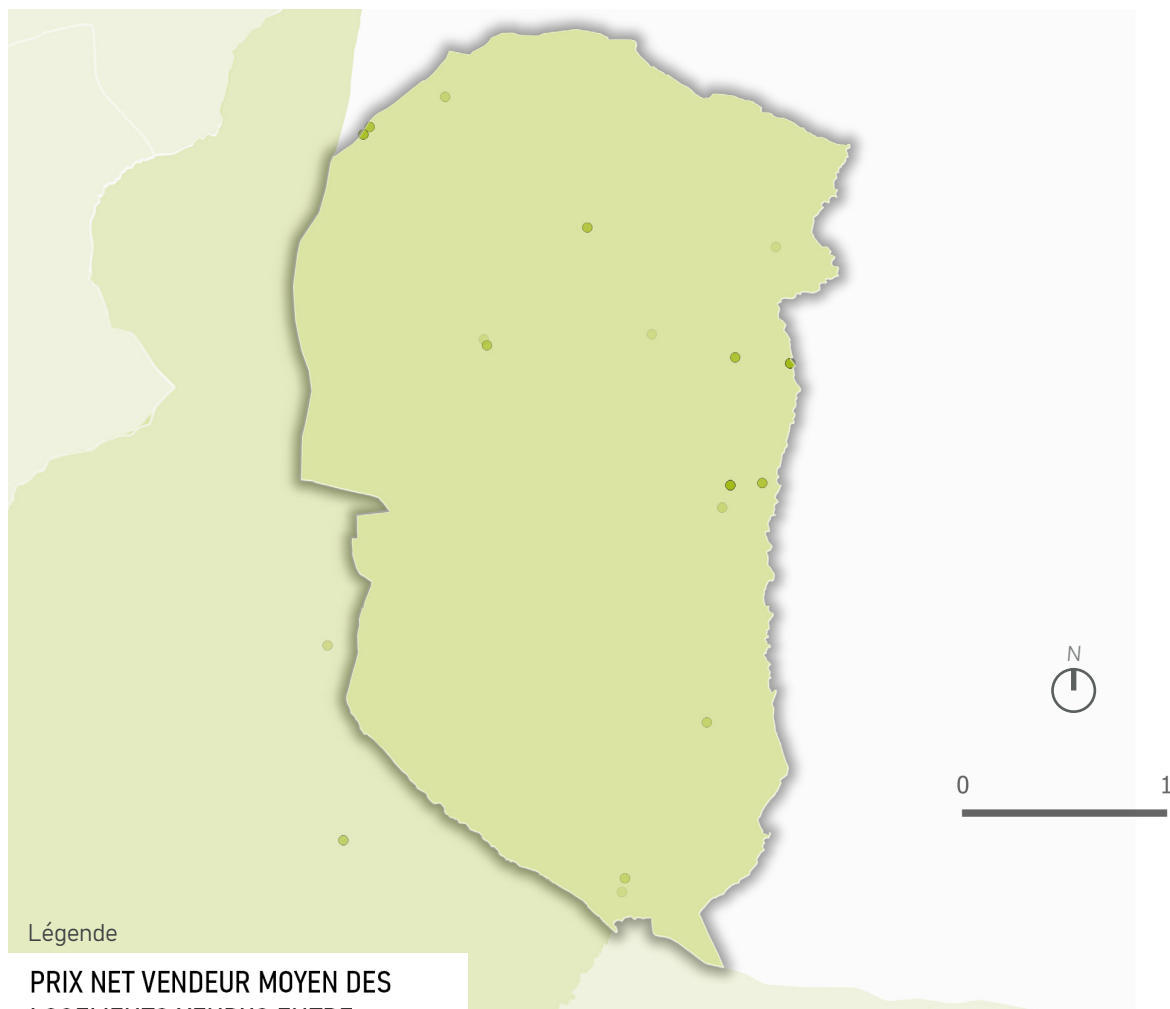
Plus des trois quarts des logements dotés de 4 pièces ou plus

La part de logements ayant 3 pièces et moins sur la commune de Boresse-et-Martron est de 17,3 %. Cette donnée s'explique du fait que le territoire de faible densité de Boresse-et-Martron est plus propice à accueillir des logements de type maison. Cette donnée nous informe sur le fait que plus des trois quarts des logements sont dotés de 4 pièces ou plus.

Prix des Logements

+ commune de Boresse-et-Martron

Source : ???



Légende

**PRIX NET VENDEUR MOYEN DES
LOGEMENTS VENDUS ENTRE
2018 ET 2022 PAR COMMUNE**

- Moins de 150 000 €
- De 150 000 € à 200 000 €

**LOCALISATION ET PRIX NET VENDEUR
DES LOGEMENTS VENDUS ENTRE
2018 ET 2022**

- Moins de 50 000 €
- De 50 000 € à 100 000 €
- De 100 000 € à 125 000 €
- De 125 000 € à 150 000 €
- De 150 000 € à 175 000 €
- De 175 000 € à 200 000 €
- De 200 000 € à 225 000 €
- De 225 000 € à 250 000 €
- De 250 000 € à 300 000 €
- Plus de 300 000 €

Des ventes éparpillées sur le territoire

Entre 2018 et 2022, c'est une quinzaine de bien qui ont été vendus sur la commune de Boresse-et-Martron.

La localisation de ces ventes est relativement éparpillées sur le territoire avec des prix qui changent en fonction des localisations.

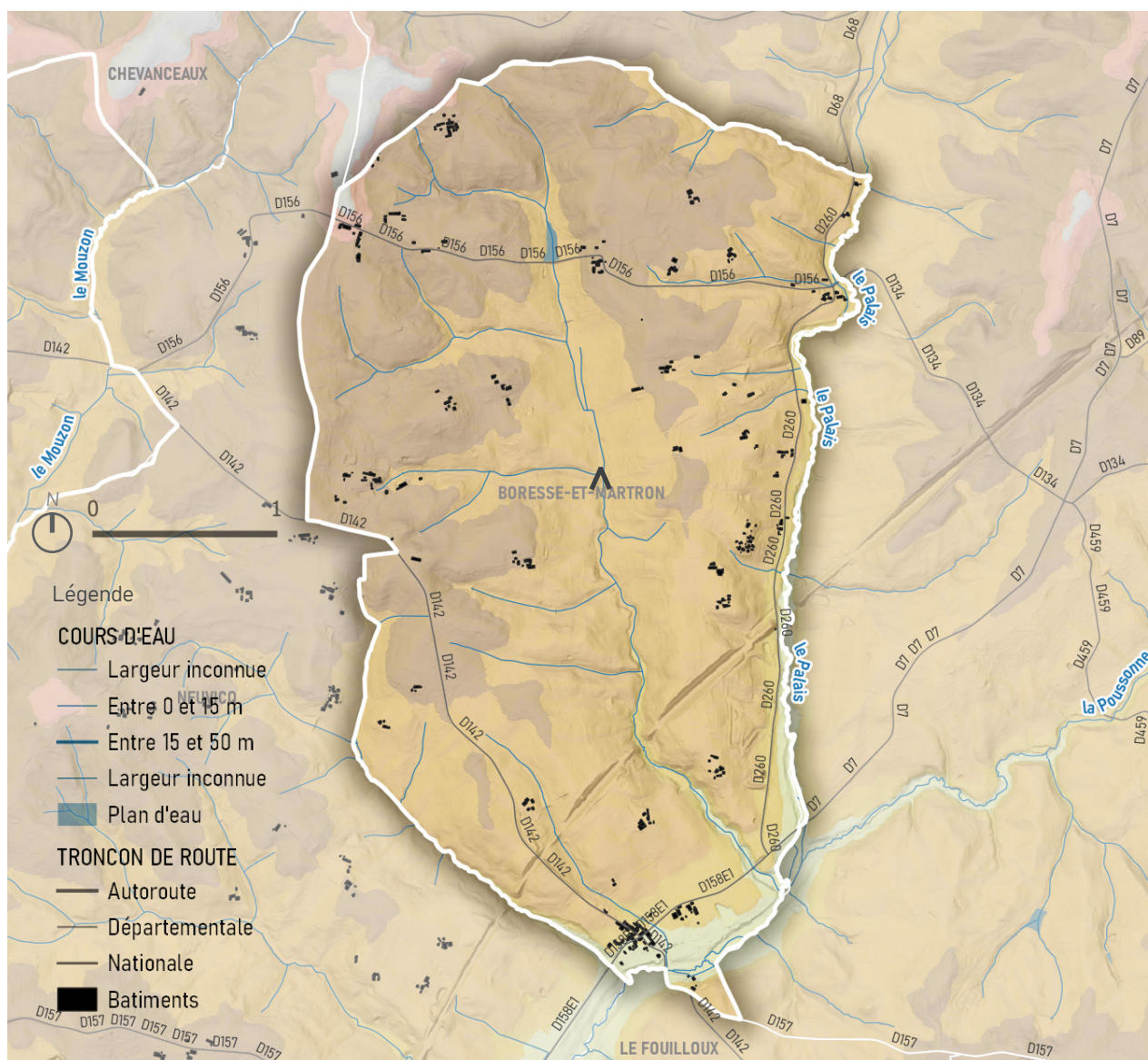
Il est difficile de dire qu'il y 'a une corrélation entre localisation et prix de vente sachant que les prix sont aussi définis par la qualité du bien et sa taille, deux informations que nous n'avons pas.

En moyenne un bien s'est vendu entre 150 000 et 200 000 € sur la commune.

Implantation des communes

+ commune de Boresse-et-Martron

Source : IGN BD TOPO et RGALT



Une morphologie territoriale selon des déterminants naturels

La topographie du territoire, ses monts et vallées, ses nombreux cours d'eau, ainsi que la nature de son socle, sa géologie, les conditions météorologiques... tout cela déterminent les conditions de vie des différents espaces. Cette morphologie est propice ou non au développement de villes, à l'implantation des communes, et va influencer sur la manière dont elles vont évoluer.

On aura donc ainsi différentes typologies d'implantation sur le territoire, mais aussi différentes manières de se développer.

Condition supposée d'implantation

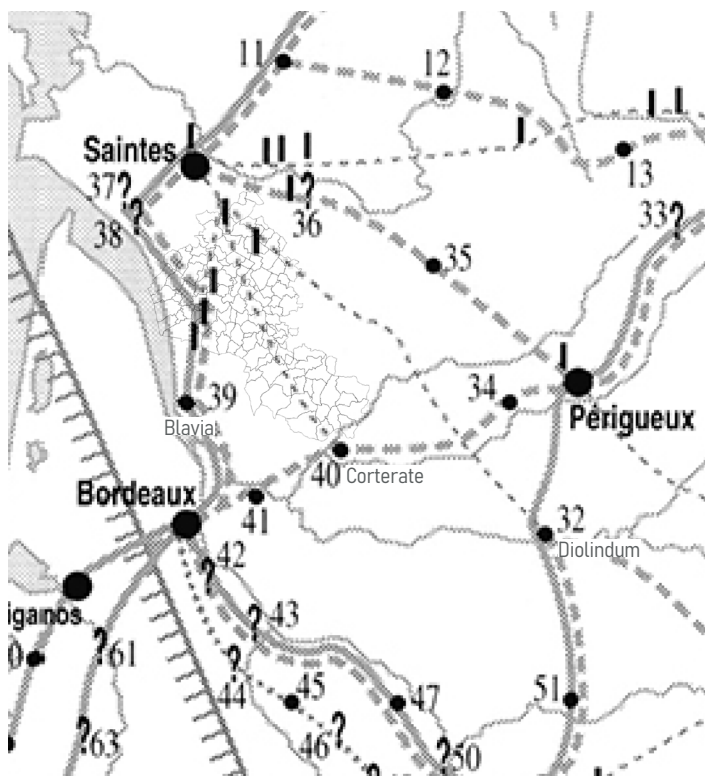
- ▲ La topographie : Point haut et flanc de vallée
- ≡ La mobilité : sur un axe stratégique
- La ressource : présence de cours d'eau

Une urbanisation selon la topographie

La commune de Boresse-et-Martron a historiquement organisé son développement sur la partie haute de la commune. Cette implantation s'explique par rapport aux besoins de défense du territoire. En privilégiant, une urbanisation en altitude, la commune forme des points stratégiques qui émergent sur les hauteurs formant parfois des mottes féodales, origine des communes d'aujourd'hui.

Itinéraires historiques en Nouvelle Aquitaine

+ Communauté de communes de Haute Saintonge



Les routes d'Aquitaine dans les itinéraires antiques de Jean Pierre Bost - Cittànova

- Chef lieu de cité sous le Haut Empire
- Route décrite par la Table de Peutinger
- - - Route décrite par l'itinéraire d'Antonin
- ... Itinéraire de Bordeaux à Jérusalem
- . - Liaison attestée par des bornes
- Station routière identifiée
- ? Station routière non identifiée
- I Borne militaire/Leugaire
- ⌈ Partie perdue de la Table de Peutinger

La Haute-Saintonge, une histoire particulière

La communauté de communes de Haute Saintonge, par son emplacement stratégique en Nouvelle Aquitaine, à la croisée des itinéraires de l'antiquité, a depuis longtemps été traversée et investie par les différentes civilisations humaines. Ces itinéraires tracent eux aussi des potentiels sites d'implantations pour les communes, et conditionnent leurs développement.

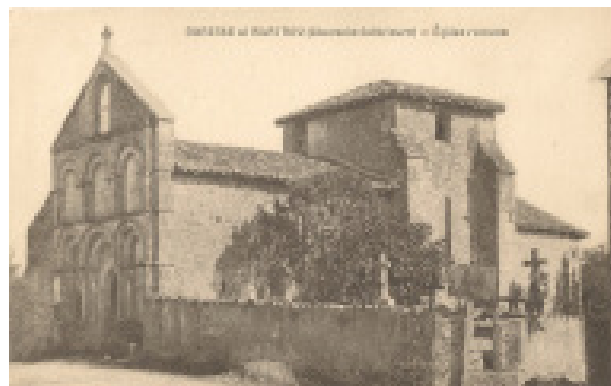
Histoire de la commune de Boreesse-et-Martron

La commune de Boreesse-et-Martron est formée par la fusion de deux anciennes paroisses : Boreesse, où sont situées la mairie et l'église et Martron plus en aval, où sont situés une autre église et un temple. Cette fusion a eu lieu entre 1795 et 1800.

Lors de la Seconde Guerre Mondiale, l'instituteur Raymond Bouchet (1909-1944), résistant dans le réseau « Honneur et patrie », fut révoqué par le Régime de Vichy en 1942. Arrêté à La Rochelle en 1943, il fut déporté en Allemagne, et mourut dans le camp de Neuengamme. Une plaque commémorative figure dans une salle de classe de l'école de Boreesse.



Le bourg de Martron

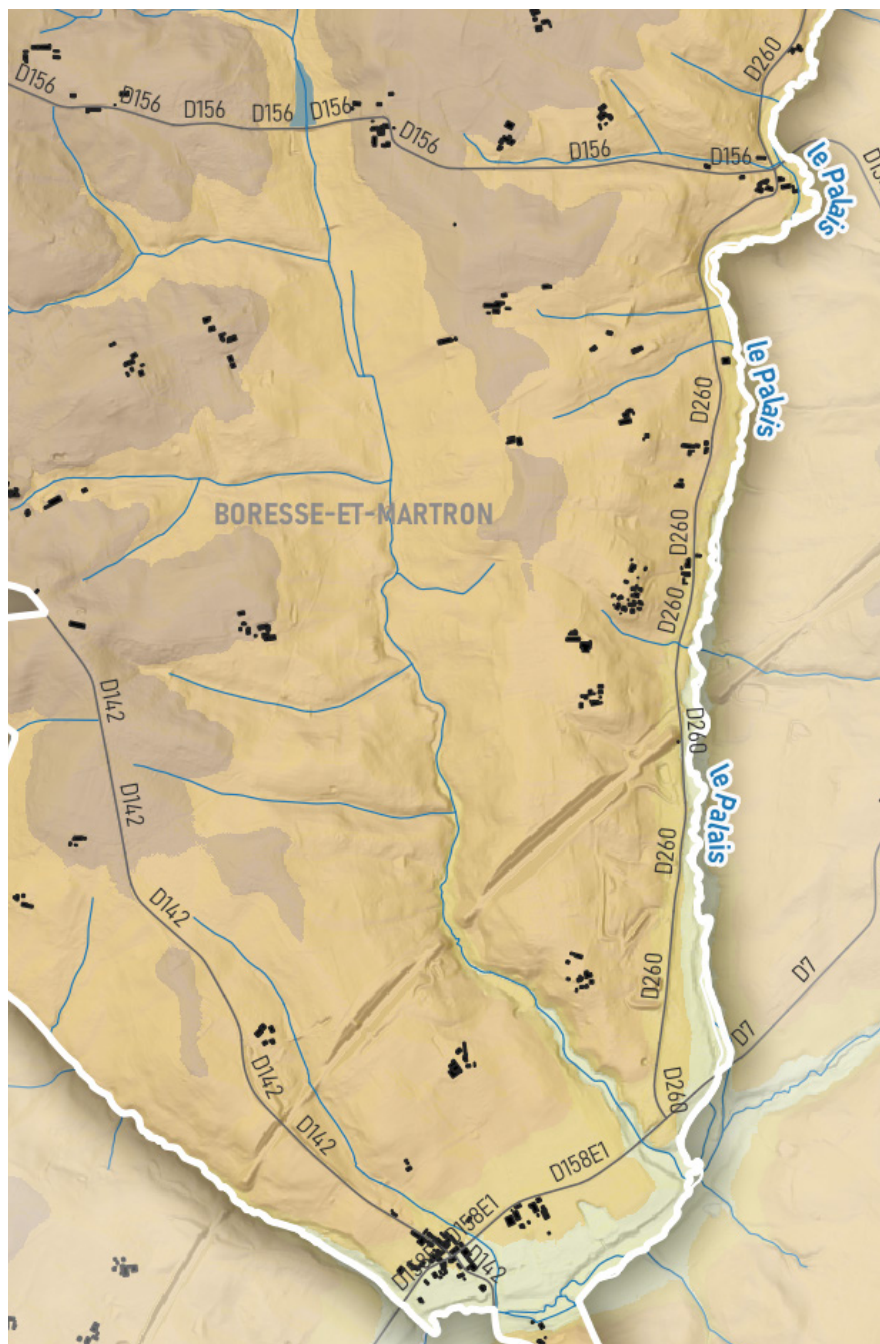
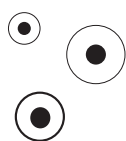


L'église de Boreesse

Suite à l'implantation, différentes manières de se diffuser ...

Les points de départ de ces communes qui ont pour origine des éléments naturels du territoire, ainsi que l'activité humaine autour de ces éléments, donnent naissance à différentes typologies de communes. Boreesse-et-Martron répond à une urbanisation caractéristique d'un passé agricole.

- Le modèle diffus : les exploitations agricoles s'implantent de manière diffuse et deviennent des hameaux



Une urbanisation selon le modèle agricole

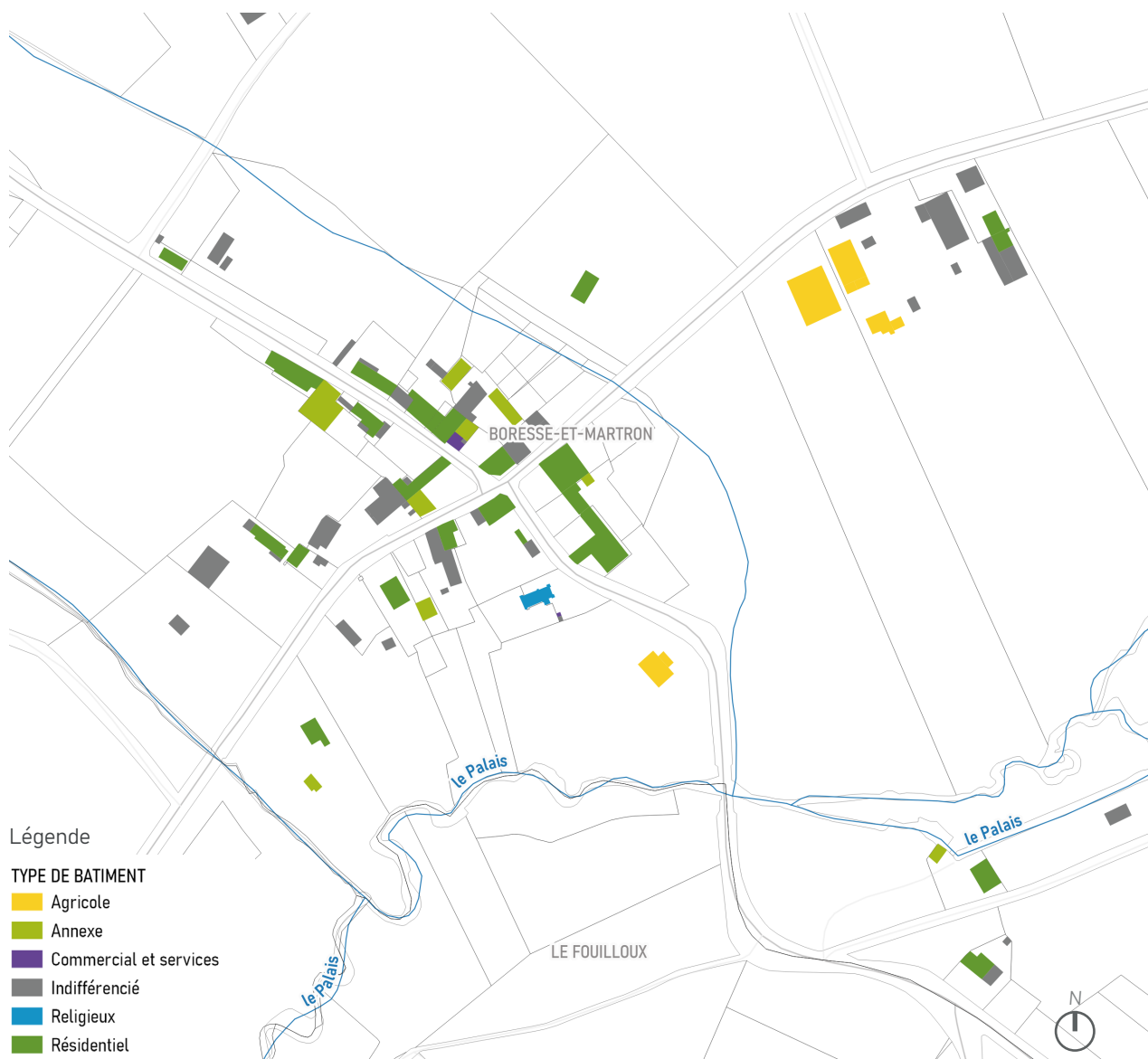
Composée de nombreux hameaux et villages, la commune de Boreesse-et-Martron accueille un habitat dispersé sur son périmètre. Les habitants se sont installés au sein et autour des sièges d'exploitation créant de nombreux hameaux. C'est le mode de développement principal sur l'intercommunalité de la Haute-Saintonge. La particularité de l'urbanisation de Boreesse-et-Martron trouve son origine dans la fusion de deux anciens bourgs que sont Boreesse et Martron.

Sur la carte, il est possible de distinguer Martron au sud de la commune, au croisement de la D142 et D158 et Boreesse au nord est du territoire au croisement de la D156 et de la D260. La densité du bâti est plus importante sur le bourg historique de Martron.

Les deux centres-bourgs historiques se sont constitués autour de la mairie et de l'église.

Typologie du bâti

+ commune de Bourses-et-Martron



Un centre-bourg résidentiel

Le bourg de Martron est principalement constitué de logements et de granges classées ici par la typologie «indifférencié». Lorsque l'on s'écarte du bourg, il est possible de voir apparaître des bâtiments agricoles. L'élément religieux en bleu correspond à la présence de l'église et du cimetière.

Consommation foncière

La méthode de mesure de la consommation foncière se base sur un référentiel régional d'Occupation du Sol (OCS) produit à intervalle relativement régulier à l'échelle de toute la région de Nouvelle-Aquitaine. Il a été réalisé par l'Observatoire des Espaces Naturels, Agricoles, Forestiers et Urbains de Nouvelle-Aquitaine (nafu).

Les 4 millésimes de l'OCS-NA sont : 2000, 2009, 2015 et 2020, et ont été construits par photo-interprétation d'images aériennes/satellites qui sont basées sur ces mêmes années de prises de vues, prises par l'IGN. Ainsi le millésime « 2020 » a pu être publié en 2022 mais se base sur des données correspondant à une campagne d'imagerie datant de 2020 en moyenne (il existe des disparités inter-départementales). Les données se basent également sur le référentiel de la BD TOPO de l'IGN.

Ces différences de dates ne correspondent pas exactement à l'intervalle 2011-2021 exigée par la loi Climat et Résilience dans le cadre du ZAN mais lui sont suffisamment proches pour permettre une estimation raisonnable de cette consommation. La méthode correspond par ailleurs, peu ou prou, à la méthode préconisée par la loi qui devra s'appliquer à partir de 2031 à l'échelle nationale : la comparaison avant/après d'un OCS (bien qu'il soit prévu une meilleure granulosité des résultats).

Les surfaces numérisées par l'OCS de Nouvelle Aquitaine se répartissent en 5 grandes catégories (Territoires artificialisés, agricoles, forêts et milieux semi-naturels, milieux humides, surfaces en eau. Ces typologies sont elles-mêmes subdivisées en 3 niveaux de détails supplémentaires, jusqu'à atteindre 64 sous-classes de nomenclatures. Il existe par exemple 33 typologies dans la nomenclature des territoires artificialisés, allant du « tissu urbain dense » aux « axes routiers principaux et espaces associés » en passant par « jardins ouvriers », « campings et caravannings » ou « emprises industrielles ».

Les catégories officielles de l'OCS ont également été regroupées par destination de l'occupation pour pouvoir déterminer les surfaces consommées par l'habitat, les activités, les infrastructures de voiries...

PIGMA Plateforme d'échange de données en Nouvelle-Aquitaine



**OBSERVATOIRE
DES ESPACES NATURELS
AGRICILES FORESTIERS
ET URBAINS**
L'État et la Région au service des territoires



Répartition des classes de nomenclature de l'OCS régionale de la Nouvelle-Aquitaine (V2)								Nomenclature Cittànova	
Niveau 1, 2, 3 (inspirés par CLC avec les adaptations)				Nomenclature N4 de l'OCS régionale (version V2)		NAFU*	Nomenclature simplifiée de 16 postes**	OCCUPATION PAR DESTINATION	
1. TERRITOIRES ARTIFICIALISES	1.1. Zones urbanisées	1.1.1. Tissu urbain continu	1.1.1.1. Tissu urbain dense	U		Espaces urbains	HABITAT		
			1.1.1.2. Tissu urbain individuel groupé	U			HABITAT		
			1.1.2.1. Tissu urbain dispersé	U			HABITAT		
			1.1.2.2. Espace urbain individuel diffus	U			HABITAT		
			1.1.2.3. Sièges d'exploitations agricoles et bâtiments agricoles isolés	U			AGRICOLE		
		1.1.2. Tissu urbain discontinu	1.1.2.4. Habitat touristique spécifique	U		Espaces urbains	ACTIVITES		
			1.1.2.5. Habitat collectif haut	U			HABITAT		
			1.2. Zones industrielles ou commerciales et réseaux de communication	1.2.1. Zones industrielles, commerciales ou d'équipements	1.2.1.1. Emprises industrielles (hors emprises photovoltaïques au sol)	U		Industrie	ACTIVITES
					1.2.1.2. Emprises commerciales	U			ACTIVITES
					1.2.1.3. Cimetières	U		Équipements et services (universités, hôpitaux, emprises publiques et militaires)	EQUIPEMENTS
	1.2.1.4. Emprises scolaires et/ou universitaires	U				EQUIPEMENTS			
	1.2.1.5. Emprises hospitalières	U				EQUIPEMENTS			
	1.2.1.6. Autres emprises publiques : stations d'épurations, casernes, cités administratives, écluses	U				EQUIPEMENTS			
	1.2.1.7. Aire d'accueil des gens du voyage	U				EQUIPEMENTS			
	1.2.1.8. Vacant urbain	U				VACANT			
	1.2.1.9. Espaces des installations photovoltaïques au sol	U				Industrie	EQUIPEMENTS		
	1.2.2.1. Axes routiers principaux et espaces associés	U					VOIRIE/RESEAUX		
	1.2.2. Réseaux routiers et ferroviaires et espaces associés	1.2.2.2. Axes ferroviaires principaux et espaces associés		U		Infrastructures de transport	VOIRIE/RESEAUX		
		1.2.2.3. Parkings et principales places publiques		U			VOIRIE/RESEAUX		
		1.2.2.4. Espaces végétalisés connexes à la voirie		U			VOIRIE/RESEAUX		
		1.2.3.1. Ports de plaisance		U			EQUIPEMENTS		
	1.2.3. Zones portuaires	1.2.3.2. Ecoles de voile		U		EQUIPEMENTS	EQUIPEMENTS		
		1.2.3.3. Port de commerce		U			EQUIPEMENTS		
		1.2.3.4. Autres ports : port à sec, port de pêche...		U			EQUIPEMENTS		
		1.2.4. Aéroports		1.2.4.0. Aéroports et aérodromes	U			EQUIPEMENTS	
	1.3. Mines, décharges et carrières	1.3.1. Extraction de matériaux	1.3.1.0. Carrières	U		Chantiers, carrières, décharges et dépôts	CARRIERES		
		1.3.2. Décharges	1.3.2.0. Décharges et dépôts	U			CARRIERES		
		1.3.3. Chantiers	1.3.3.0. Chantiers	U			VACANT		
	1.4. Espaces verts artificialisés non agricoles	1.4.1. Espaces verts urbains publics ou privés	1.4.1.1. Espaces verts urbains et périurbains publics ou privés	U		Espaces artificiels (parcs, jardins, golfs, camping, etc.)	ESPACES VERTS		
			1.4.1.2. Jardins ouvriers	U			ESPACES VERTS		
			1.4.2.1. Campings et caravannings	U			ACTIVITES		
		1.4.2. Equipements sportifs et de loisirs	1.4.2.2. Golfs	U			ACTIVITES		
			1.4.2.3. Stades, équipements sportifs et équipements touristiques de loisir	U			EQUIPEMENTS		

Répartition des classes de nomenclature de l'OCS régionale de la Nouvelle-Aquitaine (V2)									
Niveau 1, 2, 3 (inspirés par CLC avec les adaptations)				Nomenclature N4 de l'OCS régionale (version V2)		NAFU*	Nomenclature simplifiée de 16 postes**		
2. TERRITOIRES AGRICOLES	2.1. Terres arables	2.1.1. Terres arables hors périmètres permanents d'irrigation	2.1.1.1. Cultures annuelles	A			Terres agricoles		
		2.1.2. Terres arables irriguées	2.1.2.1. Cultures florales ou légumières	A					
		2.1.3. Terres arables irriguées	2.1.3.1. Terres arables irriguées	A					
	2.2. Cultures permanentes	2.2.1. Vignobles	2.2.1.1. Vignobles	A			Vignes et vergers		
		2.2.2. Vergers et petits fruits	2.2.2.1. Vergers et petits fruits	A					
	2.3. Prairies	2.3.1. Prairies	2.3.1.1. Prairies	A			Prairies		
3. FORETS ET MILIEUX SEMI-NATURELS	2.4. Zones agricoles hétérogènes	2.4.3. Territoires principalement occupés par l'agriculture, avec présence de végétation naturelle importante	2.4.3.0. Espaces agricoles en friche	A					
		3.1.1. Forêts de feuillus	3.1.1.0. Forêts de feuillus	F			Forêts		
		3.1.2. Forêts de conifères	3.1.2.0. Forêts de conifères	F					
	3.2. Milieux à végétation arbustive et/ou herbacée	3.1.3. Forêts mélangées	3.1.3.0. Forêts mélangées	F					
		3.2.1. Pelouses et pâturages naturels	3.2.1.0. Pelouses et pâturages naturels	N			Landes et pâturages		
		3.2.2. Landes et broussailles	3.2.2.0. Landes et broussailles	N					
	3.3. Espaces ouverts, sans ou avec peu de végétation	3.3.1. Plages, dunes, sable	3.3.1.1. Plages, sable	N			Sables et roches		
		3.3.2. Roches nues	3.3.2.0. Roches nues	N					
		3.3.3. Végétation clairsemée	3.3.3.0. Végétation clairsemée	N					
		3.3.4. Zones incendiées	3.3.4.0. Zones incendiées	N					
		3.3.5. Glaciers et neiges éternelles	3.3.5.0. Glaciers et neiges éternelles	N					
		4.1.1. Milieux humides intérieurs (hors tourbières)	4.1.1.0. Milieux humides intérieurs (hors tourbières)	N			Milieux humides		
4. MILIEUX HUMIDES	4.1. Milieux humides intérieurs	4.1.2. Tourbières	4.1.2.0. Tourbières	N					
		4.2.1. Estran sableux et/ou vaseux	4.2.1.1. Vasières	N					
		4.2.1.2. Herbiers marins à plantes vasculaires	4.2.1.2. Herbiers marins à plantes vasculaires	N					
	4.2. Zones intertidales	4.2.1.3. Autres milieux sableux ou sablo-vaseux	4.2.1.3. Autres milieux sableux ou sablo-vaseux	N					
		4.2.2. Estran rocheux	4.2.2.0. Estran rocheux	N					
		4.2.3. Schorre	4.2.3.0. Schorre	N					
	4.3. Marais rétro-littoraux	4.3.0. Marais rétro-littoraux endigués	4.3.0.0. Marais rétro-littoraux endigués	N			Plans et cours d'eau		
		5.1.1. Cours et voies d'eau	5.1.1.0. Cours et voies d'eau	N					
5. SURFACES EN EAU	5.1. Eaux continentales	5.1.2. Plans d'eau	5.1.2.1. Plans d'eau naturels	N			Plans et cours d'eau		
		5.1.2.2. Plans d'eau artificiels	5.1.2.2. Plans d'eau artificiels	U					
	5.2. Eaux maritimes	5.2.1. Estuaires	5.2.1.0. Estuaires	N					
		5.2.2. Mers et océans	5.2.2.0. Mers et océans	N					

* La répartition des classes de nomenclature de l'OCS régionale en espaces Naturels, Agricoles, Forestiers et Urbains. Cette répartition est utilisée pour le calcul des indicateurs de l'OCS diffusés dans le cadre de l'Observatoire NAUF.

** La répartition des classes de nomenclature de l'OCS régionale est simplifiée en 16 postes pour permettre un suivi plus précis de certaines classes ou groupe de classes. Cette nomenclature a été conçue pour permettre une représentation cartographique simplifiée (visionneuse PIGMA ou cartes).

Les fiches détaillées de 64 classes accessibles via la fiche de métadonnées :

<https://www.pigma.org/portail/fr/jeux-de-donnees/ocs-de-la-nouvelle-aquitaine-referentiel-regional-d-occupation-du-sol-a-grande-echelle--ocs-nva/telechargements>

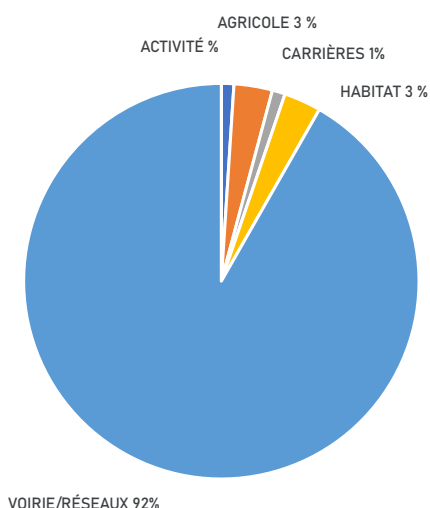


Tous les espaces délimités par l'OCS en 2009 et classifiés comme agricoles, forêts et milieux semi-naturels, milieux humides, ou surfaces en eau, et classés comme territoires artificialisés en 2020 sont considérés consommés. Par ailleurs, les surfaces appartenant à cette classe artificielle, mais non bâtie en 2009 (espaces verts, chantiers, vacance...) et classée comme urbaine ou bâtie en 2020 (espaces urbains, activités, équipements...) sera considérée comme consommée mais seulement en densification de l'existant.

Répartition par occupation des nouvelles constructions entre 2009 et 2020 [en Ha]

+ commune de Bourses-et-Martron

Bourses-et-Martron	0.20	0.00	0.27	0.03	23.07
l général	0.28	0.86	0.29	0.83	25.09



Les réseaux principale cause de l'artificialisation

Entre 2009 et 2020, Bourses-et-Martron a consommé au total 27,36 ha d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) qui est une valeur correspondant à l'équivalent de 37 terrains de foot.

L'origine de cette artificialisation réside en grande partie dans la construction de nouveaux réseaux, ce secteur représente 92 % de l'artificialisation totale de la commune. La réalisation de la LGV est grandement impliquée dans cette consommation.

Avec une consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers de 0,86 hectares, les nouvelles constructions liées à l'agriculture représentent 3 % de l'artificialisation et se positionne comme le second secteur le plus consommateur d'ENAF.

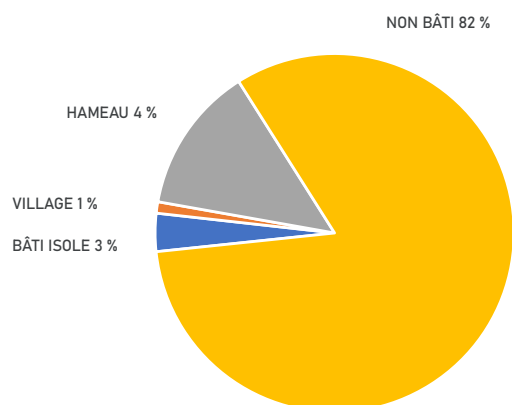
L'habitat souvent première cause de l'artificialisation correspond quant à lui à 3 % de la consommation d'ENAF soit 0,83 ha.

Il est possible de constater que l'artificialisation des dsols est quasiment totalement lié à la voirie et aux réseaux.

Répartition par typologie de groupements bâtis des nouvelles constructions entre 2009 et 2020 [en Ha]

+ commune de Boresse-et-Martron

IFICIAL	(Plusieurs éléments)
	Répartition par typologie des nouvelles constructions
ime de surf_ha	Étiquettes de colonnes
uettes de lignes	hameau village bâti isolé Non bâti T
BORESSE-ET-MARTRON	n 94 n 28 n 62 22 52



De nouvelles constructions éloignées de toute urbanisation

La voirie et les réseaux principale cause de l'artificialisation des sols explique les raisons du nombre d'hectares de nouvelles constructions localisées dans des espaces non bâtis. En effet, plus de trois quarts des nouvelles constructions se sont réalisés dans ces espaces soit 22,52 hectares.

Les hameaux (regroupement de 5 à 24 bâtis) et le bâti isolé (regroupement de 1 à 4 bâtis) ont quant à eux accueilli respectivement 4 % et 3 % du des nouvelles constructions. Ces deux typologies de groupement les moins denses confirment l'éparpillement urbain qu'il y'a pu avoir sur la commune pendant cette période.

Entre 2009 et 2020, les nouvelles constructions se sont faites de manière marginale dans la typologie village (regroupement de 25 à 99 bâtis).

Répartition des nouvelles constructions entre extension et densification entre 2009 et 2020 [en Ha]

+ commune de Boresse-et-Martron

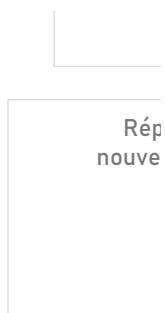


2009-2020 : un étalement urbain qui continu

Le graphique confirme que sur les communes du regroupement, les constructions ont lieu à l'extérieur des enveloppes urbaines et éloignés des bâtis existants.

Répartition par occupation (simplifiée) des nouvelles constructions en extension entre 2009 et 2020 [en Ha]

+ commune de Boresse-et-Martron



Aucun projet en densification

Sur les 27,36 ha consommés entre 2009 et 2020, la totalité des nouvelles constructions ont eu lieu en extension.

Aucun projet ne s'est réalisé en densification c'est à dire au sein d'un enveloppe urbaine en utilisant le potentiel des dents creuses ou de la division parcellaire.

Consommation foncière détectée entre 2009 et 2020

+ Commune de Boresse-et-Martron



Légende

Destination des surfaces détectées comme consommées entre 2009 et 2020

- Habitat (ou mixte)
- Activités économiques
- Equipements publics et ouverts au public
- Espaces verts urbains (non bâti)
- Centrales photovoltaïques
- Activités agricoles
- Espace artificialisé vacant
- Carrières
- Voirie et réseaux
- Surface consommée en densification

Fond de carte

- parcelles
- Bâtiments cadastrés "durs"
- Bâtiments cadastrés "légers"
- Enveloppe tampon autour des bâtiments représentant les taches urbaines

La LGV, un projet consommateur de foncier

Il est possible de constater que les nouvelles constructions liées à l'habitat entre 2009 et 2020 sont relativement éparpillées sur la commune. Il est possible d'identifier trois projets liés à ce secteur : une habitation proche du centre bourg de Martron, une proche du centre bourg de Boresse et un projet proche de Collinet.

On voit très clairement que les surfaces consommées liées au secteur «Voirie et réseaux» concerne le projet LGV qui traverse le sud de la commune et qui a consommé 25,09 hectares d'espaces naturels agricoles et forestiers.

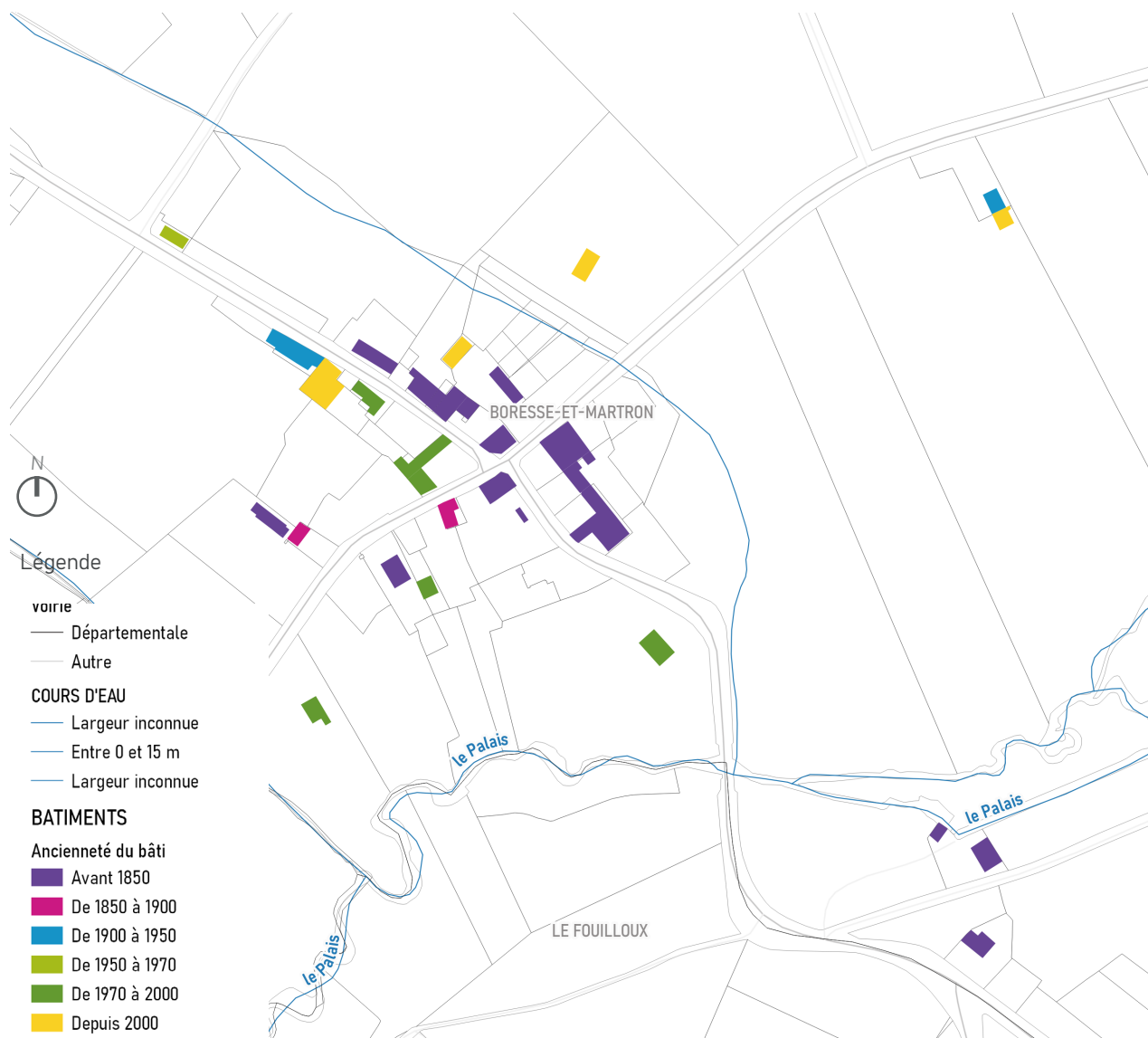
Les constructions liées à l'activité agricole sont quant à eux en extension d'hameaux existants.

Le seul projet économique qui a vu le jour entre 2009 et 2020 s'est construit au sud de Martron.

Morphologie urbaine du bourg

+ commune de Boresse-et-Martron

Source : IGN

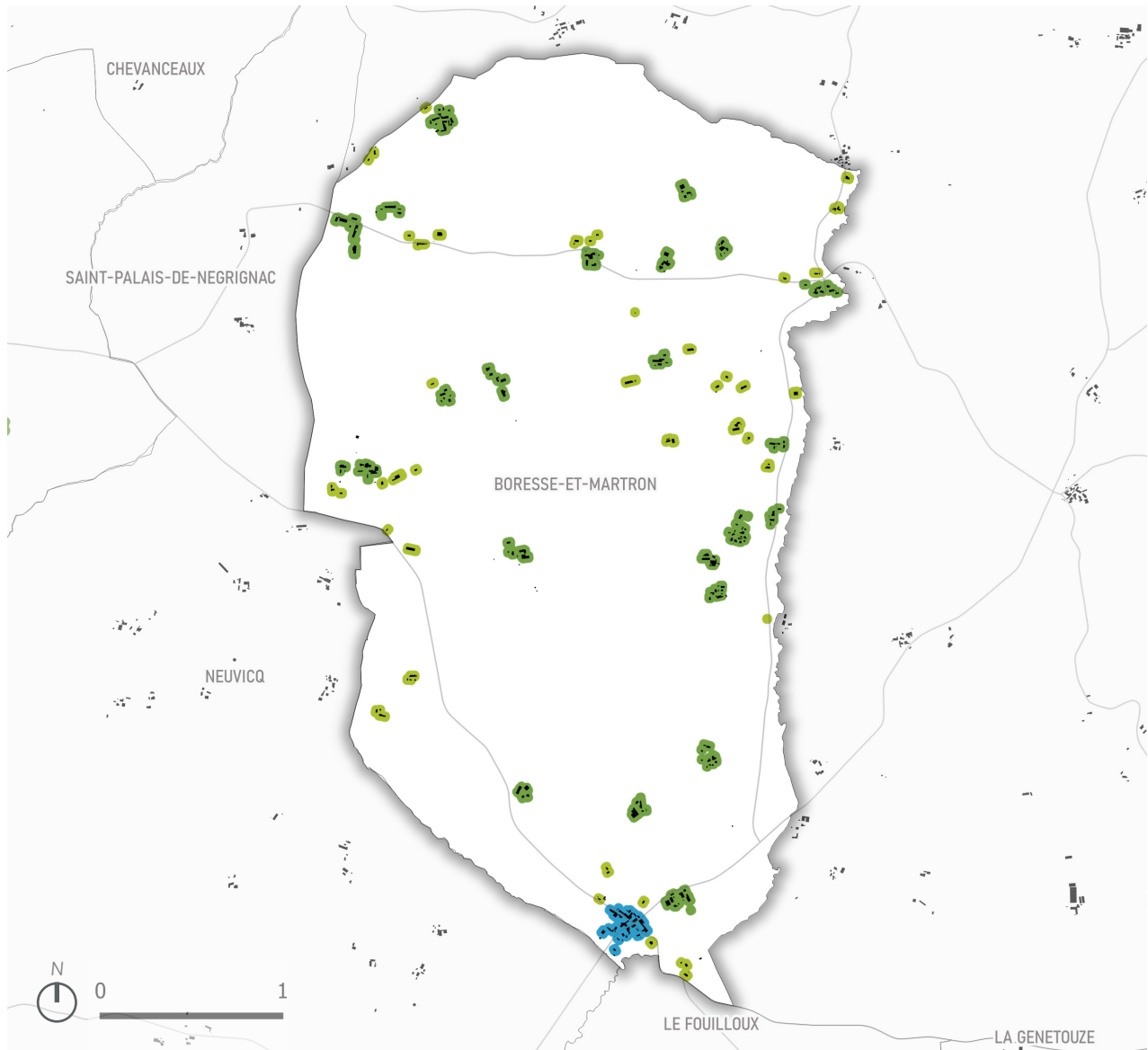


Un bâti ancien bien présent dans le centre-bourg

Au sein du centre-bourg, les différents types de bâtis se mélangent avec des bâtiments datant aussi bien du XIX^{ème} siècle que du XXI^{ème}. A partir de ce constat, deux tendances ressortent tout de même de la morphologie urbaine : le bourg centre est majoritairement constitué d'un bâti datant d'avant 1850 et il y'a eu très peu de construction entre 1950 et 1970 dans le bourg-centre.

Analyse des groupements bâtis

+ commune de Boreesse-et-Martron



Légende

FOND DE PLAN

□ Limites communales

BATI

■ BATI

RESEAU DE TRANSPORT

— Départementale

ENVEL_2020_TYPO

■ bâti isolé

■ hameau

■ village

Un éparpillement du bâti isolé et hameaux pour illustrer le passé agricole

Le bâti isolé et les hameaux sont les deux typologies de regroupement les plus prédominantes sur la commune. Ce sont aussi ceux avec le moins de bâti dans leur enveloppe qui illustre l'étalement urbain de la commune et le passé agricole de Boreesse et Martron.

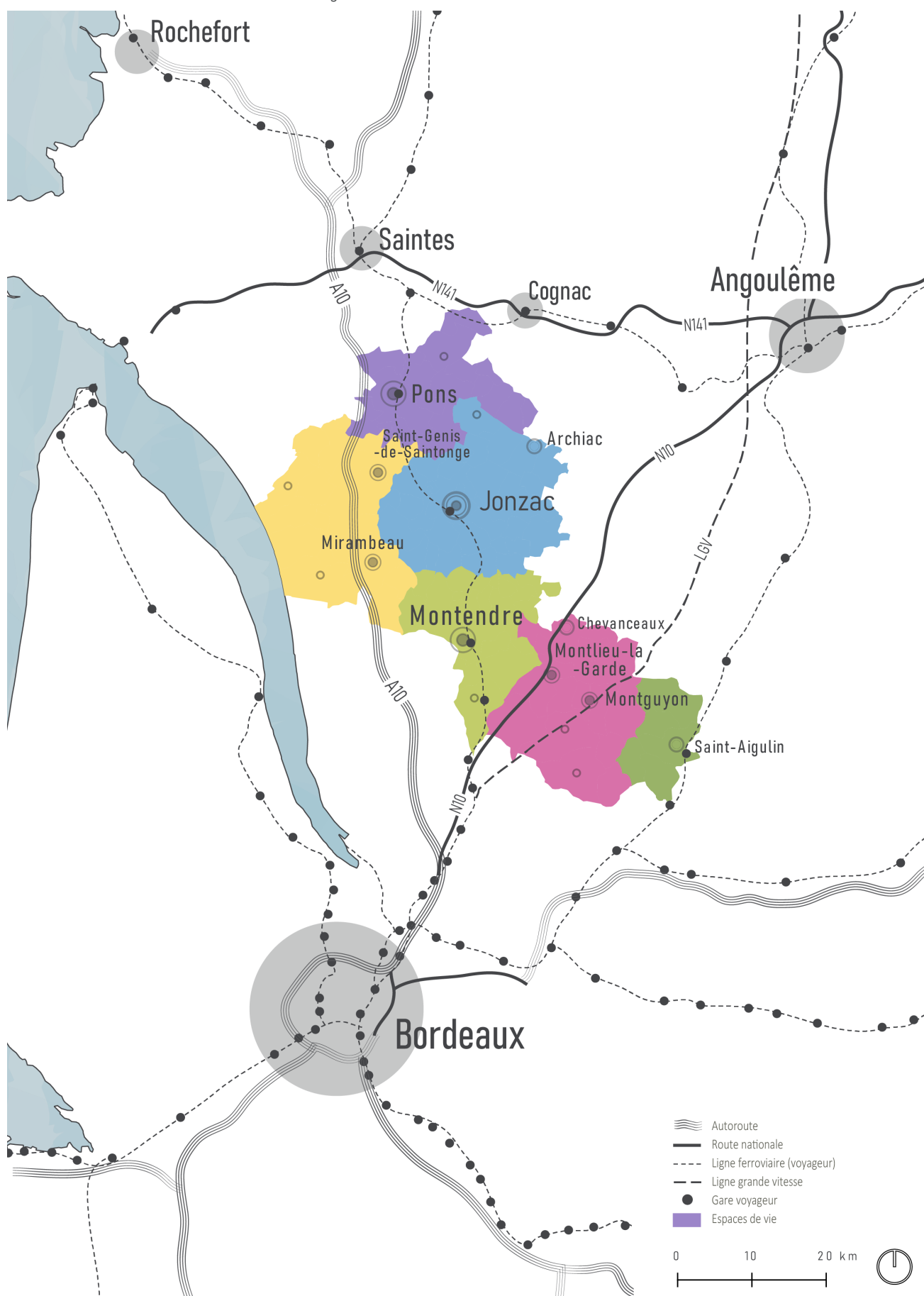
Ces regroupements sont tous éloignés les uns des autres et il est difficile d'imaginer la création d'un second bourg dans un futur proche. Une connexion entre les lieux-dit Chez Berteau et Chez Barreau serait peut-être l'endroit le plus susceptible de devenir un bourg à l'avenir.

La typologie «village» est présente seulement une fois et se situe au niveau de Martron.

Réseau de transport

+ Communauté des Communes de Haute Saintonge

Source IGN BD TOPO



Réseau de transport

+ commune de Boresse-et-Martron



Un territoire proche d'axes routiers structurants

Au niveau des infrastructures de mobilité, la commune de Boresse-et-Martron est traversée par quatre routes départementales dont les principales sont la D142 et la D260. Elles permettent de rejoindre La Roche Chalais, Chevanceaux ou Chalais. Les deux centres-bourgs historique de la commune se trouvent à la croisée de ces départementales.

La N10, réseau routier située à 10 min de la commune de Boresse-et-Martron limite également l'isolement de la commune et facilite l'accès à deux grandes polarités qui l'entourent à savoir Angoulême et Bordeaux. L'autoroute A89 positionnée à une trentaine de minutes de Boresse-et-Martron permet également de desservir Bordeaux jusqu'à Brive. Ces deux axes structurants rendent alors possible les déplacements nord/sud et est/ouest.

En ce qui concerne le réseau ferroviaire, même si la voie ferrée traverse le territoire, aucune gare n'est présente sur la commune de Boresse-et-Martron. Les habitants se tournent alors vers la gare de Chalais, gare la plus proche située à 20 min et qui permet de desservir Angoulême et Bordeaux. Certains habitants de la commune se rendent à Coutras pour prendre le train ou à Saint-Mariens qui propose un très bonne fréquence de train (ligne Bordeaux-Nantes).

Grâce à cette offre de mobilité, l'accès au travail et aux différents niveaux de services sont alors facilités.

+ commune de Boresse-et-Martron

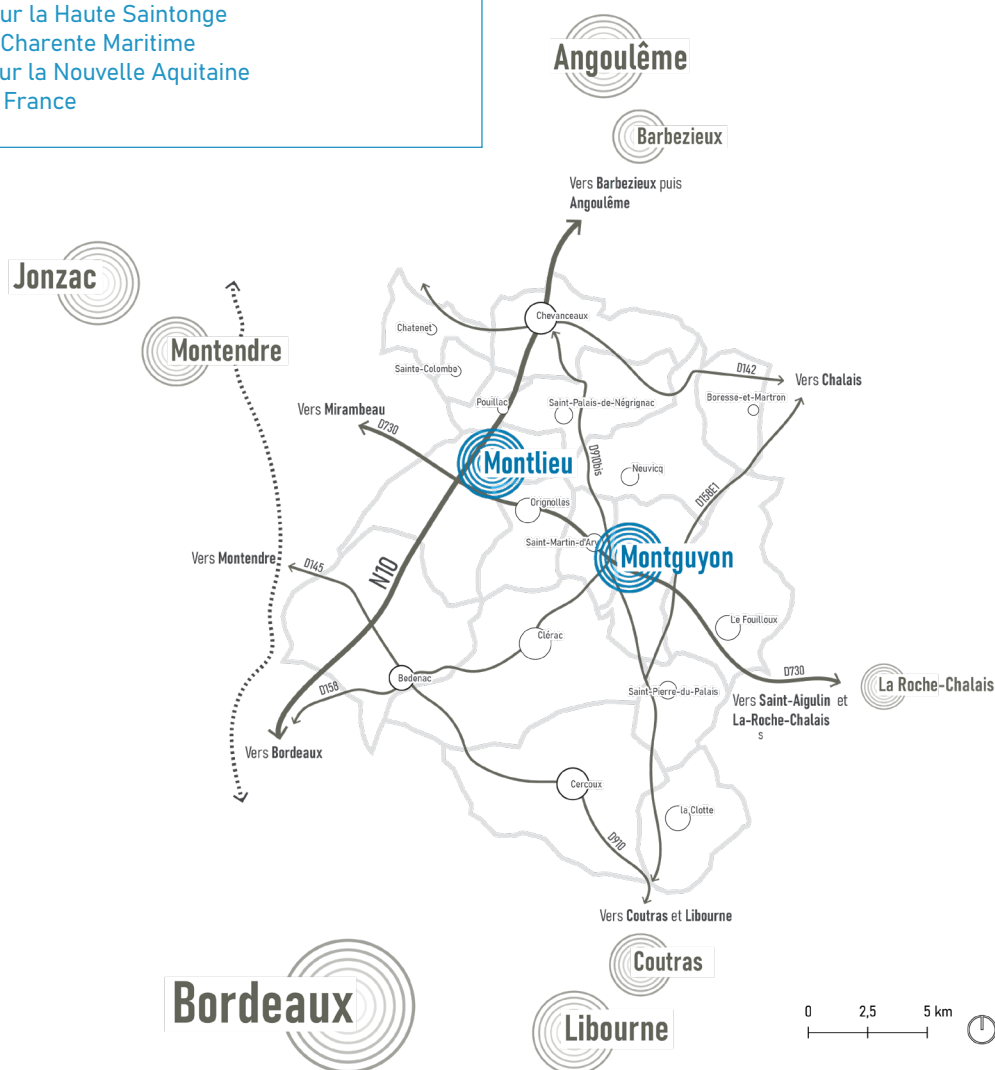


Les habitants de la commune de Boresse-et-Martron utilisent à 82 % la voiture comme mode de déplacement pour se rendre au travail. En revanche, les modes de déplacements actifs (vélo et marche) représentent 0 % des modes de déplacements.

Les zones peu denses sont les espaces les plus exposés aux problématiques liées à la prégnance du véhicule individuel. Les nouvelles formes de mobilités et un encouragement vers la pratique de mode de déplacement plus responsable doivent s'intensifier pour lutter contre cette dépendance.

La part des actifs utilisant la voiture pour se rendre sur leur lieu de travail en 2020, comparatif à d'autres échelles :

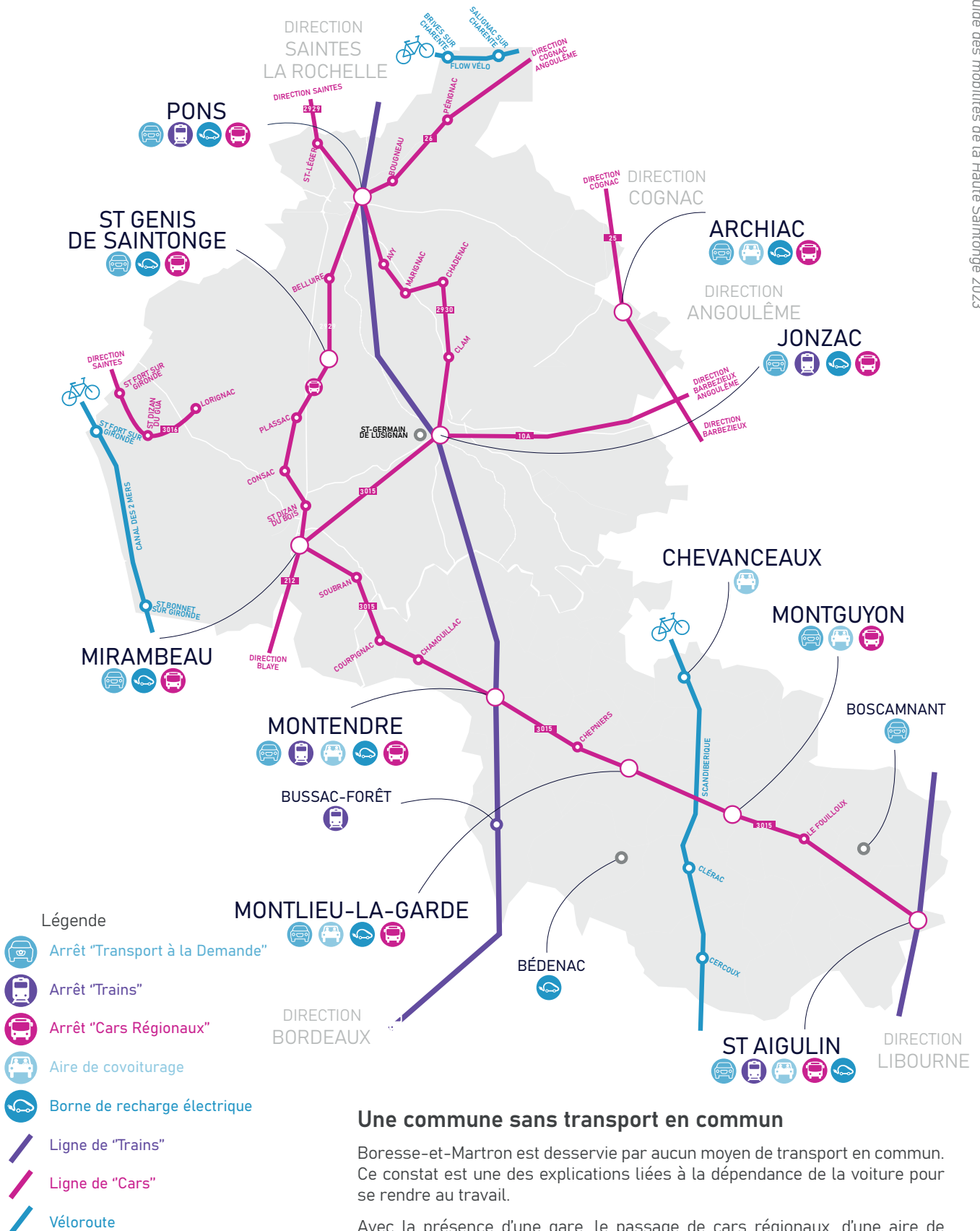
85.8% pour la Haute Saintonge
81.3% en Charente Maritime
80.5% pour la Nouvelle Aquitaine
70.3% en France



Réseaux de transports en 2023

+ Communauté de communes de la Haute Saintonge

Source : Guide des mobilités de la Haute Saintonge 2023



Indice de concentration d'emploi - évolution de 2009 à 2020

+ commune de Boresse-et-Martron

	Nombre d'emploi dans la zone	Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	Indicateur de concentration d'emploi
2020			
Chatenet	17	76	22.2%
Montlieu-la-Garde	610	472	129.4%
Orignolles	311	273	114.1%
2014			
Chatenet	24	87	27.7%
Montlieu-la-Garde	637	495	128.7%
Orignolles	286	241	118.4%
2009			
Chatenet	23	89	26.2%
Montlieu-la-Garde	581	498	116.6%
Orignolles	279	249	111.9%

Un nombre d'emploi qui baisse sur les dix dernières années

En 2020, la commune de Boresse-et-Martron compte 21 emplois sur son territoire ce qui correspond à 29,2% au niveau de l'indice de concentration de l'emploi.

Même si le nombre d'emploi est identique entre l'année 2020 et 2014. L'indicateur de concentration d'emploi est quant à lui en légère baisse avec un passage de 28,1 à 29,2 % en raison d'un nombre d'actif ayant un emploi résidant dans la commune qui diminue.

Il est possible de noter une baisse de -35 % du nombre d'emploi entre 2009 et 2020.

L'indicateur de concentration d'emplois en 2020, comparatif à d'autres échelles :

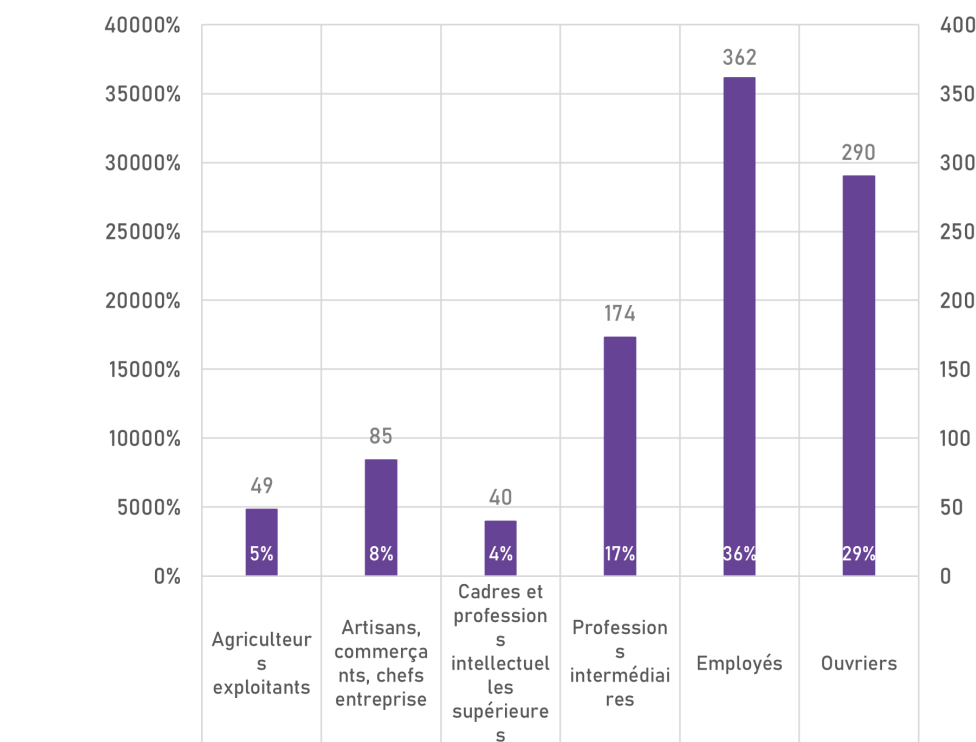
87.0% pour la Haute Saintonge
96.2% en Charente Maritime
99.0% pour la Nouvelle Aquitaine
98.3% en France

L'indicateur de concentration d'emplois

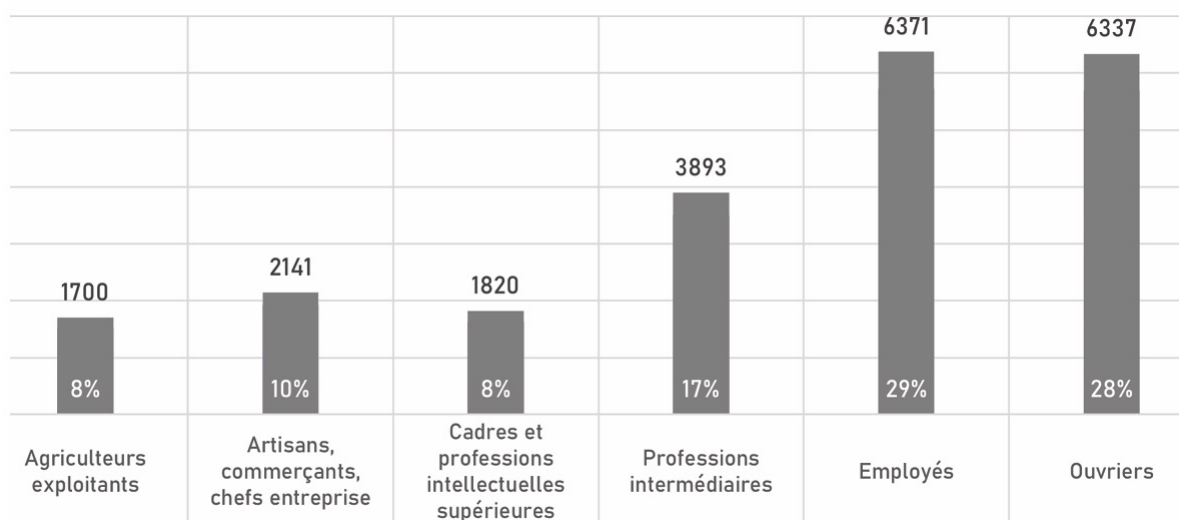
Le taux de concentration de l'emploi est égal au nombre d'emplois occupés dans une zone pour 100 actifs résidant dans la zone et ayant un emploi. Dans un pôle attractif (taux supérieur à 100%), le nombre d'emplois est supérieur à celui de ses actifs occupés.

Nombre d'emplois par catégorie Socio Professionnelles - Répartition en 2020

+ commune de Boreesse-et-Martron



+ communauté de communes de la Haute Saintonge



Des emplois divisés en deux catégories socio-professionnelles

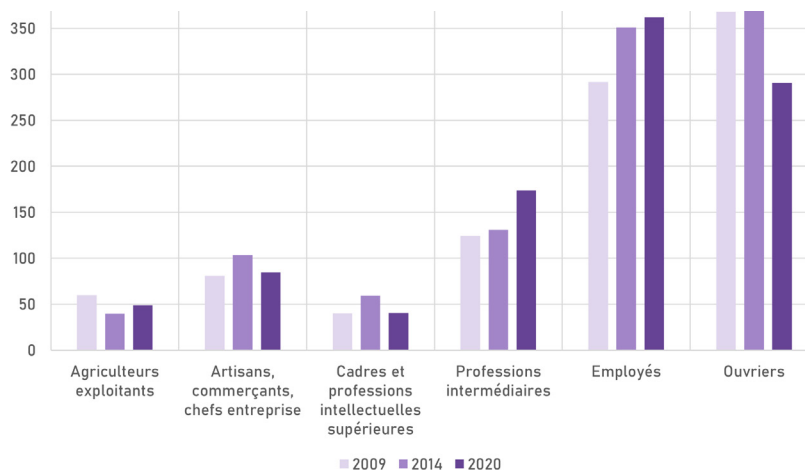
En 2020, sur la commune de Boreesse-et-Martron les emplois sont divisés en deux catégories socio-professionnelles :

- les employés qui représentent 67 % du nombre d'emploi soit 20 emplois correspondant à la première catégorie socio professionnelle du territoire. Cette part est bien supérieure à celle qui existe au niveau de l'intercommunalité.
- les professions intermédiaires qui compte 10 emplois soit 33 % de la part des catégories socio-professionnelles. Cette catégorie est également plus représentée au niveau de la commune de Boreesse-et-Martron qu'au niveau de la CDCHS,

Nombre d'emplois par catégorie Socio Professionnelles - Evolution de 2009 à 2020

+ commune de Boresse-et-Martron

Source : INSEE



Un nombre d'employés en forte augmentation

En 2014, les agriculteurs exploitants représentaient la première catégorie socio professionnelle sur le territoire. Depuis 2020, cette catégorie a été remplacé par les employés.

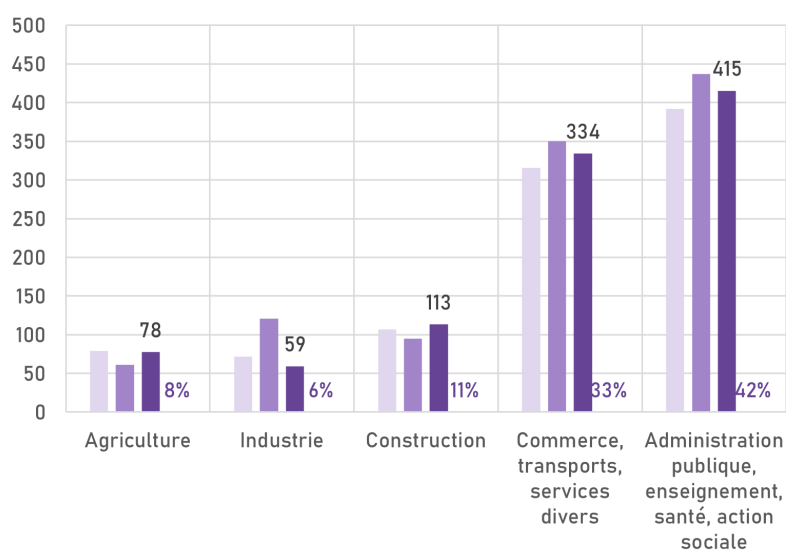
Il est possible de constater que deux catégories d'emplois disparaissent entre 2014 et 2020, il s'agit des agriculteurs/exploitants et des artisans, commerçants, chefs d'entreprise qui enregistraient respectivement 9 et 5 emplois en 2014.

A l'inverse, les professions intermédiaires n'étaient pas présentes en 2014 sur la commune de Boresse-et-Martron tandis que le nombre d'emploi «employés» augmente lui de 300 % entre 2014 et 2020.

Nombre d'emplois par secteurs d'activité - Evolution de 2009 à 2020

+ commune de Boresse-et-Martron

Source : INSEE



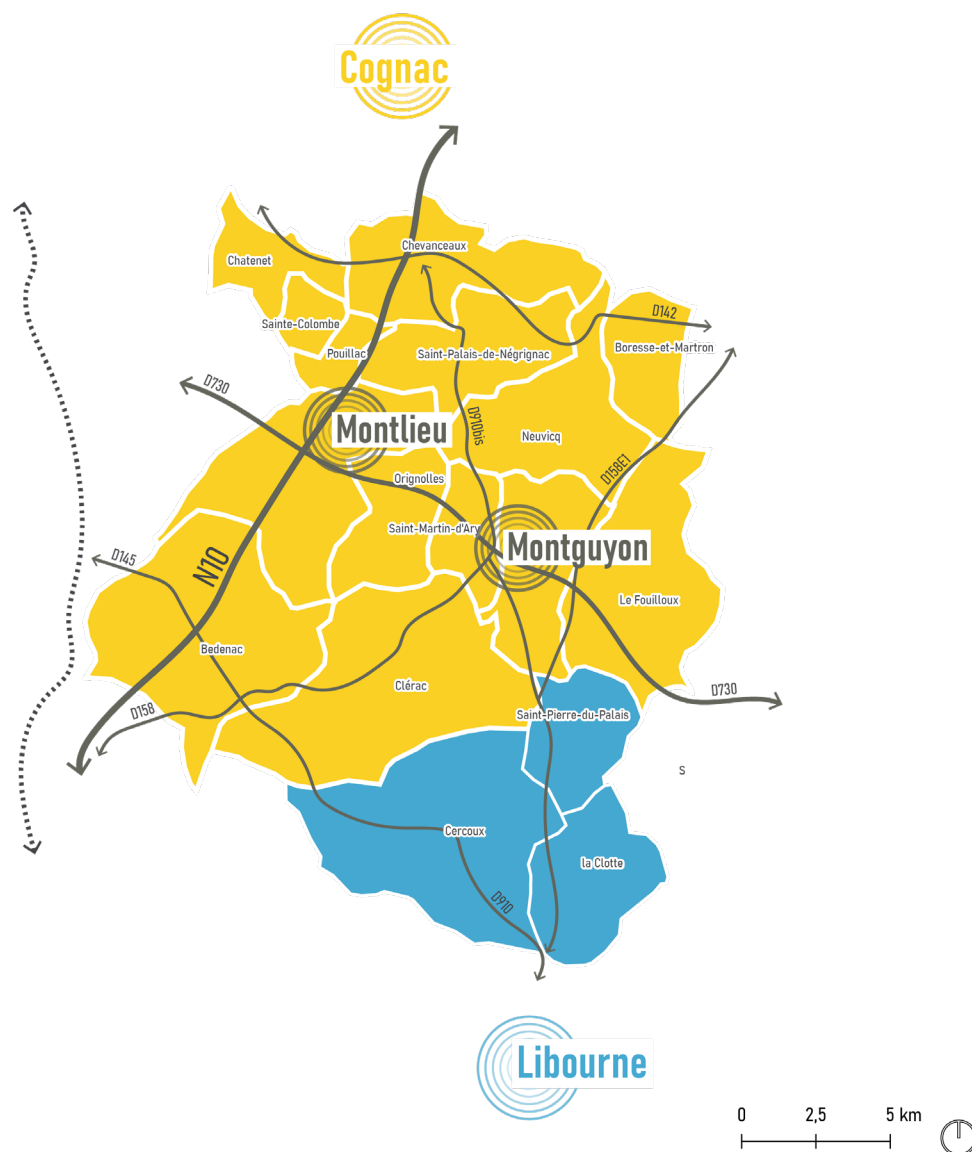
Deux secteurs d'activités présents sur le territoire

Tout comme les catégories socio-professionnelles, deux secteurs d'activités sont présents sur la commune :

- > le commerce, transports, services divers qui était présent en 2009 mais pas en 2014. Ce secteur représente 33 % du nombre d'emploi total et correspond aux emplois liés aux professions intermédiaires.
- > l'administration publique, enseignement, santé, action sociale qui regroupe 20 emplois sur le territoire et qui a connu une augmentation de 300 % entre 2014 et 2020.

Zones d'emplois

+ Espace de vie de Montlieu-la-Garde, Montguyon

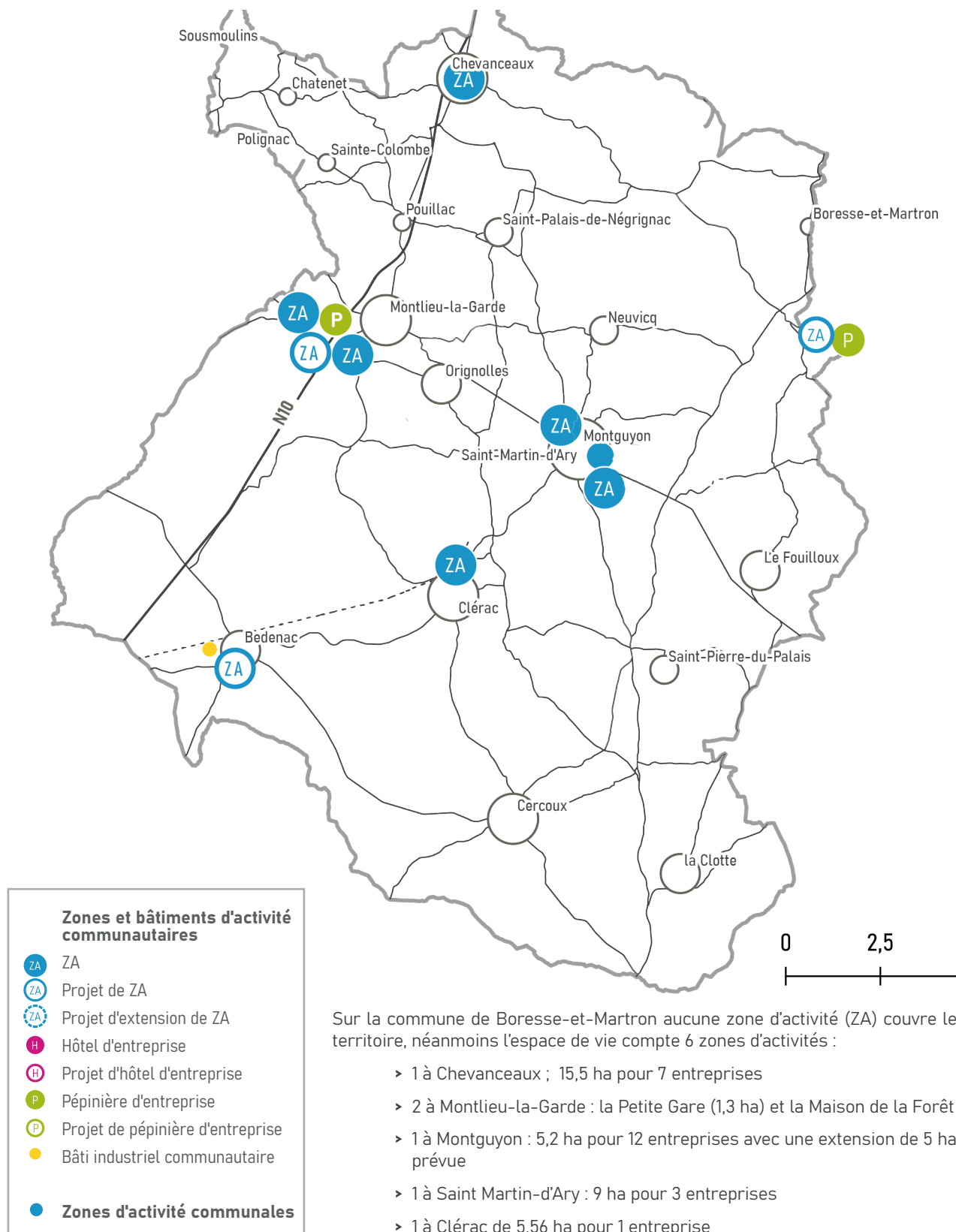


Boresse-et-Martron appartient à la zone d'emploi de Cognac.

Zones d'activités, hôtels et pépinières d'entreprises sur l'espace de vie

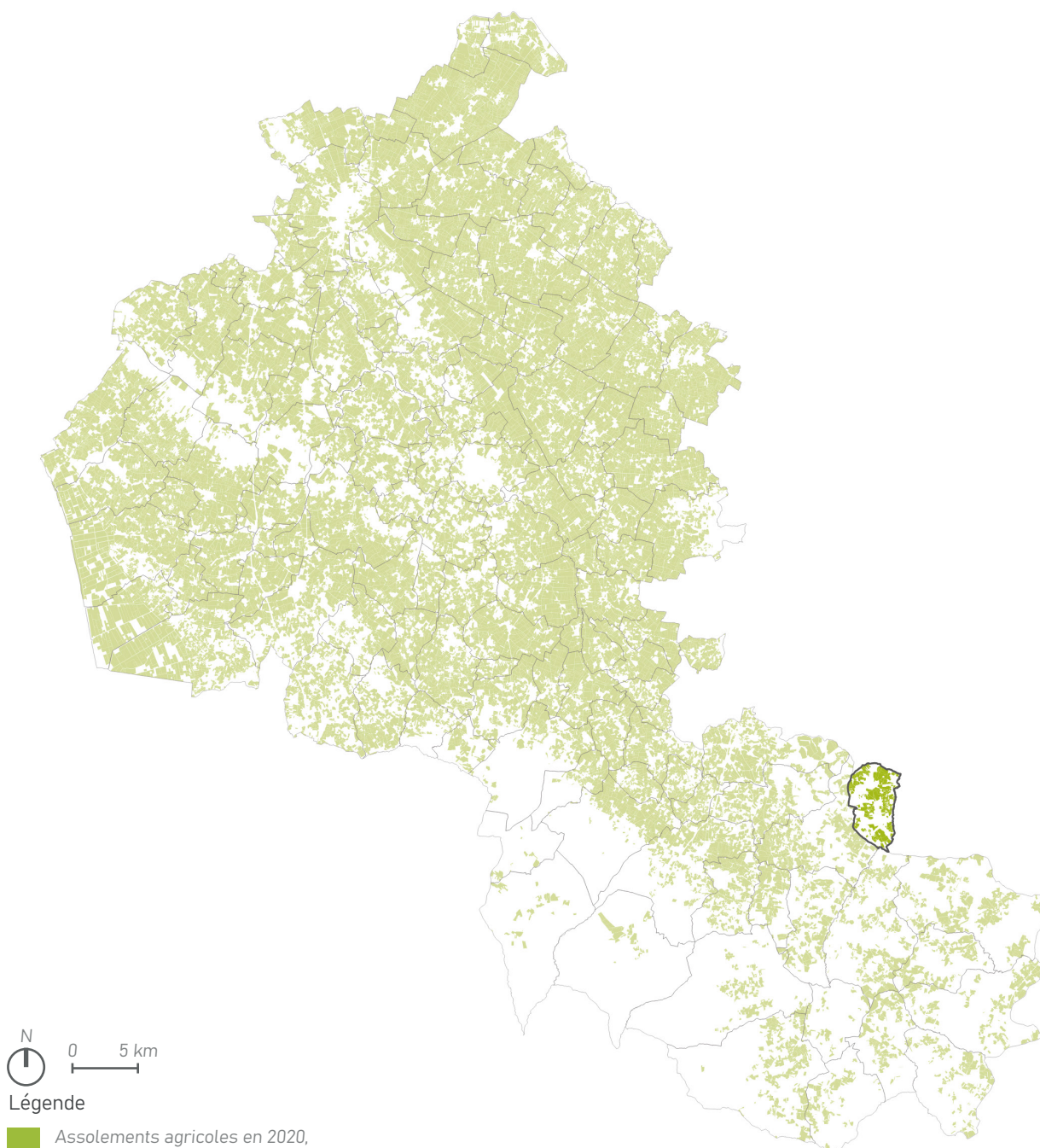
+ Espace de vie de Montlieu-la-Garde, Montguyon

Source : SCOT et retours élus



Assolements agricoles en 2020

+ commune de Boresse-et-Martron

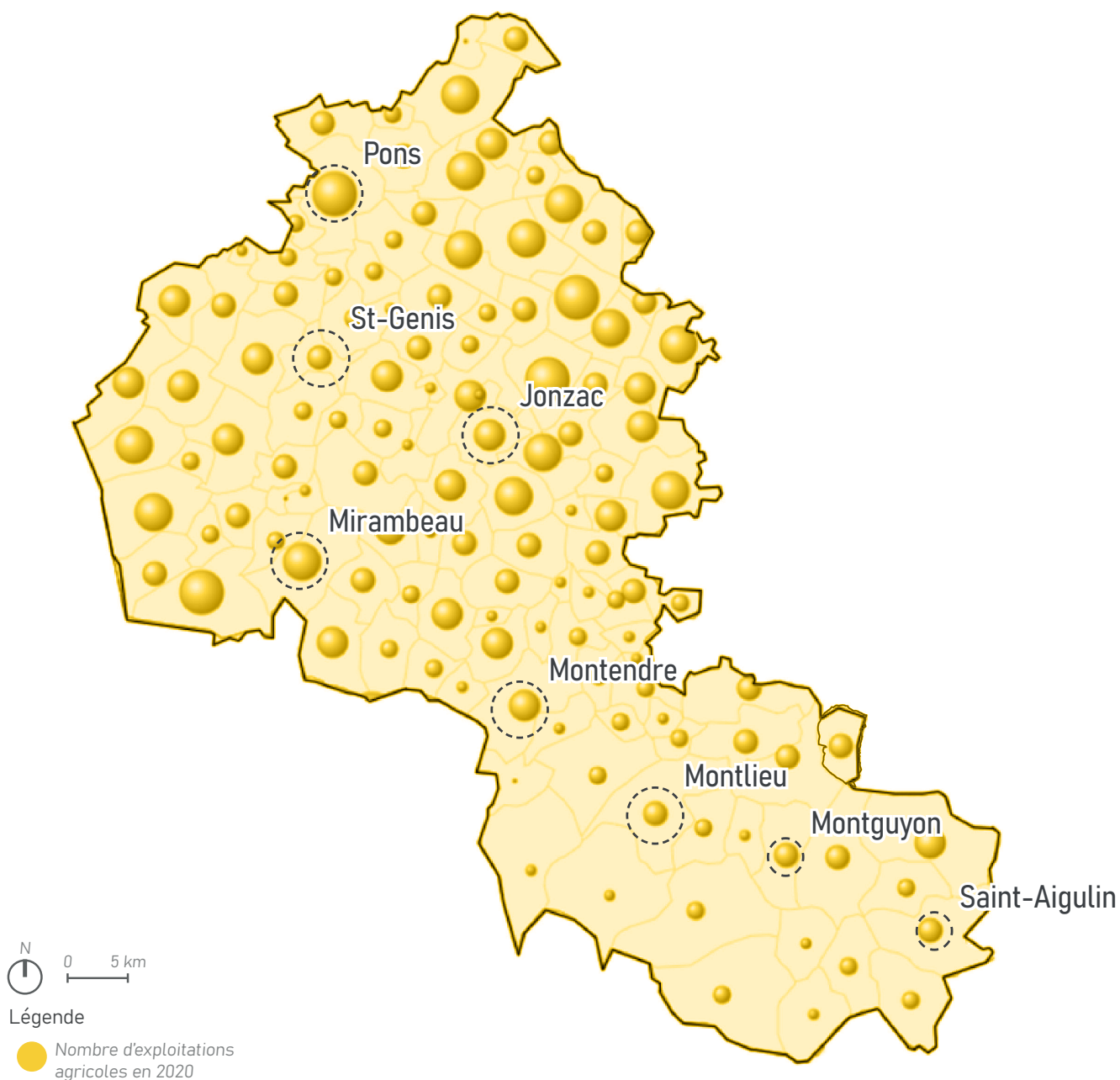
**Près de la moitié du territoire couvert par des espaces agricoles**

Sur le territoire de Boresse-et-Martron, les terres agricoles déclarées à la PAC représentent 513,19 ha soit une couverture de 46 % du territoire. En moyenne les communes de l'intercommunalité possèdent 773 ha de surfaces agricoles. Il est possible de remarquer que les terres agricoles sont parsemées sur la commune et s'intercalent entre espaces urbanisés et forestiers.

Nombre d'exploitations agricoles 2020

+ commune de Boresse-et-Martron

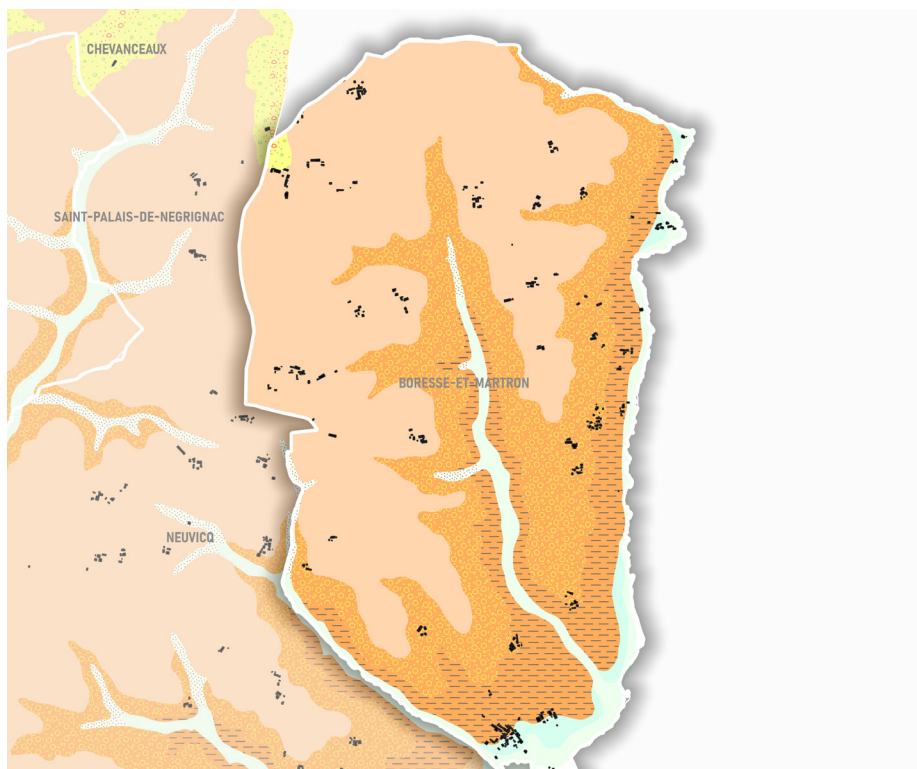
source : AGRESTE 2020



Boresse-et-Martron recense actuellement 12 agriculteurs sur sa commune, tout comme au niveau national, la tendance est à la baisse sur le territoire d'étude. A l'échelle intercommunale, il est possible de se rendre compte qu'au nord de la CDCHS, l'agriculture est un secteur économique important avec un nombre d'exploitation plus remarquable qu'au sud. Cette dynamique s'explique en partie par l'attractivité du Cognac que l'on retrouve plus au nord.

Types de sols sur le territoire

+ commune de Boresse-et-Martron



CARTE GEOLOGIQUE 1 / 50 000

- Alluvions fluviales récentes à actuelles (Holocène)
- Alluvions fluviales anciennes (Pleistocène supérieur-Würm)
- Alluvions fluviales anciennes de moyenne terrasse (Pleistocène moyen-Riss)
- Colluvions indifférenciées, de versants, de fonds de vallées
- Formation de Boisbreteau-membre supérieur : Sables feldspathiques, graviers et gros galets, argiles sableuses verdâtres (Oligocène supérieur - Chattien)
- Formation de Boisbreteau-membre moyen et Argiles de Castillon : Sables feldspathiques, graviers et galets, argiles silteuses vertes (Oligocène inférieur à moyen - Rupélien)
- Formation de Boisbreteau-membre inférieur : Sables argileux bruns avec quelques galets et argiles silteuses grises à taches jaunâtres (Éocène supérieur-Priabonien)
- Formation des Sables grossiers feldspathiques, argiles vertes à terriers, galets et sables argileux, de Boisbreteau s.s. (Éocène sup-Ludien à Oligocène)
- Formation des Galets, sables feldspathiques argileux et argiles vertes de Condéon, Guizengeard supérieur, ou Beau-Repos (Lutétien)
- Formation des Argiles sableuses grises à marmorisations et terriers de Montroux- Guizengeard inférieure (Yprésien supérieur)
- Formation des Sables et graviers à galets mous de kaolin et argiles blanches kaoliniques de Bernet-Touvéac supérieure (Yprésien inférieur)
- Formation des Sables fins gris clair, lignites et argiles blanches kaoliniques du Ramard-Touvéac inférieure (Yprésien inférieur)
- Formation des Calcaires jaunâtres graveleux à Rudistes, Orbitoides et Méandropsinidés (Campanien 5 ("Maestrichtien" auct., sommet) ; biozones CVII à CVIII)
- Formation des Calcaires jaunâtres graveleux à Rudistes, Orbitoides et Méandropsinidés à silicifications abondantes (Campanien 5 ("Maestrichtien" auct., sommet) ; biozones CVII à CVIII)

Des formations argilo-sableuses comme types de sols prédominants

Au niveau géologique, Boresse-et-Martron est couverte principalement par trois types de sols, des formations argilo-sableuses.

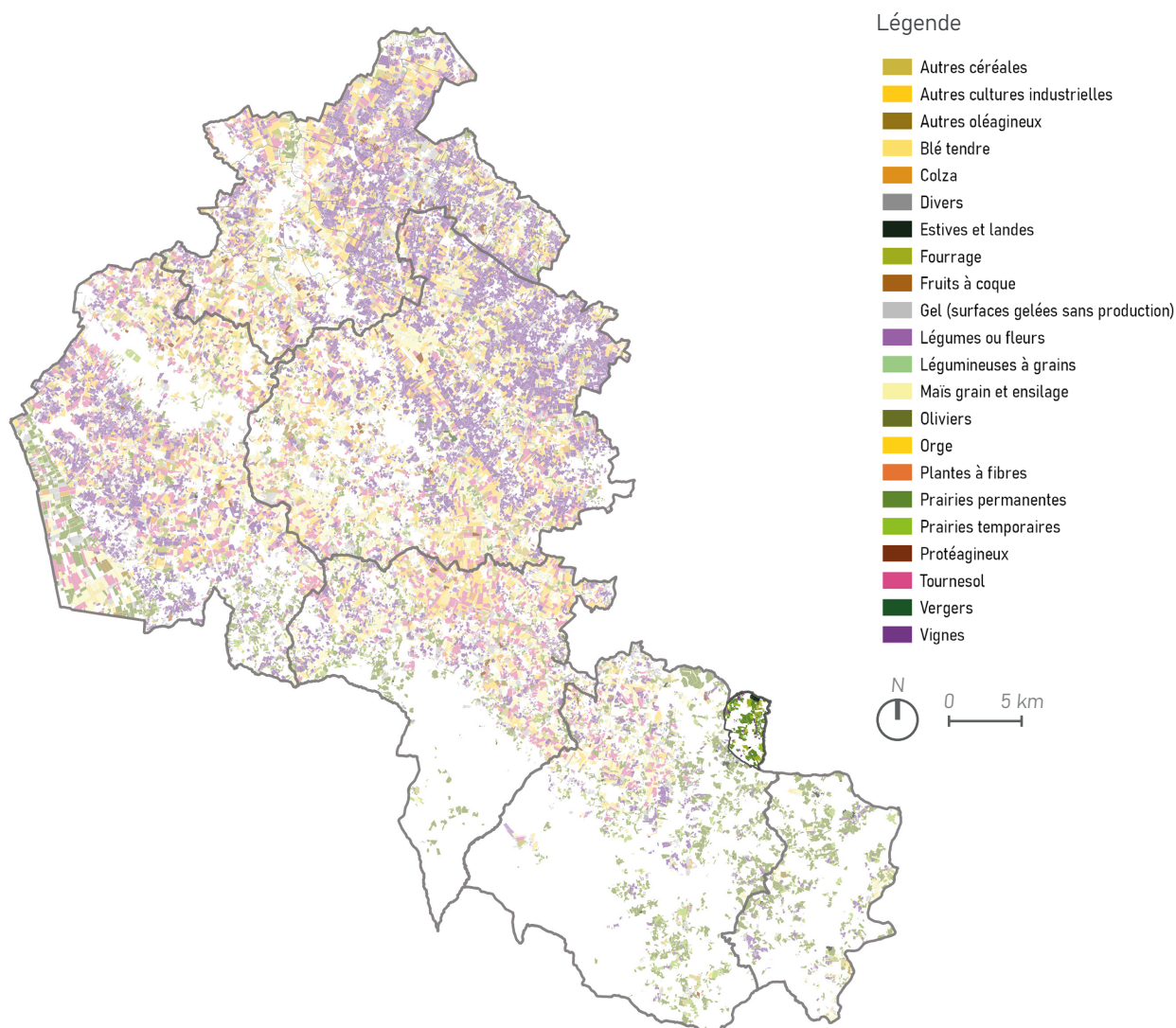
Plus précisément :

- une formation de sables grossiers feldspathiques, argiles vertes à terriers, galets et sables argileux qui couvrent la majorité du territoire
- une formation de galets, sables feldspathiques argileux et argiles vertes de Condéon, Guizengeard supérieur qui vient en première couronne de la formation de sables grossiers
- une formation d'argiles sableuses qui vient en deuxième couronne de la formation de sables grossiers et touche les sols alluviaux
- des formations alluviales fluviales situées le long des cours d'eau notamment au niveau du Palais et de la rivière centrale.

Groupe de culture des assolements par parcelle en 2020

+ commune de Boresse-et-Martron

Source : RPG 2020



Les prairies permanentes, assolement principal sur la commune

Les prairies permanentes correspondent à la culture la plus présente sur la commune avec 63 % de terres cultivées qui sont des prairies permanentes.

Avec 47,53 ha de fourrage sur la commune, ce type d'assolement représente la deuxième culture de Boresse-et-Martron avec 9 % des terres cultivées.

Les vignes représentent le 3ème type de culture sur la commune avec 45,22 ha soit 9 % de terres agricoles liées à cet assolement.

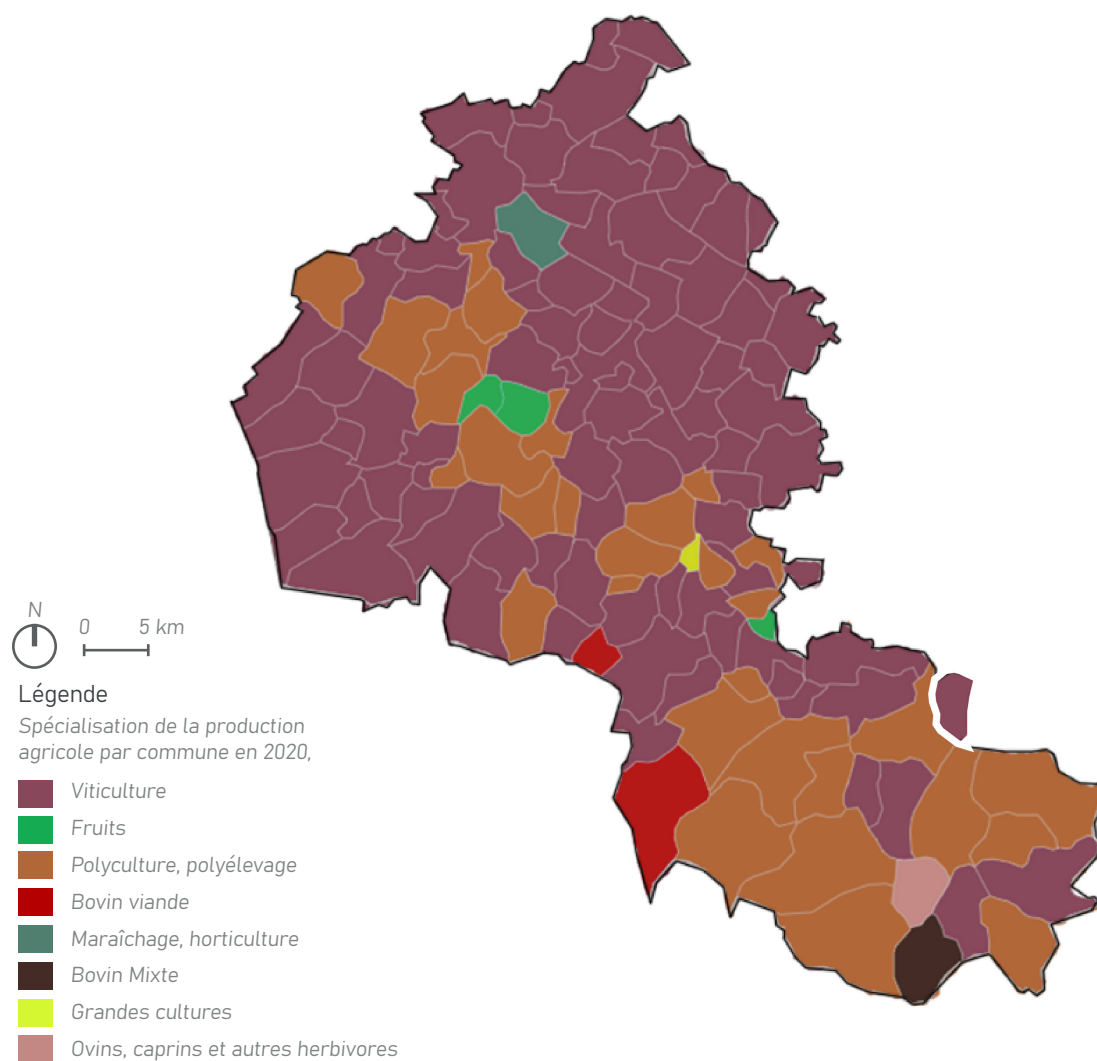
Le Registre Parcellaire Graphique (rpg) de la PAC

Dans le cadre de l'attribution annuelle des aides PAC, un recensement cartographique de l'ensemble des parcelles cultivées est constitué, à l'échelle européenne. Les cartes, une fois anonymisées, sont consultables en ligne et donnent une image précise à la parcelle des assolements pratiqués chaque année.

Ce recensement s'effectue par îlots culturels, définis par un ensemble de parcelles culturelles : Contiguës, entières ou partielles, portant une ou plusieurs cultures, exploitées par le déclarant ; Limitées par des éléments facilement repérables et permanents (chemin, route, ruisseau...) ; Stables d'une année sur l'autre.

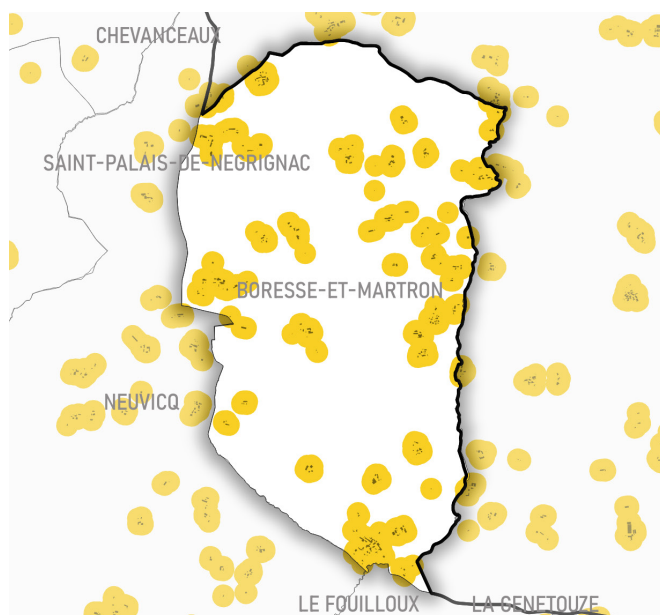
Spécialisation de la production agricole par commune en 2020

+ commune de Boresse-et-Martron



La viticulture, activité agricole dominante du territoire

Avec 42,22 ha de vignes, la spécialisation agricole de Boresse-et-Martron est tournée vers la viticulture. Le Pineau Charentais et le Cognac sont les deux destinations de production de la vigne.

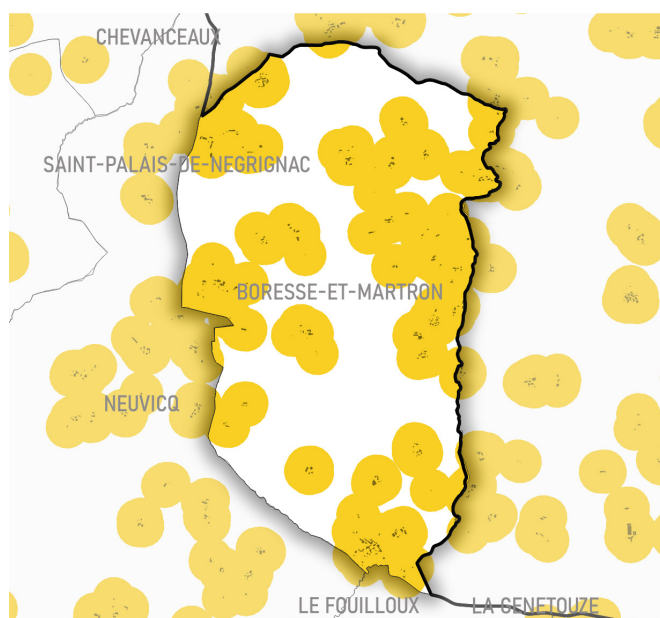


Rayon de 100 mètres autour de chaque bâti

+ commune de Borese-et-Martron

- 100 mètres correspond à la distance de retrait à prendre en compte dans le cadre de l'implantation de certains bâtiments d'élevage

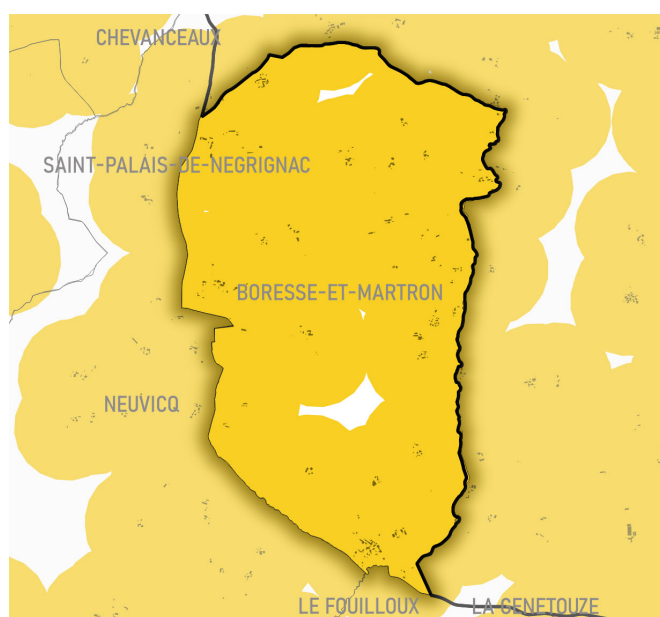
source : IGN



Rayon de 200 mètres autour de chaque bâti

+ commune de Borese-et-Martron

- 200 mètres correspond au rayon au sein duquel les bruits de voisinage sont encore perceptibles



Rayon de 500 mètres autour de chaque bâti

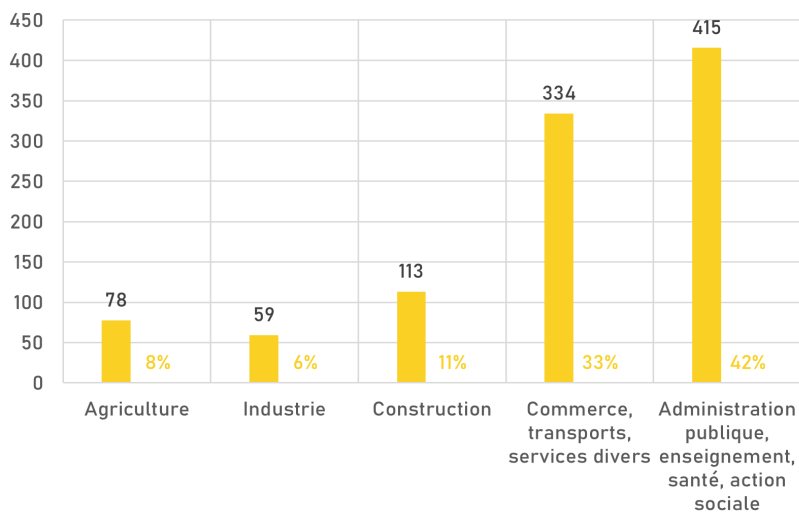
+ commune de Borese-et-Martron

- 500 mètres correspond au rayon au sein duquel certaines espèces de grande faune n'approche pas du fait de la gêne générée par l'habitation et son activité
- 500 mètres correspond à la distance minimale entre une éolienne et une habitation



Nombre d'emplois par secteurs d'activité en 2020

+ commune de Boresse-et-Martron



Un secteur économique agricole inexistant

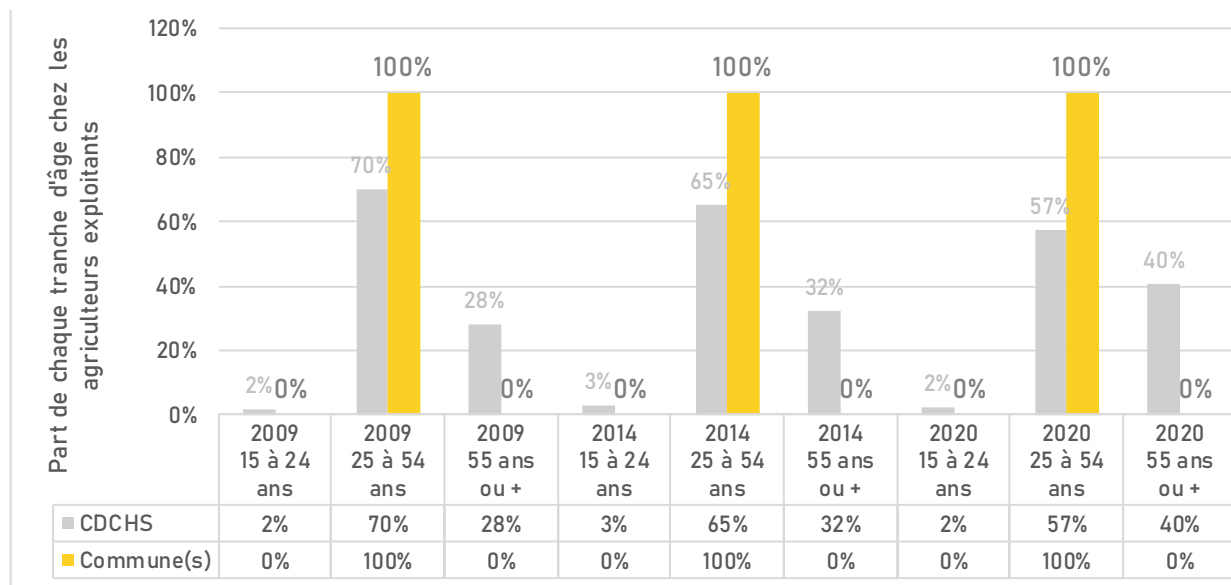
Sur la commune de Boresse-et-Martron, le secteur agricole est inexistant.

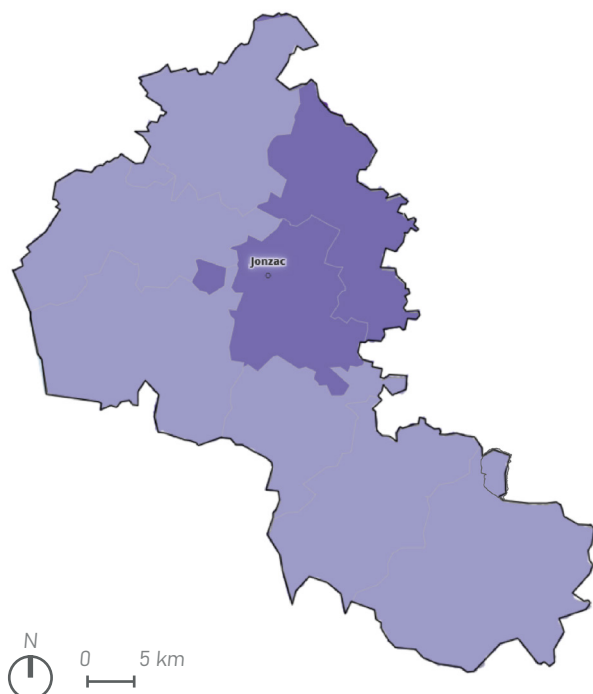
Part des agriculteurs dans les emplois en 2020, comparatif à d'autres échelles :

- 15.2% pour la Haute Saintonge
- 5.3% en Charente Maritime
- 4.7% pour la Nouvelle Aquitaine
- 2.5% en France

Part des tranches d'âges chez les agriculteurs exploitants - Evolution de 2009 à 2020

+ commune de Boresse-et-Martron



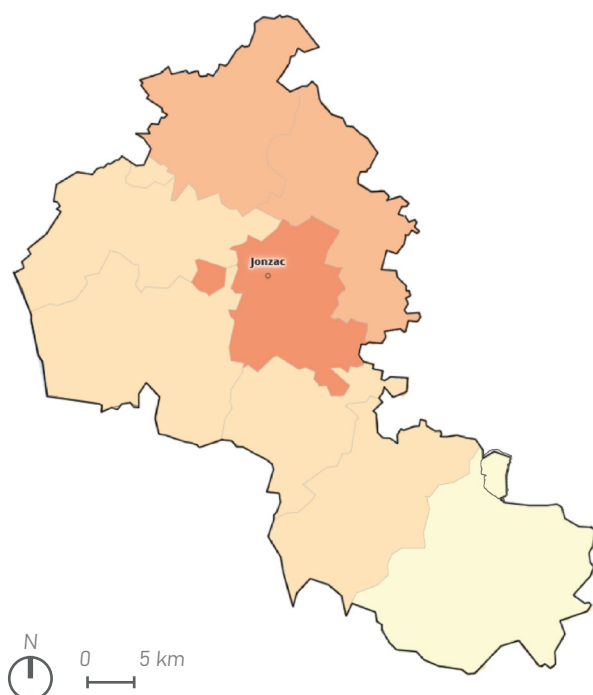
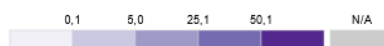


Part des vignes dans la SAU en 2010

+ commune de Bourses-et-Martron

Une viticulture qui s'intensifie à proximité de Cognac

La viticulture est plus présente au nord de la Haute-Saintonge en raison de la présence de Cognac et de son territoire lié historiquement à la production de spiritueux.



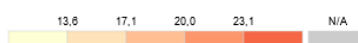
Part des moins de 40 ans parmi les chefs d'exploitation et coexploitants en 2010

+ commune de Bourses-et-Martron

Des exploitants agricoles plus âgées que jeunes sur le territoire

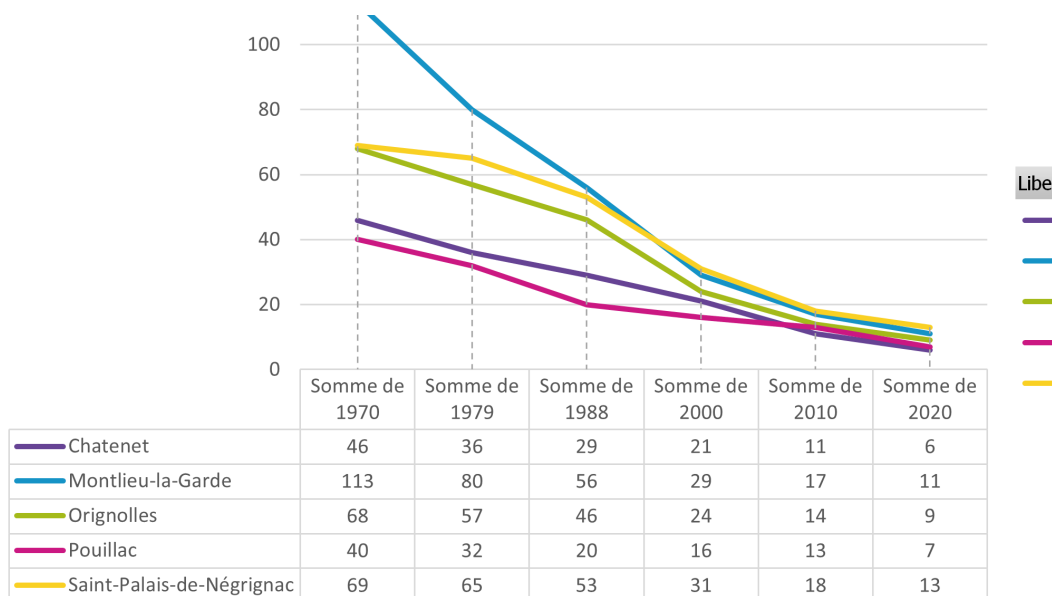
En 2010, la part des exploitants agricoles les plus âgées est la moins au niveau de l'espace de vie de Jonzac.

A l'inverse sur l'espace de vie de Montlieu-Montguyon, on trouve peu d'exploitant agricole âgé de moins de 40 ans.



Evolution du nombre d'exploitations de 1970 à 2020

+ commune de Boresse-et-Martron

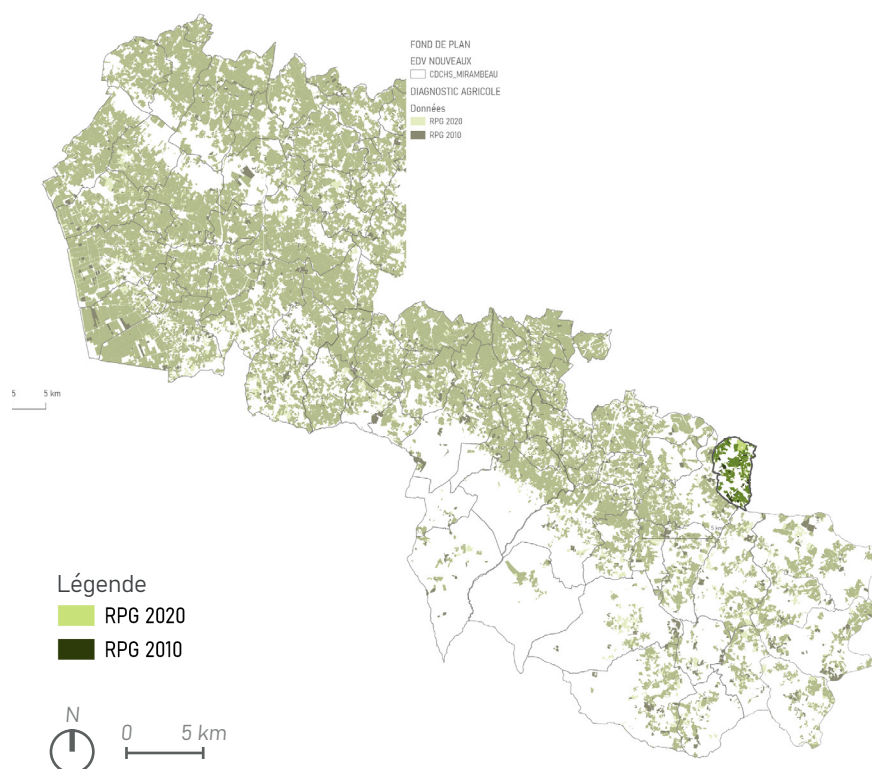


Une déprise agricole inquiétante

En l'espace de 50 ans, le nombre d'exploitations a baissé de -70,73 % sur la commune de Boresse-et-Martron passant de 41 exploitations à 12. La baisse du nombre d'agriculteurs est une tendance nationale avec 4 fois moins d'agriculteurs en France qu'il y'a 40 ans. Augmentation des tailles d'exploitations, précarités salariales ou encore successions difficiles sont des raisons qui traduisent ces fortes baisses. La disparition progressive des espaces agricoles au profit des espaces artificialisés est aussi un élément de réponse.

Evolution des assolements agricoles de 2010 à 2020

+ commune de Boresse-et-Martron



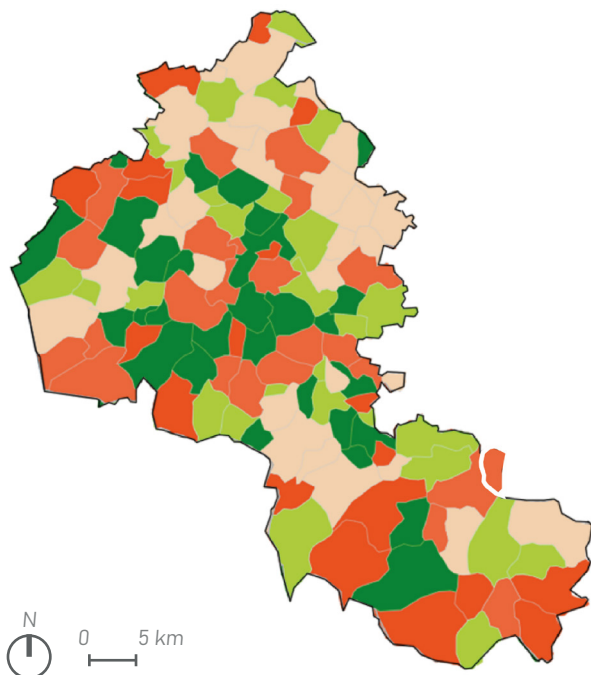
Une augmentation de 17 ha d'espaces agricoles entre 2010 et 2020

En 2010, on comptait 508 ha de parcelles agricoles selon le RPG. On note alors une augmentation de 5 ha d'espaces agricoles déclarés à la PAC entre 2010 et 2020.

En 2010, Boresse-et-Martron était couvert à 45 % par des terres cultivées, en 2020 cette valeur se situe à 46 % aujourd'hui.

Evolution de la SAU de 2010 à 2020

+ commune de Boreesse-et-Martron



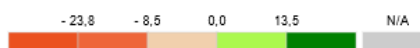
Une forte diminution de la SAU entre 2010 et 2020

Entre 2010 et 2020, la surface agricole utile (SAU) de Boreesse-et-Martron a baissé de 121 hectares. . Cela peut s'expliquer par la diminution du nombre d'exploitations sur le territoire.

En revanche, selon le RPG le nombre de parcelle agricole a augmenté entre 2010 et 2020, il est possible d'imaginer que ce sont des exploitants des communes voisines qui cultivent des terres à Boreesse-et-Martron.

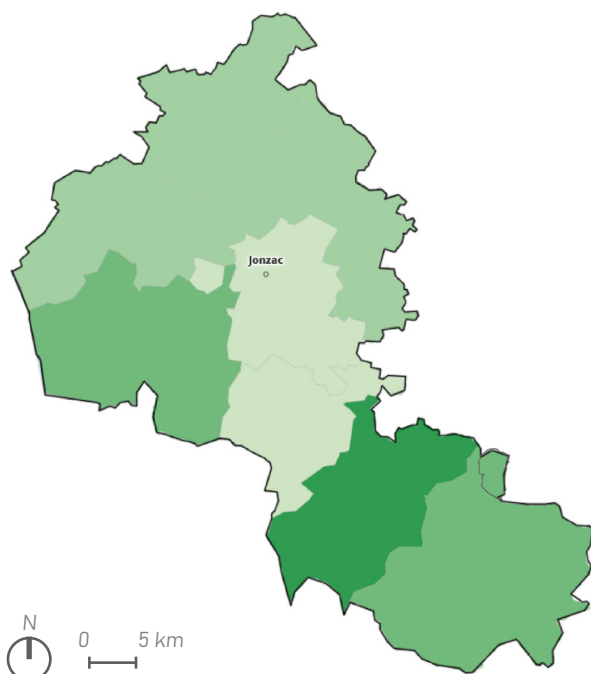
En 2020, la SAU de Boreesse-et-Martron est de 309 ha.

Légende



SAU moyenne par exploitation en 2020

+ commune de Boreesse-et-Martron



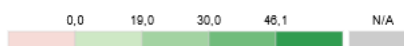
Des tailles d'exploitations qui se stabilisent

En 2020, sur la commune la SAU moyenne par exploitation est de 25,8 ha, c'est 0,3 ha de moins qu'en 2010.

Cette donnée confirme l'hypothèse sur l'augmentation de la taille des exploitations, avec un part de la SAU en hausse et un nombre d'exploitation en baisse. Cette dynamique est plus marquée dans le sud de l'intercommunalité que dans le nord en raison de la présence de vignes au nord.

Sur l'ensemble de l'intercommunalité, le nombre de terres cultivées par exploitation a en moyenne augmenté.

Légende



Surface Agricole Utile comparée à la surface communale

+ commune de Boresse-et-Martron

Part de SAU sur la surface communale, comparatif à d'autres échelles :

53% pour la Haute Saintonge
62% en Charente Maritime
46% pour la Nouvelle Aquitaine
49% en France

	Boresse-et-Martron
SAU [Ha]	309
Superficie [Ha]	1119
Ratio	28%

La Surface Agricole Utile (sau)

La surface agricole utile, ou SAU, est un concept statistique qui s'applique à évaluer la surface foncière destinée à la production agricole. Cela n'inclut donc ni les bois ni les forêts, mais intègre les terres arables, les surfaces toujours en herbes et les cultures pérennes (vignes, vergers, etc.). Cette donnée est largement utilisée dans le cadre des déclarations PAC (Politique Agricole Commune) établies par les exploitations agricoles chaque année.

Portrait du territoire

+ commune de Boresse-et-Martron

Légende

- Zones Humides
- Surfaces boisées
- Zones Agricoles Bio
- Surface agricole 2020

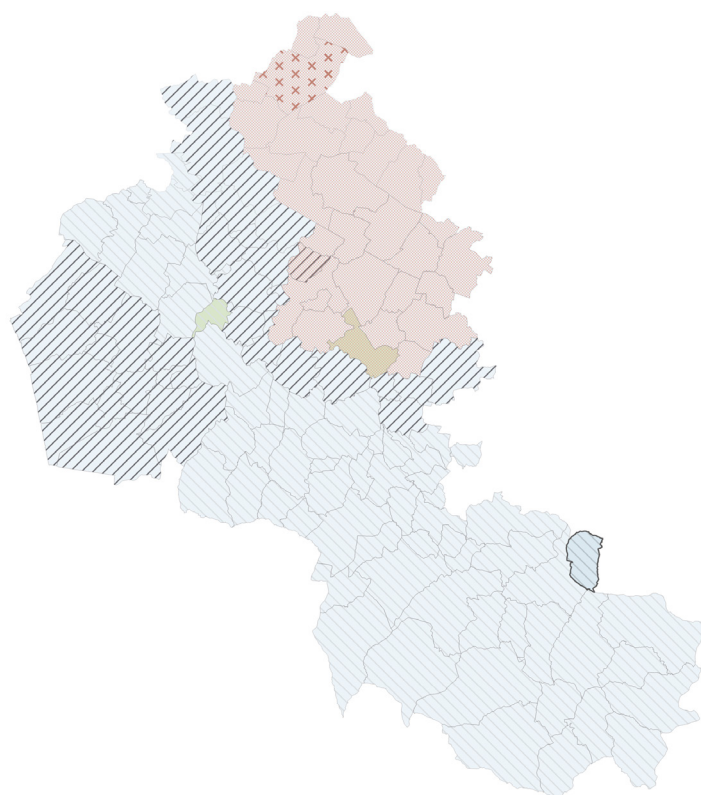


Un territoire principalement agricole

Sur la commune de Boresse-et-Martron, les espaces agricoles correspondent à la première occupation du sol, viennent ensuite les espaces naturels et forestiers puis les zones urbanisées. Les espaces urbanisés et artificialisés sont relativement faible sur la commune.

Appellations d'Origine Contrôlées et Protégées

+ commune de Boresses-et-Martron



\\ Cognac Bons Bois

/// Cognac Fins Bois

< > Cognac Grande Champagne ou Grande Fine Champagne

■ Cognac Petite Champagne ou Petite Fine Champagne, Cognac Fine Champagne

■ Pineau des Charentes, Cognac ou eau de vie de Cognac ou Eau de Vie des Charentes, Beurre Charentes-Poitou

Des démarches pour certifier une qualité et des engagements environnementaux

En plus des AOP/AOC, il existe d'autres labels permettant de garantir une traçabilité et une qualité environnementale traduisant l'engagement des agriculteurs vers des pratiques agro-écologiques. Parmi ces labels, il est possible de mentionner :

Le HVE : Haute Valeur Environnementale

Cette certification correspond au niveau le plus élevé de la certification environnementale des exploitations agricoles. Elle garantit que les pratiques agricoles utilisées sur l'ensemble d'une exploitation préservent l'écosystème naturel et réduisent au minimum la pression sur l'environnement (sol, eau, biodiversité...). Il s'agit d'une mention valorisante, prévue par le Code rural et de la pêche maritime.

La CEC : Certification Environnementale Cognac

La Certification Environnementale Cognac & HVE est une démarche conçue par le Bureau National Interprofessionnel du Cognac (BNIC) en collaboration avec les chambres d'agriculture de la Charente et de la Charente-Maritime ainsi que l'institut français de la vigne et du vin IFV.

Cette certification globale de l'exploitation permet de développer et faire reconnaître les bonnes pratiques adoptées sur son exploitation en terme de raisonnement des intrants, maintien de la biodiversité et protection de l'environnement. Elle permet la double reconnaissance du cahier des charges Haute Valeur Environnementale (HVE) et celui de la filière Cognac : certification environnementale Cognac.

L'AB : L'agriculture biologique

l'agriculture biologique, et son label AB, est un mode de production ayant pour objectif de rapprocher au maximum les productions agricoles des conditions naturelles de vie des animaux et des plantes -interdisant l'utilisation de produits issus de la chimie de synthèse-, reposant sur des principes écologiques, sociaux et économiques. Beaucoup poursuivent cette qualité mais peu tendent à s'engager dans cette démarche.

Une AOC Cognac pour un cru Bons Bois

Les AOP/AOC qui couvrent le territoire intercommunale sont essentiellement liées à la viticulture.

La commune de Boresses-et-Martron fait partie de l'AOC «Cognac» avec une dénomination géographique complémentaire intitulé «Bons Bois».

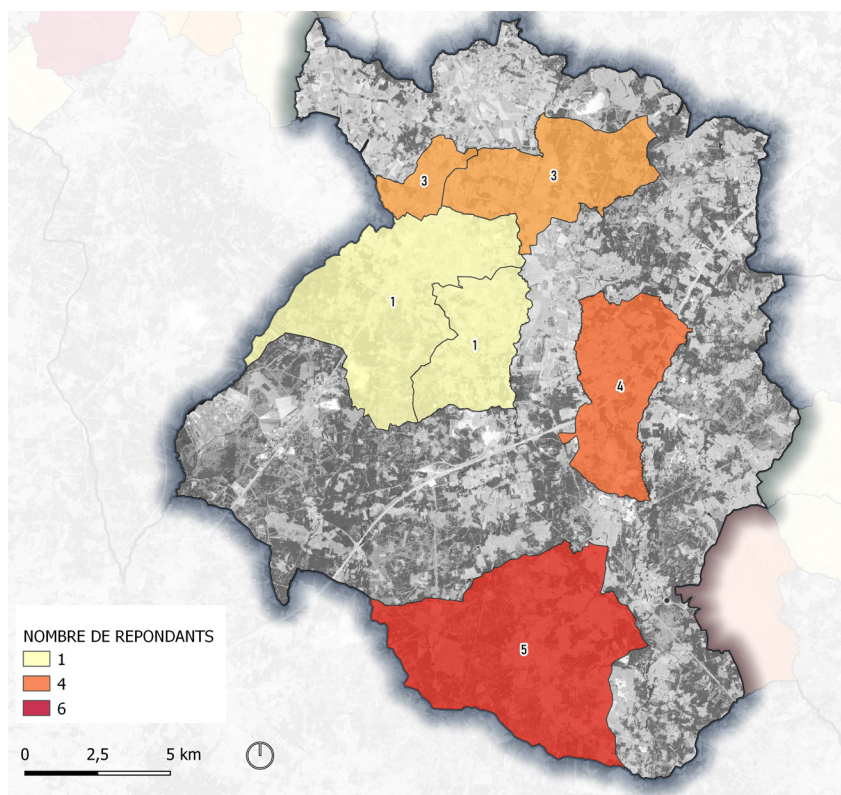
En plus d'être située sur une commune éligible à l'appellation «Bons Bois», les exploitants doivent respecter plusieurs conditions pour obtenir l'AOP liées à un cahier des charges strictes

La présence d'Appellations d'Origine Contrôlée et Protégée permet une valorisation plus importante des produits issus de l'agriculture. Ces panels d'appellations d'origine contrôlées protègent à la fois l'origine du produit, les usagers de sa fabrication et son rôle paysager et environnemental.

RETOUR SUR LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS

La répartition du nombre de répondants au questionnaire

+ espace de vie de Montlieu-la-Garde / Montguyon



17

QUESTIONNAIRES
RETOURNES

8

EXPLOITATIONS
REPRÉSENTÉES LORS DES
PERMANENCES

25

EXPLOITATIONS REPRÉSENTÉES
AU TOTAL SOIT UN TAUX DE
PARTICIPATION DE

27 %

selon le nombre
d'exploitation
inscrit à la PAC

Une participation limitée

Sur l'espace de vie de Montlieu-la-Garde/Montguyon la permanence agricole qui s'est déroulée dans le cadre de la concertation du diagnostic territoriale a eu lieu le 5 juillet 2023 à la mairie de Montlieu-la-Garde.

Cette permanence avait pour objectif de mieux connaître l'agriculture présente sur le territoire et tenter de percevoir et anticiper les évolutions et les besoins en lien avec l'urbanisme. Elles ont également permis de contribuer à la réalisation de l'inventaire agricole et de venir compléter l'identification de terres agricoles non inscrites dans les différentes bases de données.

Ces échanges sont aussi l'occasion d'informer et de sensibiliser les agriculteurs sur la procédure en cours, les intérêts du PLU, en quoi cela consiste. C'est aussi le moment de répondre aux questions et interrogations des exploitants.

Avec 8 exploitations représentées au niveau de la permanence agricole, le taux de participation est faible. Les réponses aux questionnaires sont quant à eux un peu plus nombreux avec 17 questionnaires retournés au niveau de l'espace de vie.

Au total, avec 93 exploitations sur les 10 communes de l'espace de vie qui se sont lancées dans la démarche, il est possible d'enregistrer un taux de participation de 27 %.

Parmi les communes où des agriculteurs sont présents, 4 communes ne sont pas représentées à travers le questionnaire ou la permanence : La Clotte, Clérac, Boresse-et-Martron et Chatenet.

Ce chiffre demande à ce que les résultats et les constats identifiés dans le questionnaire soient relativisés.

Les résultats de l'enquête agricole

+ espaces de vie de Saint-Genis-de-Saintonge/Mirambeau, Montendre, Montlieu-la-Garde/Montguyon et Saint-Aigulin

Dans le cadre de l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme des communes de Haute-Saintonge, un questionnaire a été adressé à l'ensemble des exploitations des communes dont la démarche est en cours. Cette enquête vise à étudier l'évolution agricole, tant dans ses pratiques que dans son rôle dans la constitution des paysages et de l'économie du territoire. Les résultats des questionnaires recueillis sont alors exposés dans le présent document. Des résultats qui sont donc à prendre avec du recul par rapport au faible taux de participation de l'enquête agricole. Par ailleurs, les résultats sont présentés à l'échelle des espaces de vie de Saint-Genis-de-Saintonge/Mirambeau, Montendre, Montlieu-la-Garde/Montguyon et Saint-Aigulin afin que les résultats soient plus significatifs.

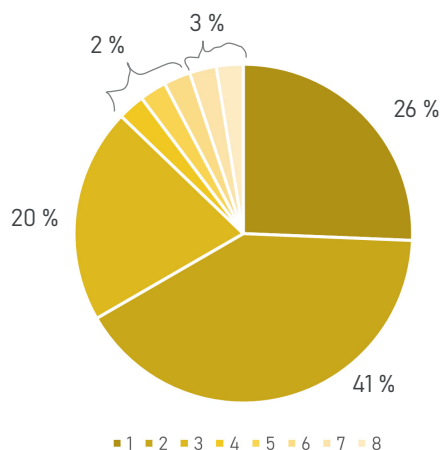
La diffusion du questionnaire aux agriculteurs a été réalisé par les élus des différentes communes et les réponses ont été recueillies par mail ou sur la plateforme collaborative «ici».

» LE PROFIL DES EXPLOITATIONS

? > Nombre de personnes travaillant sur l'exploitation

L'enquête agricole révèle que les exploitations des 4 espaces de vie représentés sont majoritairement des structures qui emploient peu de salariés. 67 % soit plus de deux tiers des répondants ont un ou deux salariés dans leur exploitation. Cette part correspond à 26 répondants sur 40. Il est possible de noter que 8 exploitations embauchent tout de même 3 salariés.

Le peu de salarié au sein des exploitations confirme la baisse du nombre d'exploitation avec une agriculture de moins en moins présente dans la sphère économique.



Nombre de salarié par exploitation en moyenne : 2,4 salariés par exploitation

Nombre de répondants à cette question : 40 sur 74

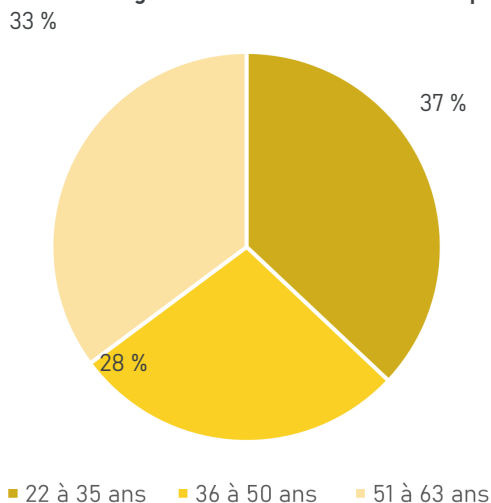
? > Age minimum et âge maximum des personnes salariées dans les exploitations

L'âge minimum des personnes salariées au sein d'une exploitation est très large allant de 22 ans à 63 ans. Il faut tout de même noter que la quasi totalité des répondants à avoir entre 51 ans et 63 ans comme âge minimum sont les seuls salariés de l'exploitation. En ce qui concerne la répartition de l'âge maximum des salariés de l'exploitation, ils sont âgés en grande partie de 51 à 65 ans.

A l'échelle des 4 espaces de vie et parmi les répondants, l'agriculteur le plus jeune est âgé de 22 ans et le plus vieux de 85 ans. La moyenne d'âge, âge minimum et âge maximum confondus est de 48 ans.

Ces chiffres viennent confirmer que la grande part des agriculteurs sont âgés entre 25 et 54 ans à l'échelle de la CDCHS.

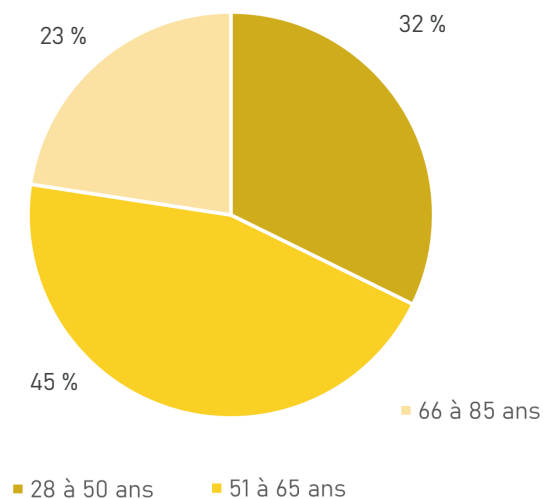
Répartition de l'âge minimum des salariés de l'exploitation



Age minimum par exploitation en moyenne : 44 ans

Nombre de répondants à cette question : 54 sur 74

Répartition de l'âge maximum des salariés de l'exploitation



Age minimum par exploitation en moyenne : 56 ans

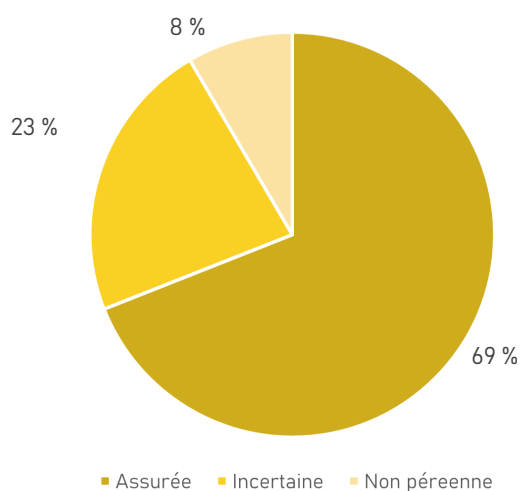
Nombre de répondants à cette question : 33 sur 74

? > La pérennité des exploitations et les difficultés de transmission

En lien avec l'âge des exploitations leur pérennité a aussi été questionnée. Alors que les données statistiques mettent en avant une déprise de l'activité agricole sur le territoire, les agriculteurs ont estimé pour 69 % d'entre eux que leur exploitation était pérenne.

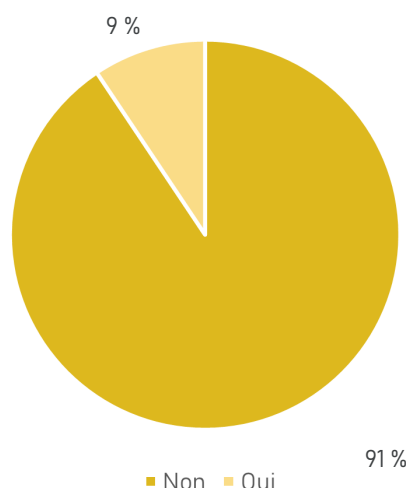
Les quelques explications exposées par les répondants par rapport à une pérennité incertaine sont liées à des difficultés de successions, des successeurs potentiels non formés ou simplement par rapport à un manque de visibilité sur l'avenir.

La pérennité de l'exploitation à 10 ans



Nombre de répondants à cette question : 71 sur 74

Rencontrez-vous des difficultés liées à un éventuel projet de transmission de votre exploitation ?



Nombre de répondants à cette question : 66 sur 74

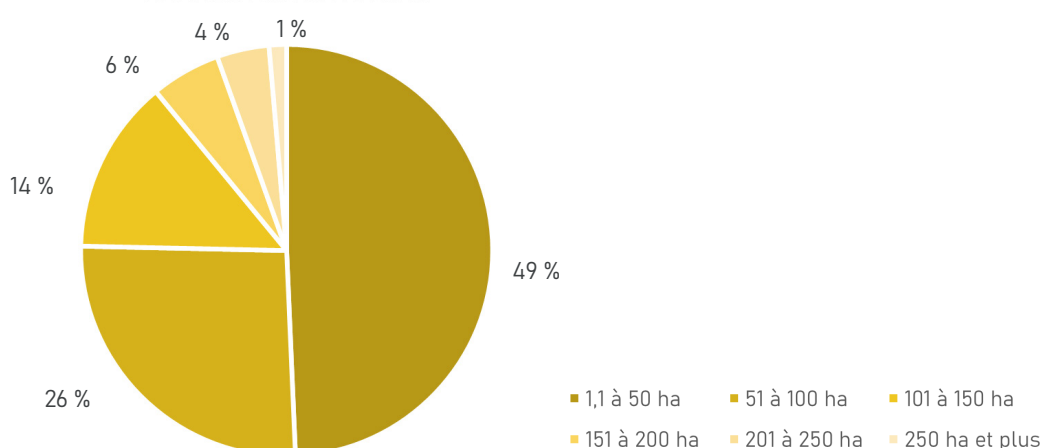
» **LES PRATIQUES ET USAGES**

? > Répartition de la SAU

Par rapport aux pratiques et usages des agriculteurs, il est intéressant d'observer les tendances au niveau de la taille des exploitations. En ce qui concerne les agriculteurs qui ont répondu au questionnaire, il est possible de se rendre compte que les surfaces associées aux exploitations sont conséquentes. En effet, plus de la moitié (51%) des exploitants disent avoir une surface supérieure à 50ha. Le constat fait plus haut sur la forte augmentation de la SAU depuis 2010 fait écho avec les réponses au questionnaire.

La SAU moyenne des répondants est de 76,2 ha.

Répartition de la SAU

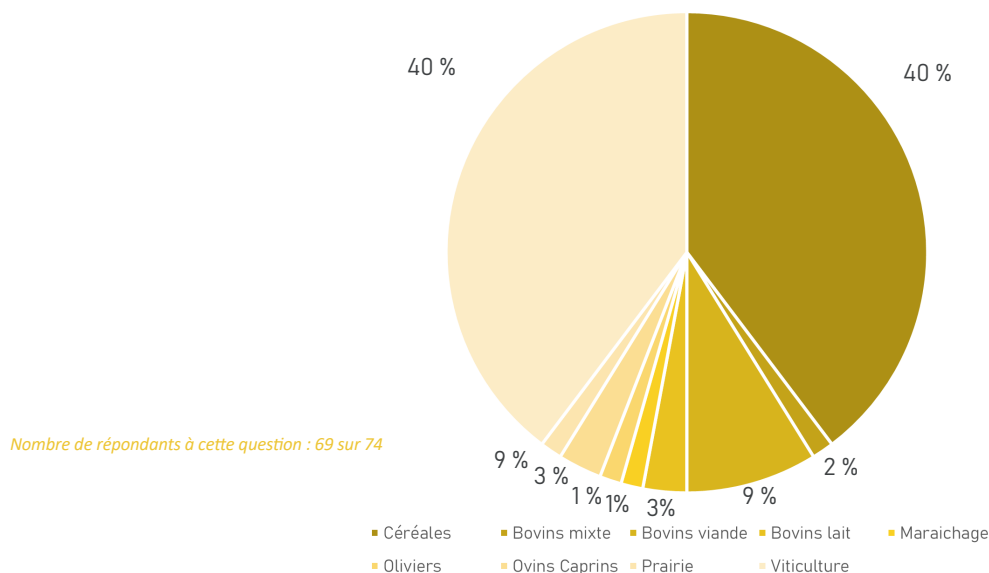


Nombre de répondants à cette question : 73 sur 74

? > Culture principale de la SAU

Au sein des surfaces agricoles, deux cultures se démarquent : la viticulture et les céréales. Pour ces types de cultures, 40% des agriculteurs rapportent que la viticulture correspond à leur culture principale et 40 autres pour-cents disent que les céréales représentent leur culture principale. Les 20 % restants sont partagés entre les cultures de bovins viandes, ovins/caprins, bovins lait, prairie, maraîchage, bovins mixte, oliviers, maraîchage.

Culture principale de la SAU

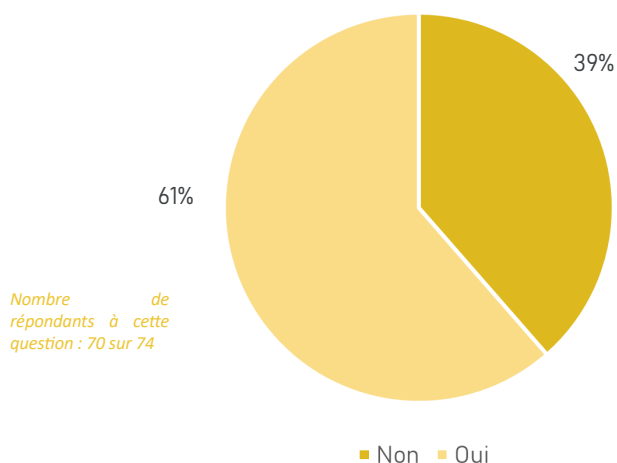


? > La proximité des habitations et les situations de conflits possibles

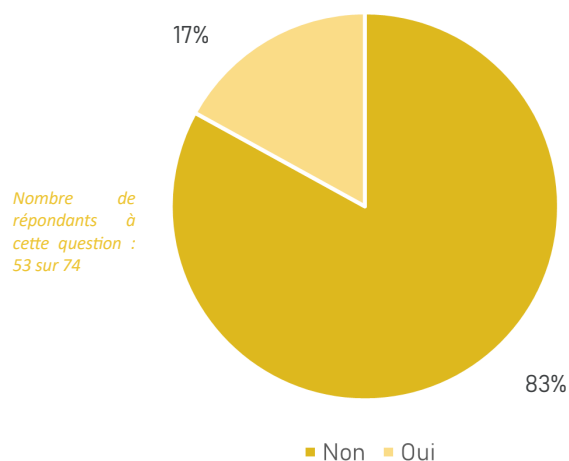
Lorsque que l'on analyse les pratiques et les usages, il est apparaît pertinent d'analyser la cohabitation qui existe sur le territoire. Cette cohabitation peut être étudiée à partir de la proximité entre l'exploitation et les premières habitations. Sur ce sujet, il est possible de se rendre compte que de nombreuses exploitations (61%) se trouvent proche des habitations (-de100m),

Même si à l'échelle des répondants des 4 espaces de vie 61 % disent être à proximité d'une habitation cela n'a pas de conséquence sur d'éventuels conflits puisque 83 % des exploitants disent ne pas être concernés par ce sujet.

Habitations à proximité de l'exploitation (-100m) ?



Rencontrez-vous des difficultés ou des situations de conflits avec d'autres habitants et/ou professionnels ?

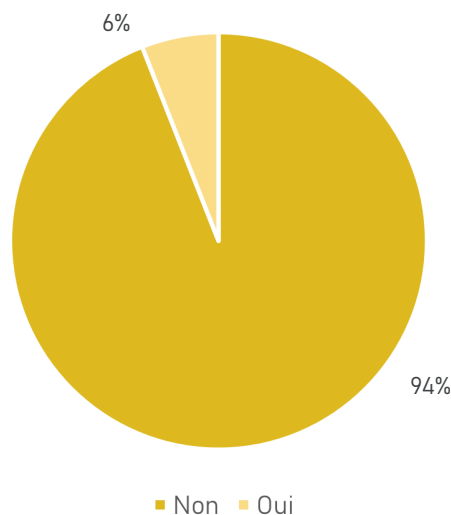


? > Les problématiques liées à la ressource en eau

La dernière question dans cette partie avait pour but de faire remonter les problématiques en lien avec la ressource en eau que ce soit au niveau de la qualité ou de la quantité. Actuellement, parmi les répondants des 4 espaces de vie, la majorité des exploitants (94%) n'ont pas identifié de problématique sur ce thème. Seulement 4 exploitants ont dit avoir des problèmes sur ce sujet, trois d'entre-eux se situent sur le même espace de vie, celui de Saint-Genis-de-Saintonge/Mirambeau.

Avez-vous des problèmes en lien avec la ressource en eau ?

Nombre de répondants à cette question : 67 sur 74



» DIVERSIFICATIONS ET PERSPECTIVES

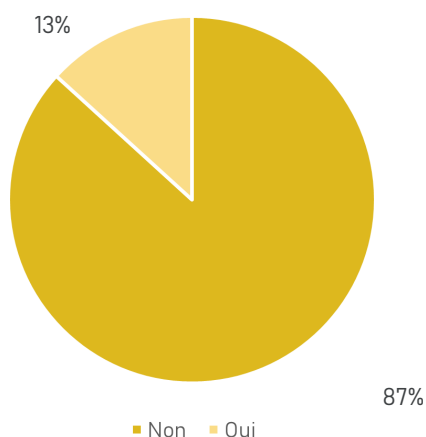
? > Les problématiques liées à la ressource en eau

Pour prendre en compte les éventuels besoins des exploitants dans le PLU, il est intéressant de regarder les activités complémentaires en lien avec l'activité agricole si elles existent (tourisme, production d'énergie, transformation, pédagogie...).

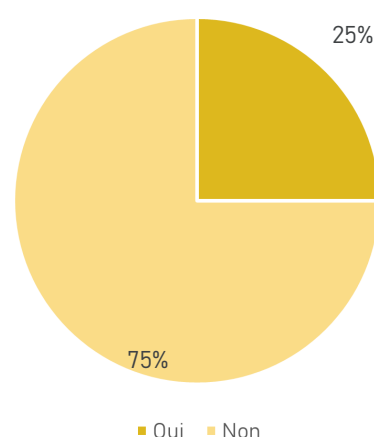
De manière générale à l'échelle des 4 espaces de vie étudiés peu d'activité complémentaire accompagne l'activité agricole. Parmi les 9 qui ont répondu oui, il est possible de retrouver principalement la mise en place de gîte, chambre d'hôte et ETA (entreprise de travaux agricoles).

A l'échelle des 4 espaces de vie, la vente directe est pratiquée par 25% des répondants et 43 % d'entre eux ont des projets de production en énergie renouvelable la plupart du temps en lien avec le solaire et la méthanisation.

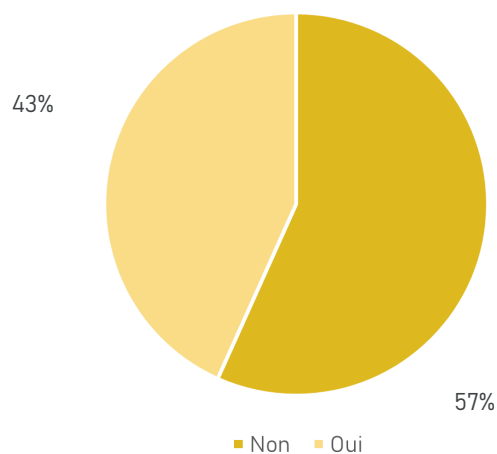
Avez-vous des activités complémentaires avec votre exploitation ?



Participez-vous à de la vente directe ?

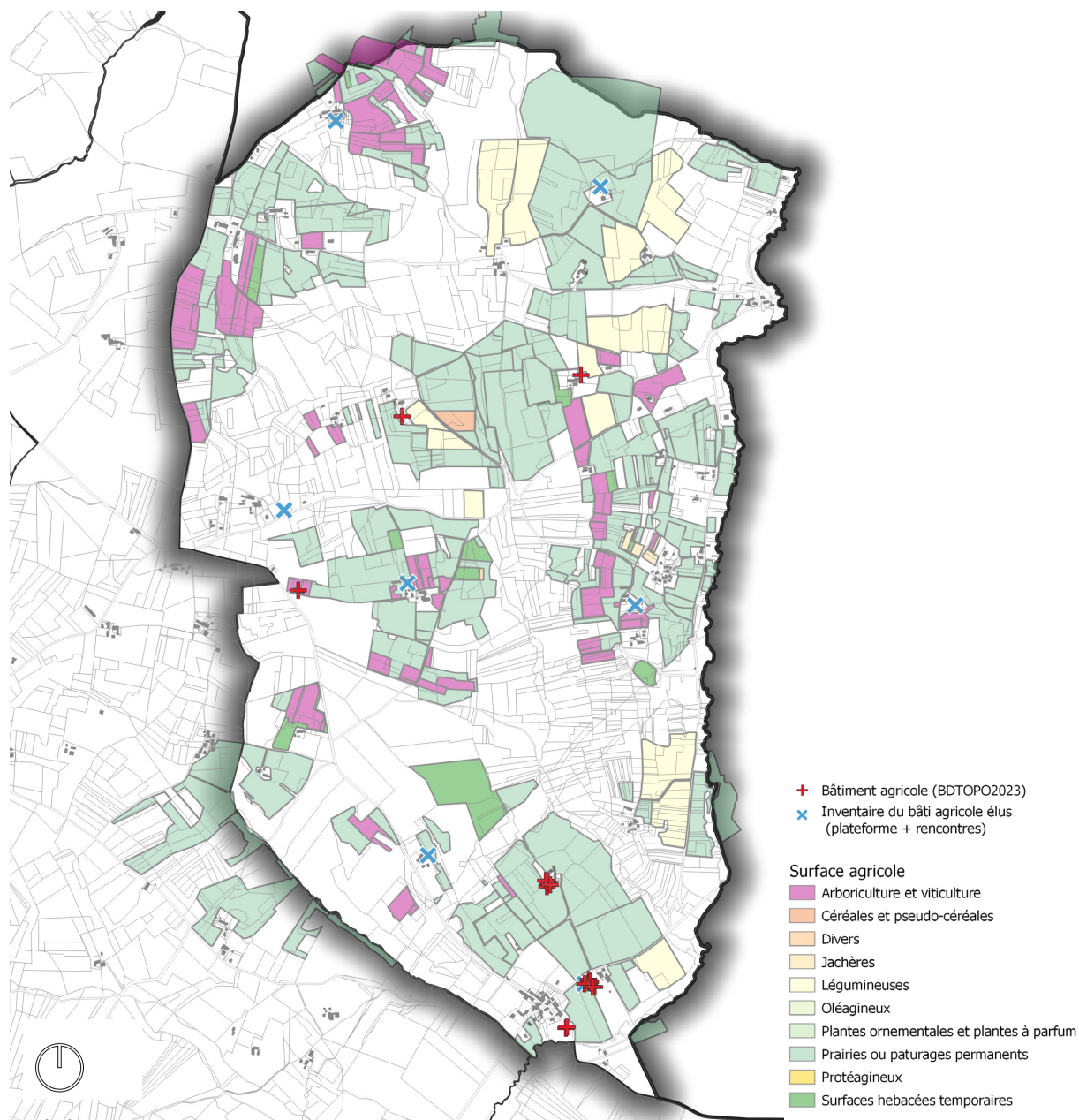


Avez-vous un projet de production d'énergie ?



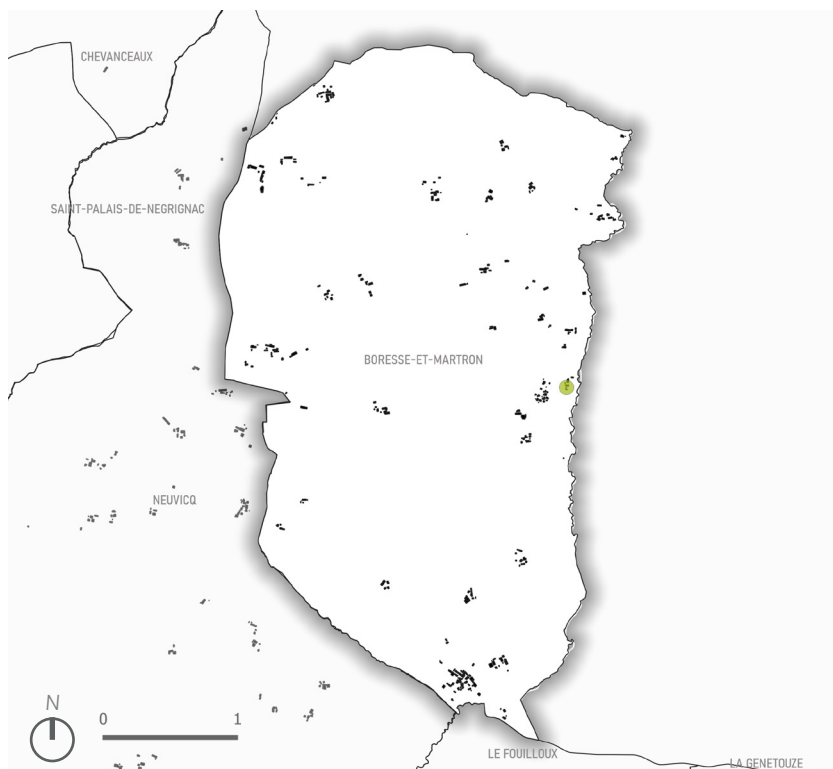
Localisation des bâtiments agricoles

+ commune de Boresse-et-Martron



Equipements scolaires

+ commune de Borese-et-Martron



EQUIPEMENTS SCOLAIRES

- Ecole maternelle
- Ecole maternelle de regroupement pédagogique intercommunal dispersé
- Ecole élémentaire
- Ecole élémentaire de regroupement pédagogique intercommunal dispersé
- Collège
- Lycée d'enseignement technique et/ou professionnel agricole
- Centre dispensant des formations d'apprentissage agricole
- Centre dispensant de la formation continue agricole

Regroupements Pédagogiques Intercommunaux

+ Espace de vie de Montlieu-la-Garde, Montguyon

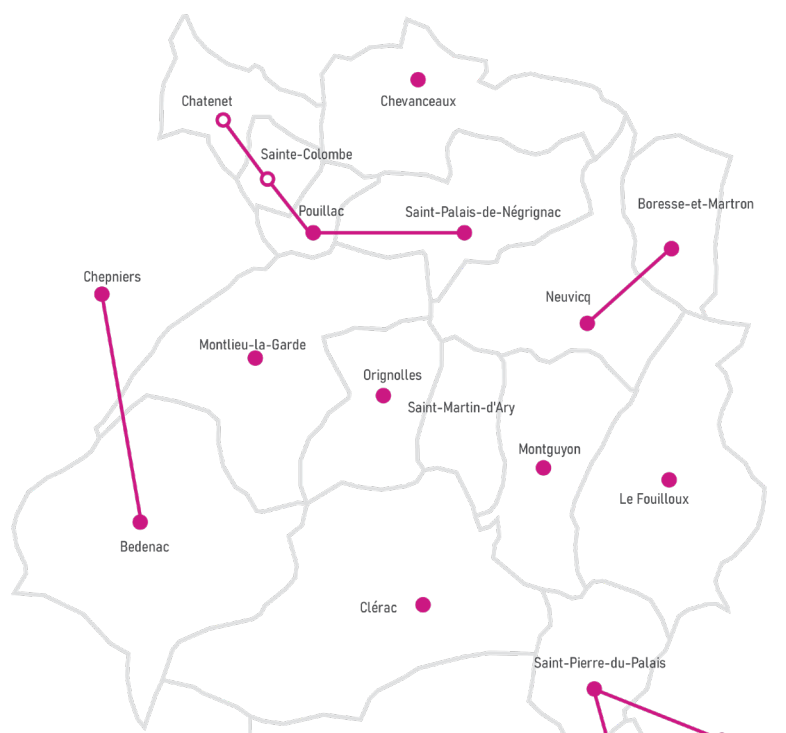
Un RPI qui permet d'avoir une offre scolaire sur la commune

Au niveau de l'offre scolaire, la commune de Borese-et-Martron est organisée en regroupement pédagogique intercommunal (RPI) avec la commune de Neuvicq.

Sur la commune du périmètre d'étude, on retrouve une école maternelle avec 4 niveaux pour 13 élèves. L'école primaire se situe à Neuvicq.

Le collège de secteur est Montguyon.

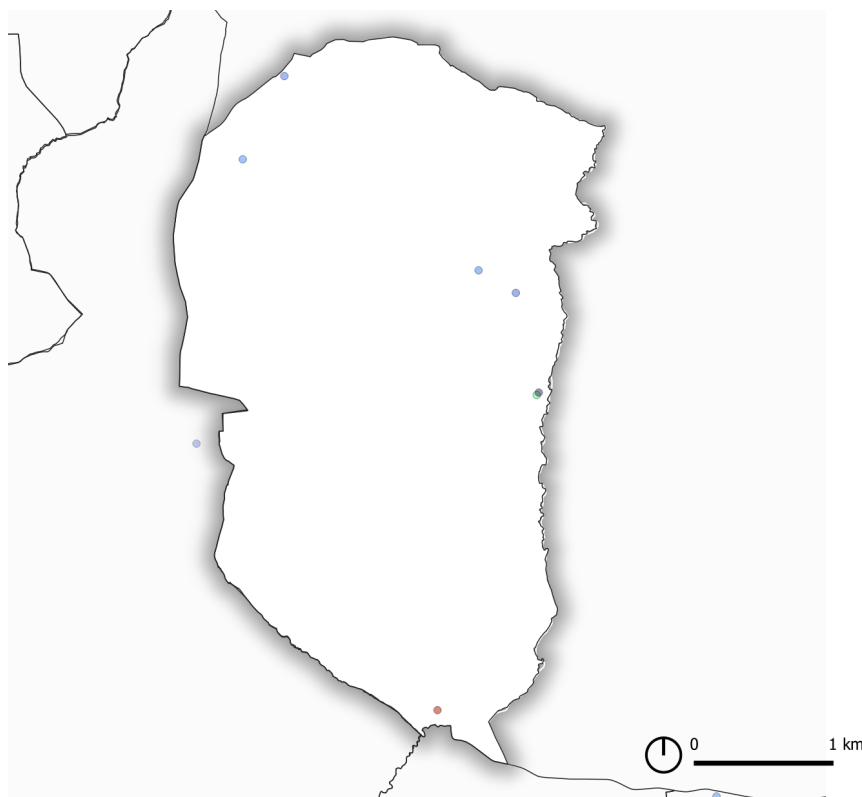
Le lycée de secteur est à Jonzac.



- Ecoles
- RPI
- Communes sans équipement scolaire faisant partie d'un RPI

Equipements

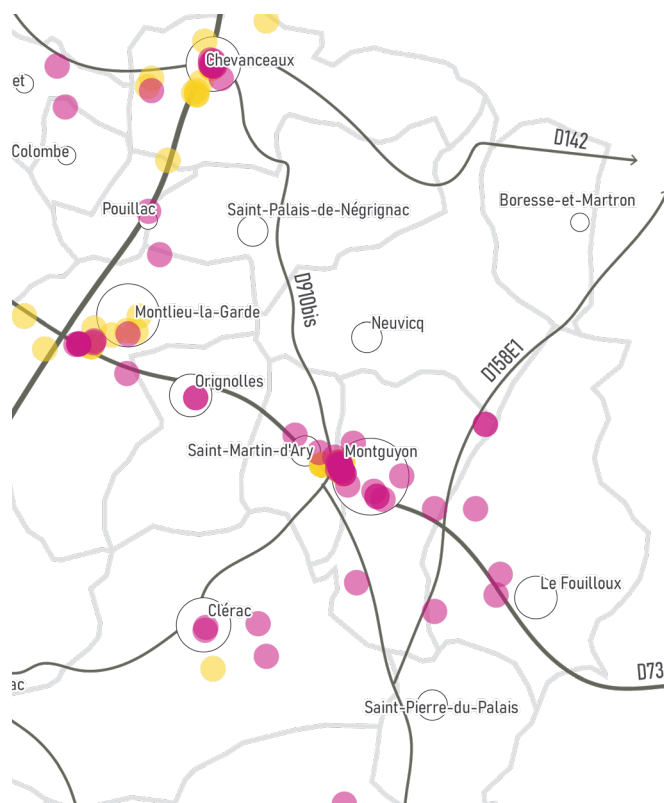
+ commune de Borese-et-Martron



Source : BPE 2021

Equipements de loisirs et sportifs

+ Espace de vie de Montlieu-la-Garde, Montguyon



Une offre en service et équipement limitée

Au niveau des équipements et des services, tous les domaines ne sont pas représentés.

Trois domaines d'équipements sont présents sur Borese-et-Martron :

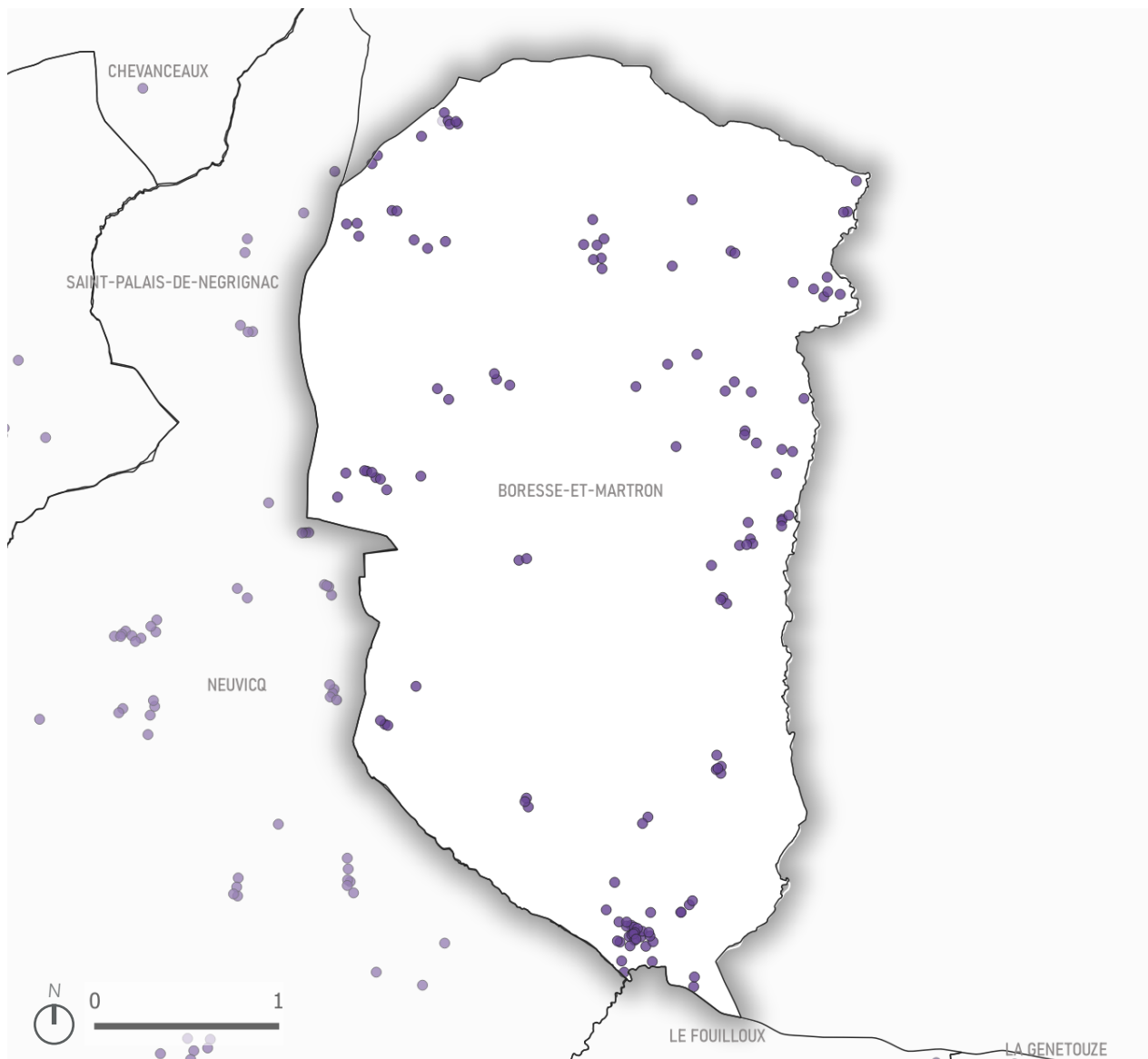
- > Services aux particuliers
- > Enseignement
- > Sports, loisirs et culture

Les services aux particuliers correspondent au domaine d'équipement le mieux doté.

Au regard du poids démographique de la commune, l'offre en équipement présentée par la BPE (Banque permanente des équipements) est intéressante.

Débit minimum

+ commune de Boresse-et-Martron



Un territoire couvert par le haut débit

Au niveau de la couverture numérique, il est possible de se rendre compte que la quasi-totalité des bâtiments de Boresse-et-Martron sont raccordés au très haut débit.

Même si quelques rares logements ont un débit équivalent à 30 Mbits/s ce déséquilibre devrait être rapidement comblé par le Conseil Départemental de la Charente-Maritime qui s'est engagé à couvrir l'intégralité de son périmètre en haut et très haut débit d'ici fin 2023.

Le raccordement à la fibre et au très haut débit est un enjeu déterminant dans l'attractivité d'une commune dans un contexte où le télé-travail est en plein essor et des nouveaux métiers liés au nomadisme numérique sont entrain d'émerger.

Légende

FOND DE PLAN

□ Limites communales

RESEAUX

DEBIT MINIMUM PAR IMMEUBLE

- 8 Mbit/s
- 30 Mbit/s
- 1000 Mbit/s

Commerces

+ commune de Borese-et-Martron



Légende

COMMERCES

- Supermarché
- Grande surface de bricolage
- Superette
- Epicerie
- Boulangerie
- Boucherie - Charcuterie
- Librairie - papeterie - journaux
- Magasin de vêtements
- Magasin d'équipement du foyer
- Magasin de chaussures
- Magasin de meubles
- Magasin d'articles de sports et de loisirs
- Droguerie - quincaillerie - bricolage
- Parfumerie - cosmétique
- Horlogerie - bijouterie
- Fleuriste - jardinerie - animalerie
- Magasin d'optique
- Magasin de matériel médical et orthopédique
- Station-service

Des commerces qui existent grâce à une offre itinérante

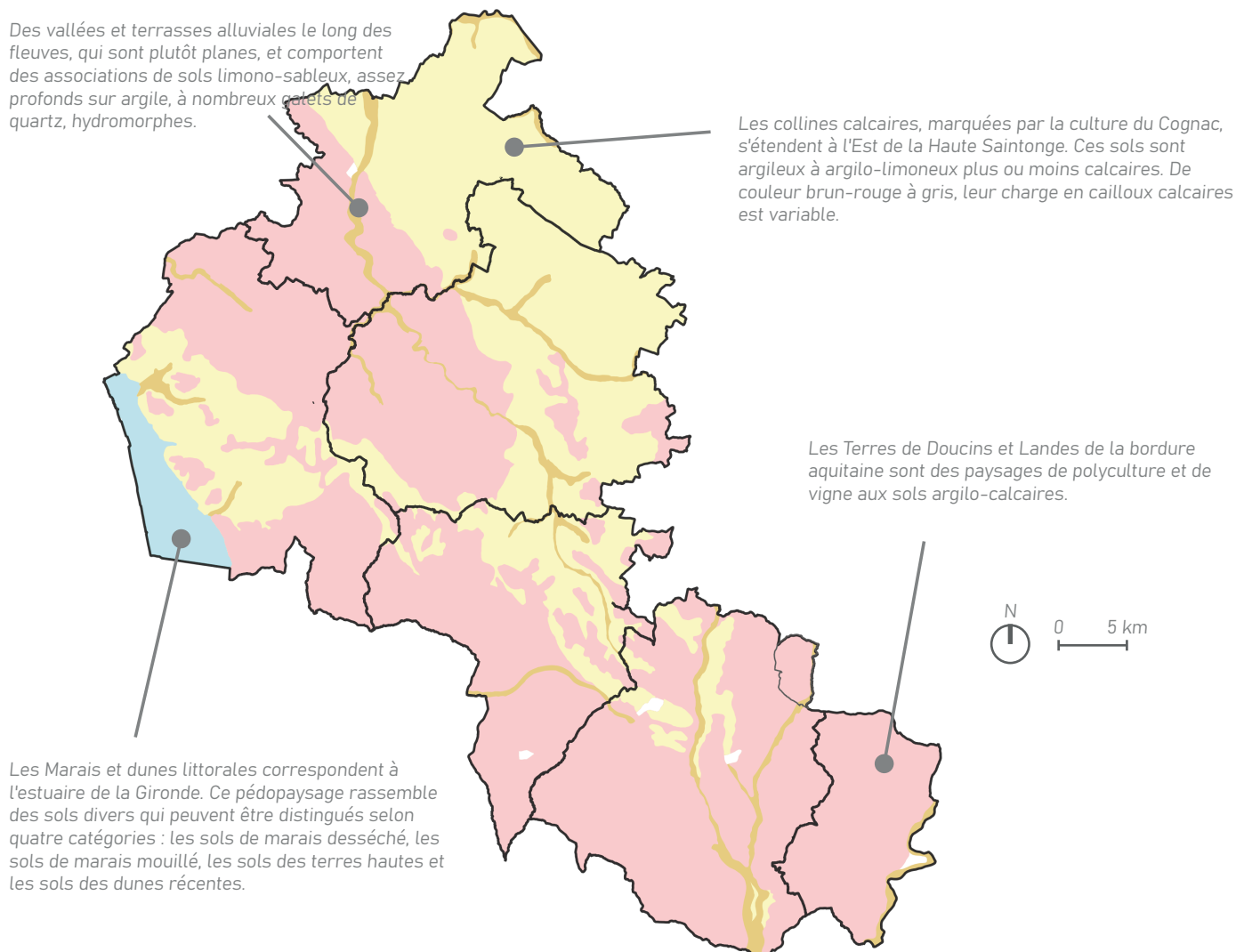
Borese-et-Martron ne présente aucun commerce sur son territoire. Il existe néanmoins une boucherie, une épicerie et une boulangerie itinérante qui passent une fois par semaine sur la commune.

Les habitants doivent alors s'en remettre à Saint-Aigulin, Coutras ou Montguyon pour accéder aux premiers commerces structurants.

Saint-Aigulin se situe à 23 min en voiture, Montlieu-la-Garde à 15 min et Montguyon à 13 min.

Pédopaysages

+ commune de Boresse-et-Martron



Des sols principalement argilo-calcaires

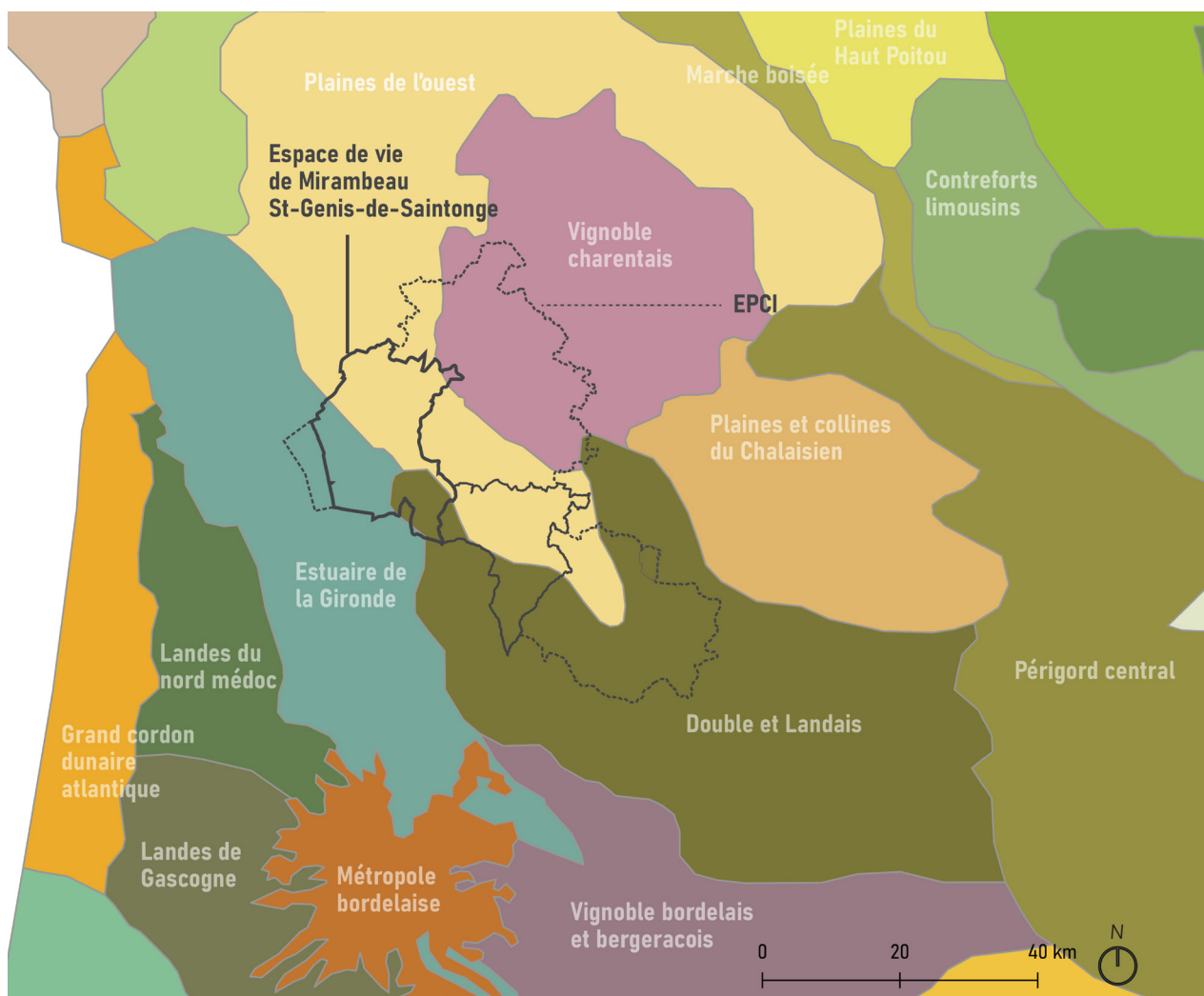
Boresse-et-Martron appartient au pédopaysages des «Terres de Doucins et Landes de la bordure aquitaine». En ce qui concerne, les coteaux de la bordure aquitaine, on retrouve des paysages de polyculture et de vigne aux sols argilo-calcaires localement appelés doucins.

Au niveau des Terres de Doucins, il en existe des différents :

- Les doucins calcaires ou groisaillessur les versants de bordure des plateaux, argileux, la plupart du temps enrichis en sable, sur calcaire et marne cénomaniens.
- Les doucins hydromorphes sont des sols sablo-limoneux, hydromorphes, à pierrosité faible (graviers de quartz et silex) et réserve en eau faible.
- Les doucins sableux, sont des sols moyennement profonds, sablo-argileux, peu à moyennement hydromorphes, à porosité très faible, et à réserve en eau faible à moyenne.
- Les doucins limoneux sont des sols limono-sableux, moyennement profonds et plus ou moins hydromorphes, à réserve en eau faible à moyenne.
- Les doucins argileux correspondent à une association de sols argileux, sains ou hydromorphes

Secteurs paysagers

+ commune de Boresse-et-Martron



Source : Conservatoire d'Espaces Naturels de Poitou-Charentes, Région Nouvelle-Aquitaine, 2018

La Double Saintongeaise et le Landais marqueurs de paysages

Pour compléter le pédopaysage, la Région Nouvelle Aquitaine a également étudié la question des paysages avec l'apparition d'une photographie des paysages en Haute-Saintonge.

Boresse-et-Martron fait partie du secteur paysager de «La Double et le Landais », entité paysagère qui va de Mirambeau jusqu'à Bergerac exclu.

Cette unité paysagère comprend le «Petit Angoumois» de l'Atlas des Paysages du Poitou Charente mais aussi la «Double Saintongeaise». Elle se caractérise par un réseau hydrographique dense avec de nombreuses habitations en clairières. Les sols sont particulièrement pauvres et le relief doux.

L'unité paysagère de la «Métropole bordelaise» se développe jusqu'aux portes de la Haute-Saintonge ce qui confirme les fortes pressions démographiques que le territoire peut subir ces derniers temps. En continuant à regarder le contexte paysager, il est possible de se rendre compte que la commune est entouré par deux unités paysagères viticoles remarquables le vignoble charentais et les vignobles bordelais et bergeracois.

L'atlas des paysages de Nouvelle-Aquitaine identifie 3 enjeux principaux pour «La Double et le Landais» :

- Stopper les phénomènes de concentration dans les vallées principales
- Diversifier les paysages forestiers
- Reconquérir des surfaces en prairies et/ou de vergers

Carte touristique de la Haute Saintonge, 2021

+ commune de Boresse-et-Martron

Source : Office du tourisme de la Haute Saintonge



Des paysages qui profitent au tourisme vert

Au niveau du tourisme, le tourisme vert est en pleine évolution et répond à de nouveaux modes de vie et de voyager. La Haute-Saintonge dotée de paysages remarquables avec notamment de nombreux massifs forestiers participent à cette dynamique d'éco-tourisme.

La communauté de communes a d'ailleurs la chance d'accueillir de nombreux sentiers et parcours qui permettent de valoriser leurs patrimoines naturels et historiques :

- La Voie Verte de la Haute-Saintonge
- La Scandibérique
- Le circuit équestre «Route des Cardinaux en Pays de Haute-Saintonge»
- Des circuits de randonnées pédestres et vélos gérés par la communauté de communes de la Haute-Saintonge

Le patrimoine historique est un des atouts touristiques sur Bourses-et-Martrou avec une volonté de la part de la commune de valoriser ce patrimoine local. Aubeterre-sur-Dronne et le plan d'eau de Guizengard sont deux sites touristiques identifiés par la commune comme structurant pour cette dernière.

Légende

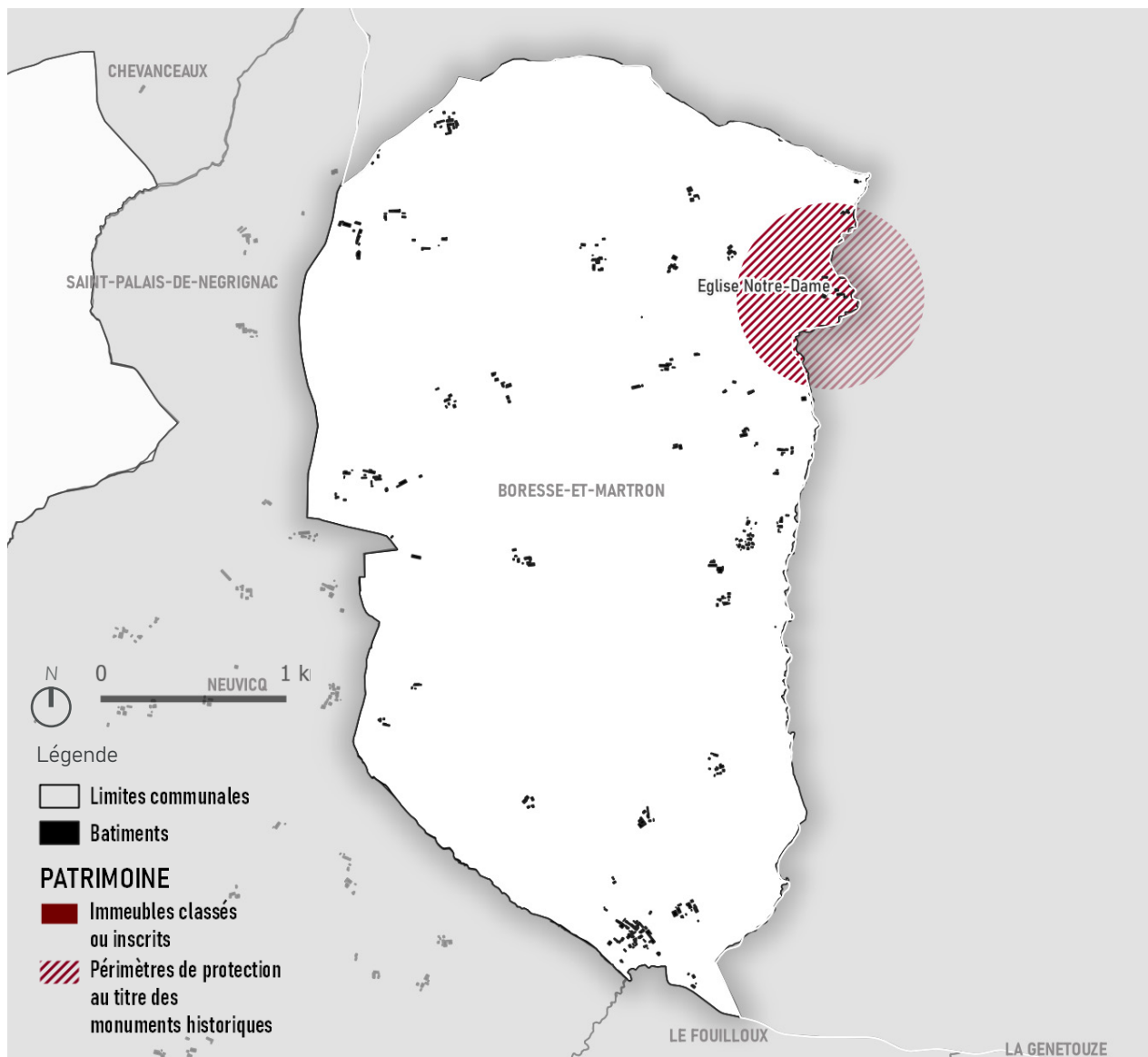
-  Office de Tourisme
-  Activité nautique
-  Étang - pêche
-  Piscine
-  Base de loisirs
-  Golf
-  Escalade
-  Sport mécanique
-  Espace et sentier nature
-  Ferme découverte
-  Prestataire équestre
-  Musée
-  Site archéologique visible
-  Point de vue - Table de lecture
-  Logis et Châteaux (monuments historiques)
-  Édifice religieux (monuments historiques)
-  Moulin
-  Croisière/Care SNCF

-  Autoroute A30
-  Nationale N10
-  Voie Verte de Haute-Saintonge
-  Route verte
-  Chemin de Saint-Jacques de Compostelle

Monuments historiques

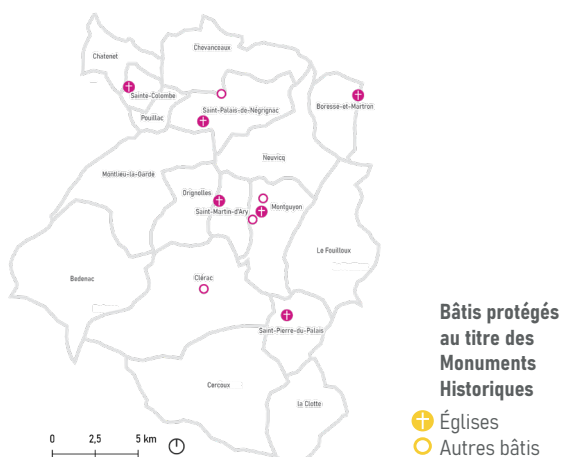
+ commune de Borese-et-Martron

Source : Atlas des patrimoines, Mérimée, IGN BD TOPO



Monuments historiques sur l'espace de vie

+ Espace de vie de Montlieu-la-Garde, Montguyon



L'Eglise Notre Dame de Borese inscrite au titre des monuments historiques depuis 1949

Au niveau du patrimoine, les bâtiments classés au titre des monuments historiques et recevant un statut juridique particulier permettent d'indiquer l'intérêt patrimonial d'un bien.

C'est notamment le cas de l'Église Notre Dame de Borese qui est inscrite aux monuments historiques depuis 1949. Cette église a été construite au XIII^e siècle puis fortifiée en 1443 sur autorisation royale.

Aucune zone de présomption de prescription archéologique n'a été identifiée au niveau de la commune.

Les formes d'habitations historiques

Historiquement, les formes d'habiter ont évolué en fonction des usages, des pratiques, des métiers ou encore de la populations qui résidaient sur le territoire. Le territoire Saintongeais qui comprend les communes de Boscammant, Saint Martin de Coux, Saint Aigulin et La Barde n'échappe pas aux transformations des formes d'habitats :

Les petites maisons :

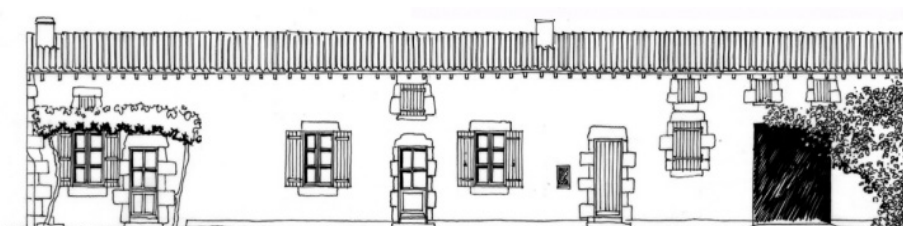
Elles représentent l'habitation la plus ancienne en Haute-Saintonge. Situées au cœur des villages, les «petites maisons» s'imbriquent aux autres constructions et communiquent avec la voie seulement par la façade principale. Au niveau des fondations, les bois de charpente apparents sont grossiers tout comme la maçonnerie des moellons. A l'inverse, les ouvertures sont de petites dimensions et disposées en fonction des besoins sans ordre ni régularité.



«Petite maison» sans escalier



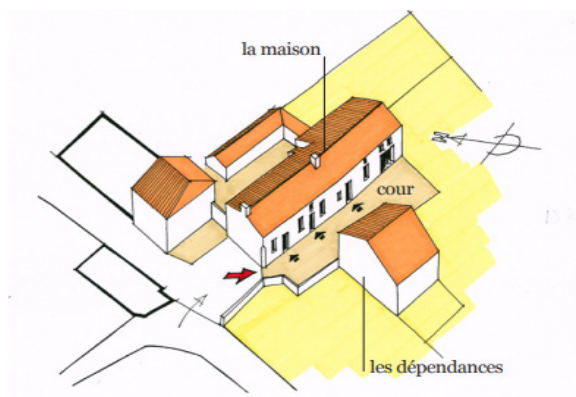
«Petite maisons à escalier



La longère vue de la voirie

La longère :

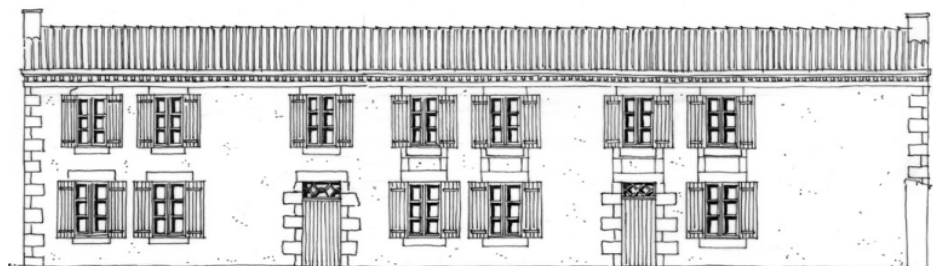
Cette ancienne ferme caractéristique de l'activité agricole était organisée selon les besoins du métier. Les longères sont construites dans la longueur en fonction des matériaux disponibles localement, en Haute-Saintonge la pierre était privilégiée. Cet habitat modeste était avant tout conçu et pensé afin qu'il soit solide et durable tout en essayant d'atteindre un confort optimal. Les longères étaient souvent implantées de façon perpendiculaire à la voirie.



La longère vue d'en haut



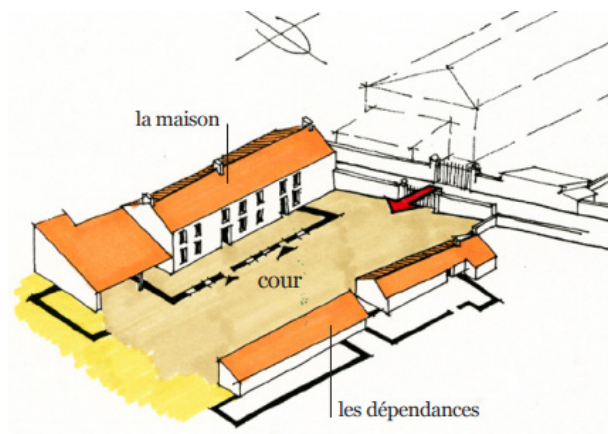
Une longère à Saint Aigulin



La maison saintongeaise

Source : CAUE 17

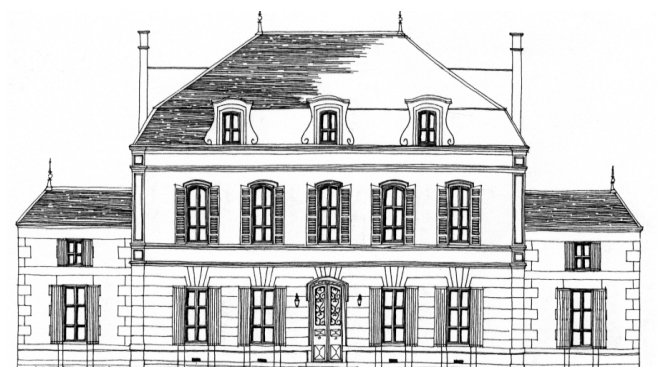
Source : Cittànova



La maison saintongeaise :

Ce style d'habitation qui s'inscrit directement dans le tissu urbain est caractéristique au territoire intercommunal. Lieu de vie des agriculteurs ou des viticulteurs, la maison saintongeaise dispose toujours d'un étage et parfois d'un grenier. Les angles de la maison en simple chaînage, les linteaux en pierre ou encore la toiture en « tige de bottes » forment le style Saintongeais.

Bien souvent, une grande cour intérieure entre la maison et les dépendances est présente.



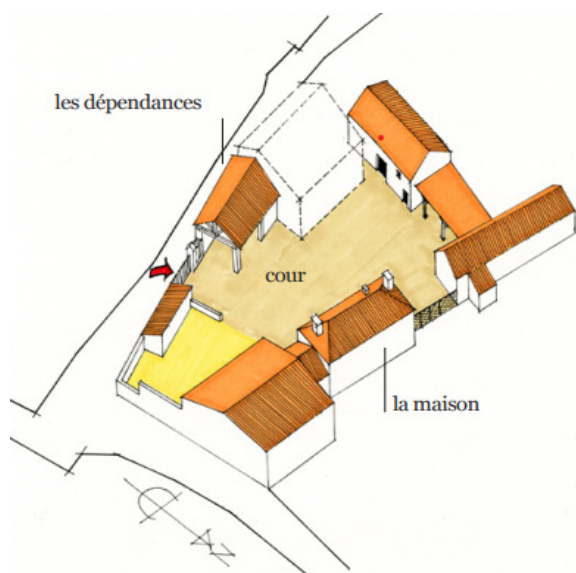
La maison de maître

La maison de maître :

Autrefois habité par de riches propriétaires tels que des agriculteurs, des viticulteurs ou des notaires, la maison de maître est reconnaissable par sa forme rectangulaire et ses pierres angulaires. Il est également possible de distinguer cette propriété par rapport aux deux ailes latérales qui accompagnent la partie centrale.

Le volume imposant de la structure ainsi que l'aspect symétrique que l'on retrouve sur la maison sont aussi des éléments caractéristiques de la maison de maître.

Enfin, les hangars, les chais ou encore les pigeonniers constituent les dépendances de la maison.

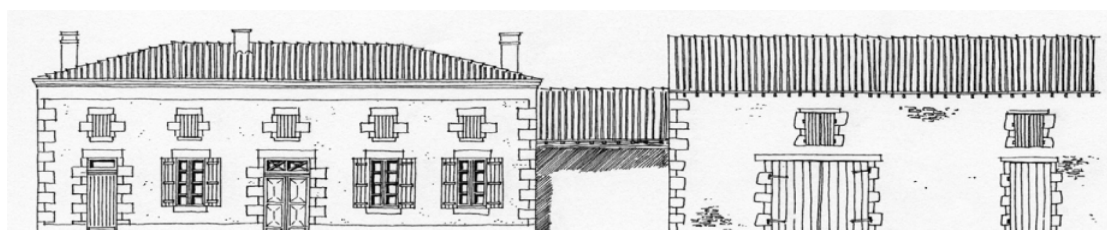


La propriété à cour fermée

La propriété à cour fermée :

Cet habitat se singularise par rapport aux liens qu'il peut y avoir avec les activités viticoles. La propriété à cour fermée d'apparence repliée sur elle-même suscite tout de même la curiosité par rapport à la qualité architecturale qu'elle représente.

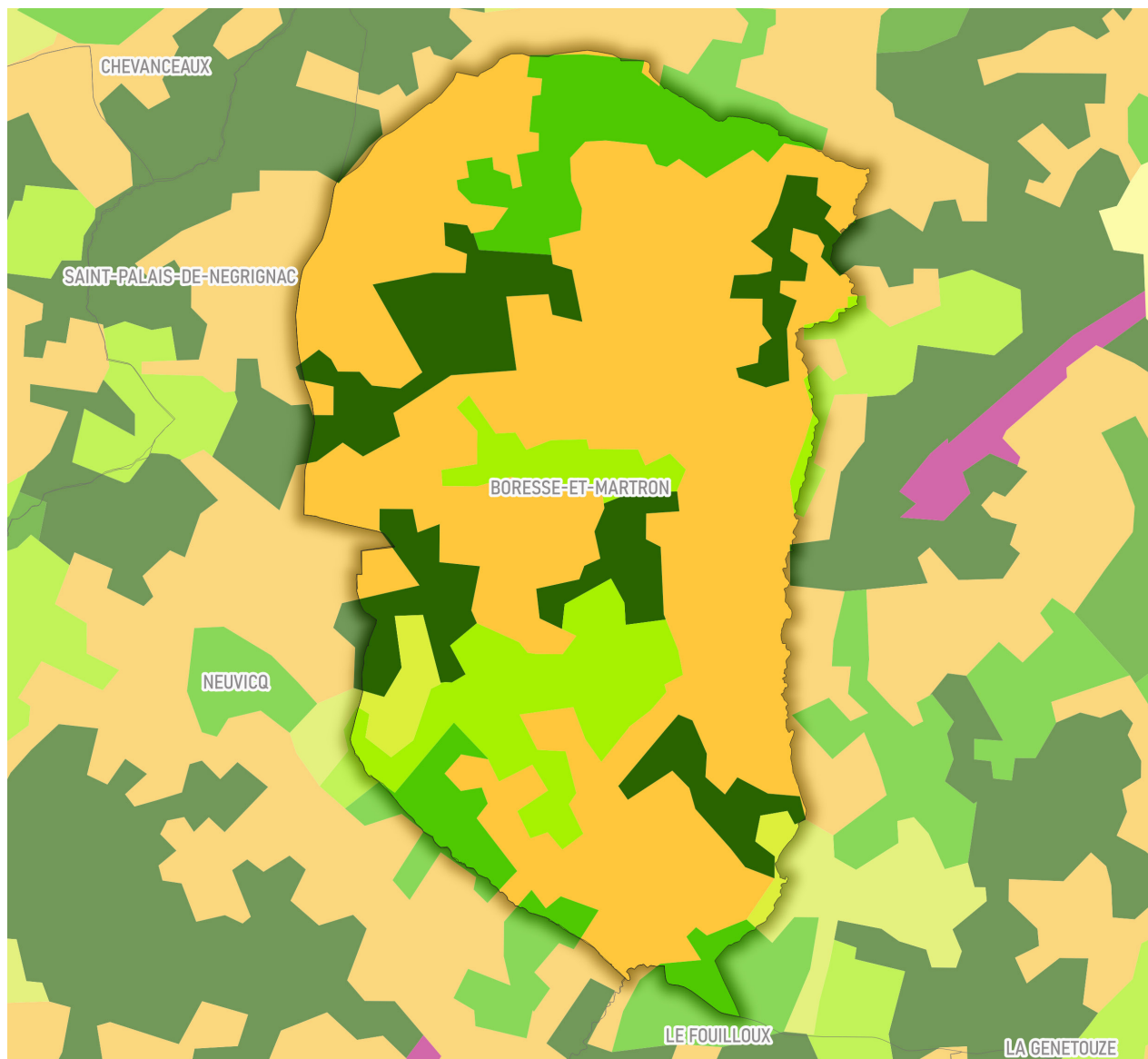
La maison se structure autour d'une cour principale entourée par des murs clos à l'exception d'un portail qui marque l'entrée du domaine. La volumétrie des bâtiments est souvent importante mais relativement sobre d'un point de vu architectural.



Occupation du sol

+ commune de Boresse-et-Martron

Source : IGN BD FORET



Un paysage majoritairement couvert par les espaces agricoles

D'après l'occupation du sol Corine Land Cover 2018, Boresse-et-Martron est majoritairement couvert par les espaces agricoles. En effet, cette surface est présente à 62,6 % dans l'occupation du sol alors que les forêts et milieux semi-naturels sont présents à 37,4 % et représentent la deuxième occupation du sol.

La part des espaces artificialisés est relativement faible sur la commune de Boresse-et-Martron avec un territoire d'une densité de 18 hab/km².

Légende

--- Limites communales

CorineLandCoverCDCHS

Chantiers

Forêt et végétation arbustive en mutation

Forêts de conifères

Forêts de feuillus

Forêts mélangées

Prairies et autres surfaces toujours en herbe à usage agricole

Systèmes culturaux et parcellaires complexes

Terres arables hors périmètres d'irrigation



Les milieux forestiers

Le territoire de la Haute-Saintonge est marqué par les massifs forestiers de la Lande et de la Double Saintongeaise. En particulier, le territoire de l'espace de vie de Montguyon se situe au droit du massif de la Double Saintongeaise. Le massif de la Double Saintongeaise est caractérisé par une mosaïque de landes calcifuges (craignant les sols calcaires) et de bois mixtes sur des sols très pauvres (podzols) s'étant développés sur les sables et graviers argileux éocènes qui couvrent l'ensemble de la région. Il s'agit ainsi du plus vaste ensemble régional de landes et bois calcifuges, à forte tonalité ibéro-atlantique. L'intérêt biologique de la zone est exceptionnel avec la présence, sur des surfaces étendues, de groupements végétaux originaux : différents types de landes en fonction du gradient d'hydromorphie, forêt à Chêne tauzin et Pin maritime, tourbières acides à Narthécie des marais, sables humides temporaires à Linaire à vrilles, taillis tourbeux à piment royal, forêt-galerie riveraine... Sur le plan floristique, il faut noter une richesse très élevée en espèces rares/menacées, dont beaucoup sont en station régionale unique, voire en aire disjointe. L'intérêt faunistique est très élevé lui-aussi, notamment le long du réseau hydrographique parcourant toute la zone : présence de la Cistude, du Vison et de la Loutre, de libellules rares, remontée de poissons migrateurs, etc. Les landes et boisements ouverts hébergent quant à eux une grande diversité de reptiles (dont le Lézard ocellé, ici en population disjointe).

Les milieux ouverts

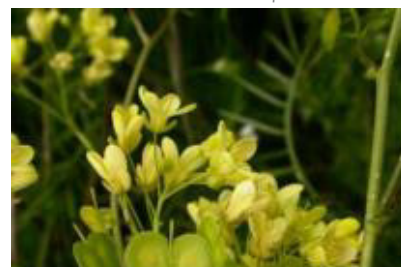
Les milieux ouverts du territoire sont en très grande majorité cultivés. Ils se situent principalement dans sa partie nord-ouest. Les cultures sont dominées par la vigne et la culture de céréales et oléagineux. Les milieux cultivés ne sont pas très propices à la biodiversité du fait de l'usage des pesticides (la culture de la vigne est une grande consommatrice de produits phytosanitaires) et du désherbage entre les rangs. La biodiversité se concentre dans les bordures de champs (fossés, haies quand elles existent encore, bordures enherbées de chemins, etc.). On recense également sur le territoire quelques prairies permanentes et temporaires. Elles constituent des espaces davantage favorables à la biodiversité, d'autant plus si elles sont accompagnées de haies, boisements et zones humides. Les milieux ouverts peuvent également prendre la forme de percées au sein des espaces forestiers, du fait de la sylviculture, des conditions climatiques (tempêtes) ou de l'agriculture. Les clairières ainsi formées peuvent avoir, plus ou moins temporairement, un grand intérêt pour la biodiversité, du fait de la création de mosaïques de milieux ouverts et fermés, qui introduit une diversité d'habitats et de conditions de vie. Ces clairières sont conditionnées par un entretien du milieu, sinon elles se referment rapidement. C'est le cas par exemple sur le site Natura 2000 « Landes de Touverac-Saint-Vallier » (vieillesse de la lande par boisement avec la disparition de toute gestion exportatrice).



Esturgeon européen



Saumon Atlantique



Biscutelle de Guillon



Dorychnum tigneux



Engoulevent d'Europe



Lézard ocellé



Catananche bleue



Genette commune



Circaète Jean-le-Blanc



Alouette lulu

Formation végétale

+ commune de Boresse-et-Martron



La forêt, deuxième occupation du sol

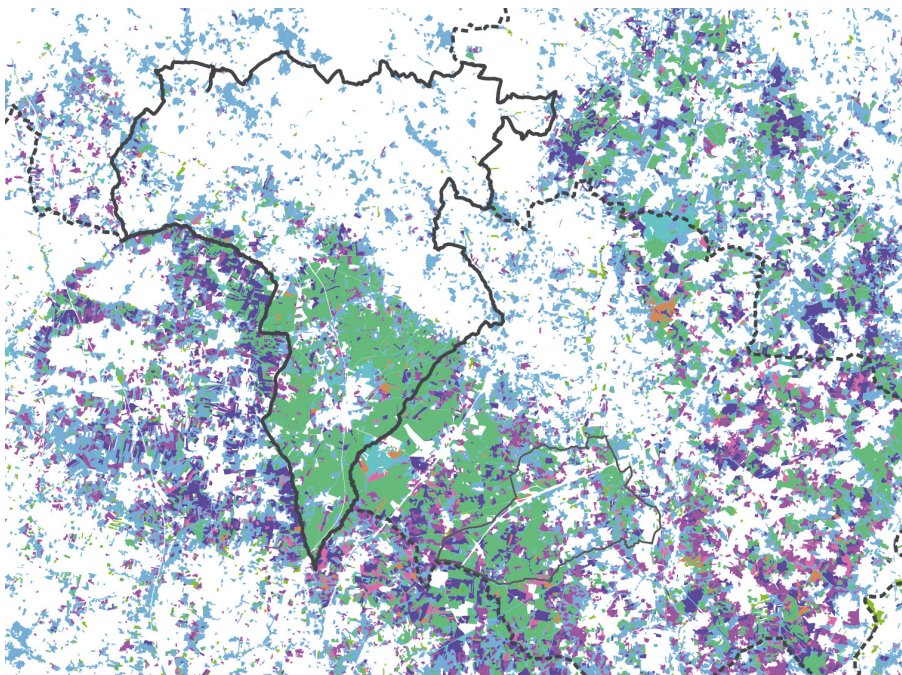
La part des forêts et des milieux semi naturels représente 37,4% de l'occupation du sol sur Boresse-et-Martron et se décline principalement suivant 3 types de forêts : forêt fermée de conifères, forêt fermée de feuillus et forêt fermée mixte. Le couvert forestier est plus dense sur la moitié Ouest de la commune.

Les espaces boisés sont particulièrement présents dans les interstices des espaces agricoles.

Les formations d'herbacée, de landes et de peupleraie parsèment le territoire de façon marginale.

Structure sylvicole de la Double Saintongeaise

+ commune de Boresse-et-Martron



Légende

- Contours de l'EPCI
- Contours de l'espace de vie
- Type de formations végétales
- Forêt fermée conifères
- Forêt fermée feuillus
- Forêt fermée mixte
- Forêt fermée sans couvert arboré
- Forêt ouverte conifères
- Forêt ouverte feuillus
- Forêt ouverte mixte
- Forêt ouverte sans couvert arboré
- Formation herbacée
- Lande
- Peupleraie

Une sylviculture présente sur le territoire

La forêt majoritairement présente en Haute-Saintonge est une ressource naturelle pour le territoire, sa prédominance en fait aussi une ressource économique. Historiquement, la Haute Saintonge est un territoire de sylviculture, aujourd'hui l'agence Alliance de Charente, une des coopératives forestières du territoire réunit à elle seule 4000 propriétaires forestiers et 33 salariés. Les parcelles forestières en Haute Saintonge sont fortement morcelées et relativement petite, on assiste actuellement à une logique pour favoriser la gestion regroupée des parcelles qui s'apparente à un remembrement forestier.

Ces dernières années, la structuration de grande coopérative forestière a d'autant plus accélérer cette dynamique qui va jusqu'à modifier le mode de gestion des forêts. En effet, le territoire assiste depuis quelques temps à la mise en place de coupe rase de feuillus voués à être remplacé par des pins maritimes. Ce mode de gestion en monoculture tend à appauvrir les sols.

Aucune scierie n'est présente sur la commune de Boresse-et-Martron.

ZOOM SUR

La DECI

La DECI ou Défense Extérieure Contre l'Incendie a pour objet d'assurer, en fonction des besoins résultant des risques présents sur le territoire, l'alimentation en eau des moyens de services d'incendie et de secours.

Le règlement national de DECI a vocation à être décliné en règlements départementaux de DECI puis en schémas communaux ou intercommunaux de DECI. Ils préconisent l'installation d'équipements en fonction des paramètres locaux.

ZOOM SUR

La Double Saintongeaise

La double saintongeaise est une forêt incontournable du territoire, de par son étendu et sa présence historique. Elle a longtemps était utilisée comme ressource pour la fabrication de piquet pour les vignobles bordelais, comme charpentes pour les maisons ou encore pour des tonneaux. Le pin maritime qui structure cette forêt avait trouvé de nombreux débouchés économiques. La récolte de la résine et de la sève des pins maritimes étaient aussi courant pour la fabrication de chandelle ou du goudron. Aujourd'hui la Double Saintongeaise est principalement exploitée pour son bois par la sylviculture.

Dans son histoire, la double saintongeaise a su faire preuve de résilience avec une forêt qui renaît peu à peu et une nature qui reprend ces droits depuis la tempête de 1999, véritable catastrophe écologique qui a fait tomber 80% des arbres de la forêt.

Une partie de la double saintongeaise est couverte par le site Natura 2000 «Vallées de la Double».

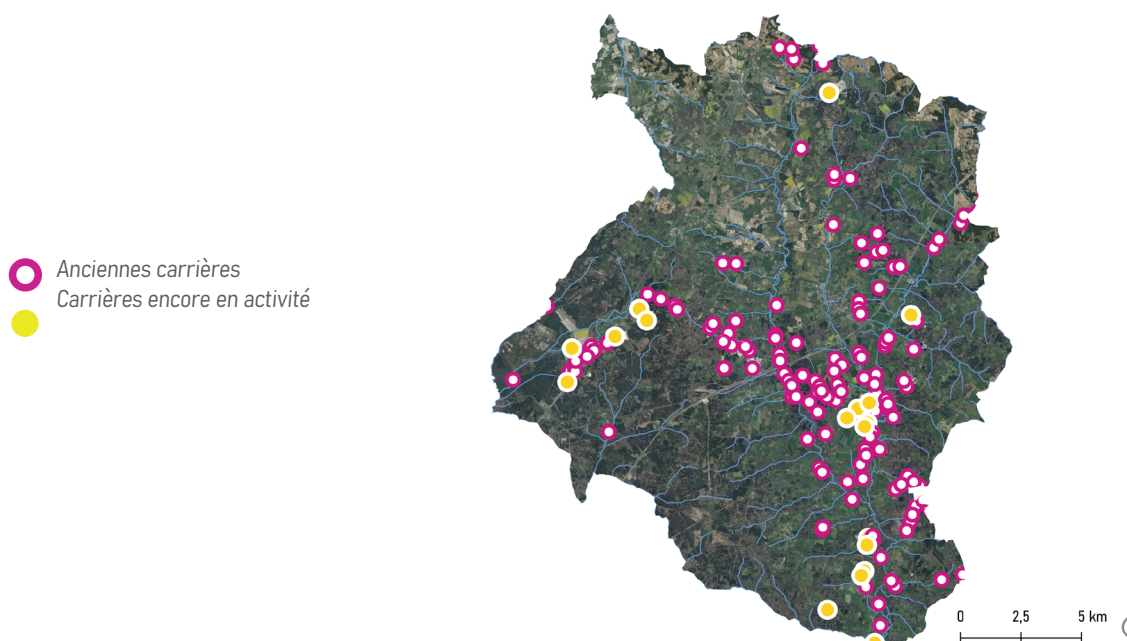
ZOOM SUR

Le PPRIF

Le PPRIF ou Plan de Prévention du Risque Incendie de Forêt est un document qui vise à maîtriser l'urbanisation au sein des zones comportant des risques afin de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes.

Localisation des carrières

+ commune de Boresse-et-Martron



Exploitation des sols

Le département de la Charente-Maritime bénéficie d'importantes ressources minérales. D'après le Schéma Départemental des Carrières (SDC) de Charente-Maritime, arrêté le 7 février 2005, les substances extraites sont majoritairement des matériaux argileux et calcaires dans la moitié nord du département, et des matériaux argilo-sableux dans la partie sud du département. 83 carrières sont recensées sur le département, soit 80 à ciel ouvert et 3 souterraines. En 2000, la production totale de matériaux était de près de 5 millions de tonnes par an. A noter que le Schéma Régional des Carrières de Nouvelle-Aquitaine est en cours d'élaboration. Celui-ci se substituera au SDC de Charente-Maritime. Sur le territoire de l'espace de vie de Montguyon, 21 carrières sont recensées, sur les communes de Bédénac, Cercoux, Clérac, La Clotte, Chevanceaux, Le Fouilloux, Montguyon, Montlieu-la-Garde et Saint-Pierre-du-Palais. Ces carrières sont dédiées à l'exploitation d'argile kaolinique, des gravières et sablières. En effet, le territoire se situe majoritairement au droit de formations sablo-argileuses. Présentes essentiellement dans le sud du territoire de la Haute Saintonge, ces formations à dominante sableuse d'âge tertiaire sont rattachées au bassin argilier des Charentes, le plus important de France. Ces produits sont caractérisés par une abondance de la fraction argileuse, par une pureté minéralogique et par une granulométrie d'une finesse exceptionnelle. Ces argiles sont utilisées dans deux domaines principaux : comme produits réfractaires et comme charge minérale pour l'industrie. Les produits réfractaires trouvent une utilisation dans toutes les industries à équipements thermiques (sidérurgie, métaux non ferreux, verre, céramique, ciment, chaux, chimie, pétrochimie, production d'énergie, installation d'incinération, chauffage). L'autre utilisation de ces produits qui tend à se développer est le domaine des charges minérales. Ces argiles entrent alors dans la fabrication des peintures, des pneumatiques, dans les matières plastiques, et servent aussi de support aux engrais et insecticides. L'implantation de carrières peut présenter un risque réel d'entrave à la vie ou au déplacement de certaines espèces animales lorsqu'elle impacte un cœur de biodiversité ou qu'elle divise un continuum de milieux naturels. A l'inverse, les mesures de réhabilitation d'anciennes carrières par génie écologique pourront concourir à la restauration d'un corridor ou de milieux relais. Les extractions des alluvions de lit majeur en nappe restent tolérées dans le cadre de la réglementation nationale. Toutefois, dans les zones de vallées où la concentration des extractions en nappe est excessive, une dégradation significative de plusieurs paramètres environnementaux a pu être observée au cours du temps :

- L'équilibre sédimentaire des cours d'eau ;
- Les caractéristiques paysagères et écologiques des sites ;
- La qualité et la quantité de la ressource en eau.

L'exploitation d'une carrière constitue une occupation temporaire du sol. A l'issue de cette occupation, les terrains doivent être remis en état conformément aux conditions retenues dans le cadre de l'autorisation d'exploiter accordée, en particulier, dans le respect des éléments de l'étude d'impact du dossier de demande, et des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. La remise en état constitue donc une obligation réglementaire, qui a pour principal objectif de mettre le site en sécurité, de favoriser son intégration paysagère et d'effacer les traces de l'activité passée.

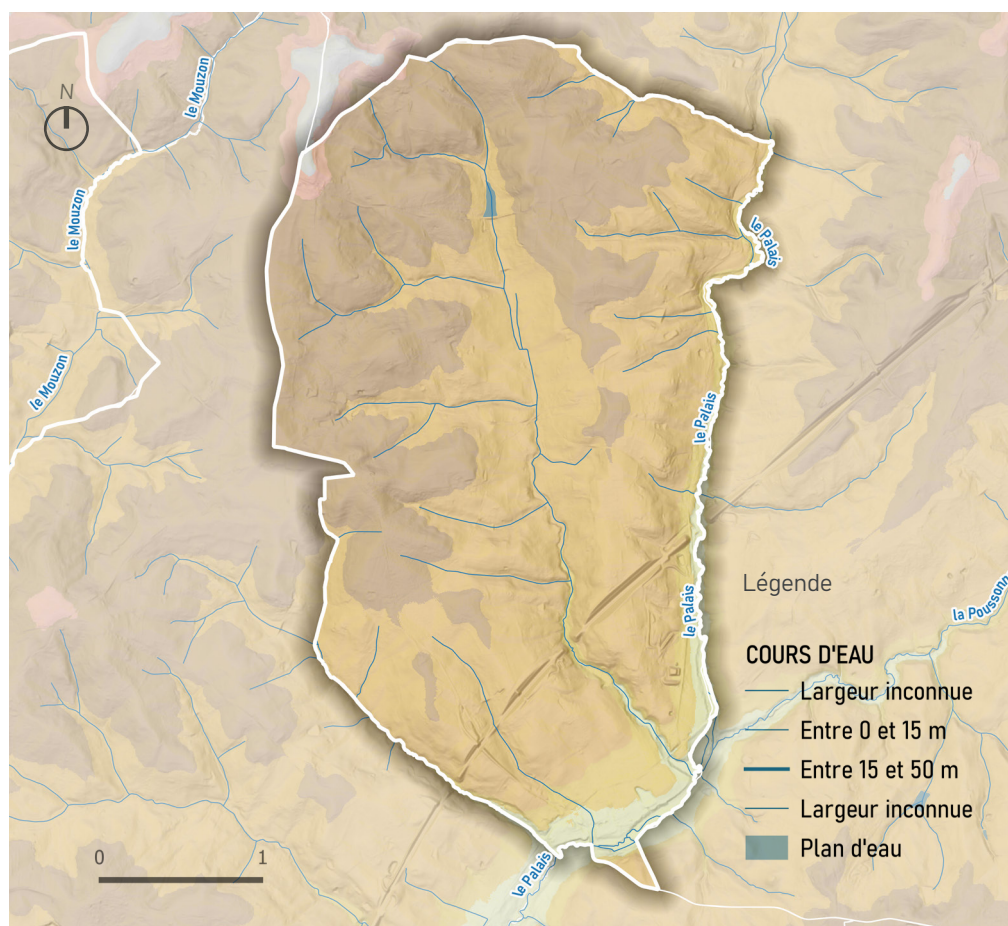
Le réaménagement est quant à lui un processus complémentaire et nécessaire à la remise en état, dépassant le cadre de l'exploitation de la carrière. Il se réalise à l'initiative de l'exploitant et du ou des propriétaires fonciers qui mettent en œuvre une réaffectation spécifique et ciblée du foncier. Le potentiel de réaménagement d'un site dépend donc fortement de la nature et de la qualité des opérations de remise en état préalablement effectuées. Il convient donc d'anticiper très en amont les pistes de réaménagement possibles des sites afin de ne pas hypothéquer des vocations futures. Les 5 principaux types de réaménagement identifiés sont :

- Le réaménagement à vocation agricole ;
- Le réaménagement à vocation écologique et géologique ;
- Le réaménagement à vocation forestière ;
- Le réaménagement à vocation cynégétique ;
- Le réaménagement à vocation de loisirs (pêche, loisirs nautiques, baignade...).

Ces différentes vocations ne sont pas exclusives ; dans la plupart des cas, des projets de réaménagement multifonctionnels peuvent être envisagés. Par exemple, le réaménagement d'un plan d'eau en base de loisirs peut prévoir des espaces plus isolés et appropriés au repos pour la faune.

Réseau hydrographique

+ commune de Boresse-et-Martron



Source : Sandre

Le Palais, cours d'eau structurant de la commune

Boresse-et-Martron est traversé par le Palais qui longe la commune à l'Est du territoire au niveau des frontières de Saint-Vallier et de Savignac.

Le Palais appartient à la masse d'eau superficielle «Le Palais du confluent des Lorettes au confluent du Lary».

Les cours d'eau du territoire obtiennent des états écologiques et chimiques différents qui sont présentés dans les tableaux qui suivent.

Masse d'eau superficielle

Une masse d'eau de surface est définie comme une partie distincte et significative des eaux de surface telle qu'un lac, une rivière, un fleuve, un canal...

Masse d'eau superficielle	Longueur	Bassin versant de gestion	Etat de la masse d'eau (SDAGE 2022-2027)			Objectif (SDAGE 2022-2027)	
			Etat écologique	Etat chimique		Objectif de l'état écologique	Objectif de l'état chimique
				Avec ubiquiste	Sans ubiquiste		
Le Palais du confluent des Lorettes (incluses) au confluent du Lary	17 km	Palais-Lary	Moyen	Bon	Bon	Bon état 2027	Bon état 2015

Source : SDAGE Adour Garonne 2022-2027

Lors du précédent schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) de l'Agence Adour-Garonne, les états écologiques et chimiques étaient les mêmes pour les deux masses d'eau. Aucune évolution négative ou positive n'est donc à noter.

Pour compléter, l'analyse de l'état écologique de ces cours d'eau une série de mesure est identifiée pour le bassin versant de gestion «Palais-Lary», bassin versant de l'ensemble des rivières du périmètre d'études. Voici quelques extraits des objectifs recherchés par le SDAGE 2022-2027 pour ce bassin versant :

Mesures répondant aux pollutions diffuses :

- » Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire
- » Limiter les transferts de fertilisants dans le cadre de la Directive nitrates

Mesures répondant aux pollutions ponctuelles :

- » Réaliser une étude globale ou un schéma directeur portant sur la réduction des pollutions associées à l'assainissement
- » Aménager et/ou mettre en place un dispositif d'assainissement non collectif

Mesures améliorant la gouvernance liée à l'eau :

- » Mettre en place ou renforcer un outil de gestion concertée (hors SAGE)
- » Mettre en place une opération de formation, conseil, sensibilisation ou animation

Mesures répondant aux altérations hydromorphologiques :

- » Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques
- » Aménager, supprimer ou gérer un ouvrage qui contraint la continuité

Mesures répondant aux prélèvements :

- » Instruire une procédure d'autorisation dans le cadre de la loi sur l'eau sur la ressource
- » Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau

Un réseau hydrique important

La ressource en eau n'est pas seulement visible à travers les cours d'eau qui viennent d'être mise en avant. En effet, Boresse-et-Martron compte aussi sept masses d'eau souterraines qui méritent d'être regardées de près. Dans un contexte de gestion durable de la ressource en eau face à des épisodes caniculaires et de sécheresse de plus en plus fréquent, le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines est primordiale pour le bon fonctionnement hydrographique du territoire.

Masse d'eau souterraine

Une masse d'eau souterraine est un volume distinct d'eau souterraine à l'intérieur d'un ou plusieurs aquifères.

Source : Sandre

Masse d'eau souterraine	Superficie	Type	Etat de la masse d'eau (SDAGE 2022-2027)		Pressions de la masse d'eau (SDAGE 2022-2027)			
			Etat quantitatif	Etat chimique	Sites industriels ou décharges	Nitrates d'origine agricole	Phytosanitaire	Prélèvements d'eau
Molasses et sables argileux du bassin de la Dordogne (FRFG116)	2702 km²	Système imperméable localement aquifère	Bon	Bon	Pas de pression	Non significative	Significative	Non significative
Calcaires du Jurassique moyen et supérieur majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain (FRFG080A)	16 549 km²	Dominante sédimentaire non alluviale	Bon	Bon	Pas de pression	Non significative	Non significative	Non significative
Calcaires et grès du Campano-Maastrichtien majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain (FRFG072)	12070 km²	Dominante sédimentaire non alluviale	Mauvais	Bon	Pas de pression	Non significative	Non significative	Significative
Multicouche calcaire captif du Turonien-Coniacien-Santonien du Nord-Ouest du Bassin aquitain (FRFG073A)	5121 km²	Dominante sédimentaire non alluviale	Bon	Bon	Pas de pression	Non significative	Non significative	Non significative
Calcaires du Cénomani majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain (FRFG075A)	20898 km²	Dominante sédimentaire non alluviale	Bon	Bon	Pas de pression	Non significative	Non significative	Non significative
Sables, grès, calcaires et dolomies de l'infra-Toarcien libre et captif du Nord du Bassin aquitain (FRFG078A)	19946 km²	Dominante sédimentaire non alluviale	Bon	Bon	Pas de pression	Inconnue	Non significative	Non significative
Sables, graviers, galets et calcaires de l'Eocène libre du Nord du Bassin aquitain (FRFG115)	783 km²	Dominante sédimentaire non alluviale	Bon	Bon	Pas de pression	Non significative	Significative	Non significative

Source : SDAGE Adour-Garonne 2022-2027

Au niveau de la ressource souterraine, des vigilances particulières doivent être portées sur 4 masses d'eau :

- Calcaires et grès du Campano-Maastrichtien majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain pour son mauvais état quantitatif et la pression en prélèvement d'eau qu'elle subit
- Sables, graviers, galets et calcaires de l'Eocène libre du Nord du Bassin aquitain par rapport à la présence de produits phytosanitaires significatif.
- Calcaires marneux et marnes, calcaire bioclastiques et grès du Santonien supérieur au Maastrichtien du bassin versant de la Dronne dont les états quantitatifs et chimiques sont considérés comme mauvais par le SDAGE. Cette masse d'eau subit également une pression significative au niveau des nitrates d'origine agricole et des phytosanitaires.
- Molasses et sables argileux du bassin de la Dordogne qui subit une pression significative en produit phytosanitaire au niveau de sa masse d'eau.

Par rapport aux données du SDAGE 2016-2021, une évolution positive de l'état quantitatif de la masse d'eau Sables, graviers, galets et calcaires de l'Eocène libre du Nord du Bassin aquitain est à constater.

Captages eau potable

+ commune de Boresse-et-Martron



Aucun lieu de captage en eau potable sur la commune

L'alimentation en eau potable sur le territoire est gérée par le syndicat Eau 17, en régie via la RESE, et/ou en affermage.

Les réseaux d'alimentation en eau potable de la RESE présentent un rendement de 84,9%. La qualité de l'eau potable est bonne ; la conformité microbiologique de l'eau au robinet est de 99,9% et sa conformité physico-chimique est de 98,5%.

Le périmètre de protection immédiate (PPI) correspond à l'emprise du site de captage clôturé. Toutes les activités y sont interdites hormis celles relatives à l'exploitation et à l'entretien de l'ouvrage de prélèvement de l'eau et au périmètre lui-même. Son objectif est d'empêcher la détérioration des ouvrages et d'éviter le déversement de substances polluantes à proximité immédiate du captage ;

Le périmètre de protection rapprochée (PPR) correspond à un secteur plus vaste, pour lequel toute activité susceptible de provoquer une pollution y est interdite ou est soumise à prescription particulière (construction, dépôts, rejets...). Son objectif est de prévenir la migration des polluants vers l'ouvrage de captage. Sous certaines conditions, le PPR n'est pas obligatoire

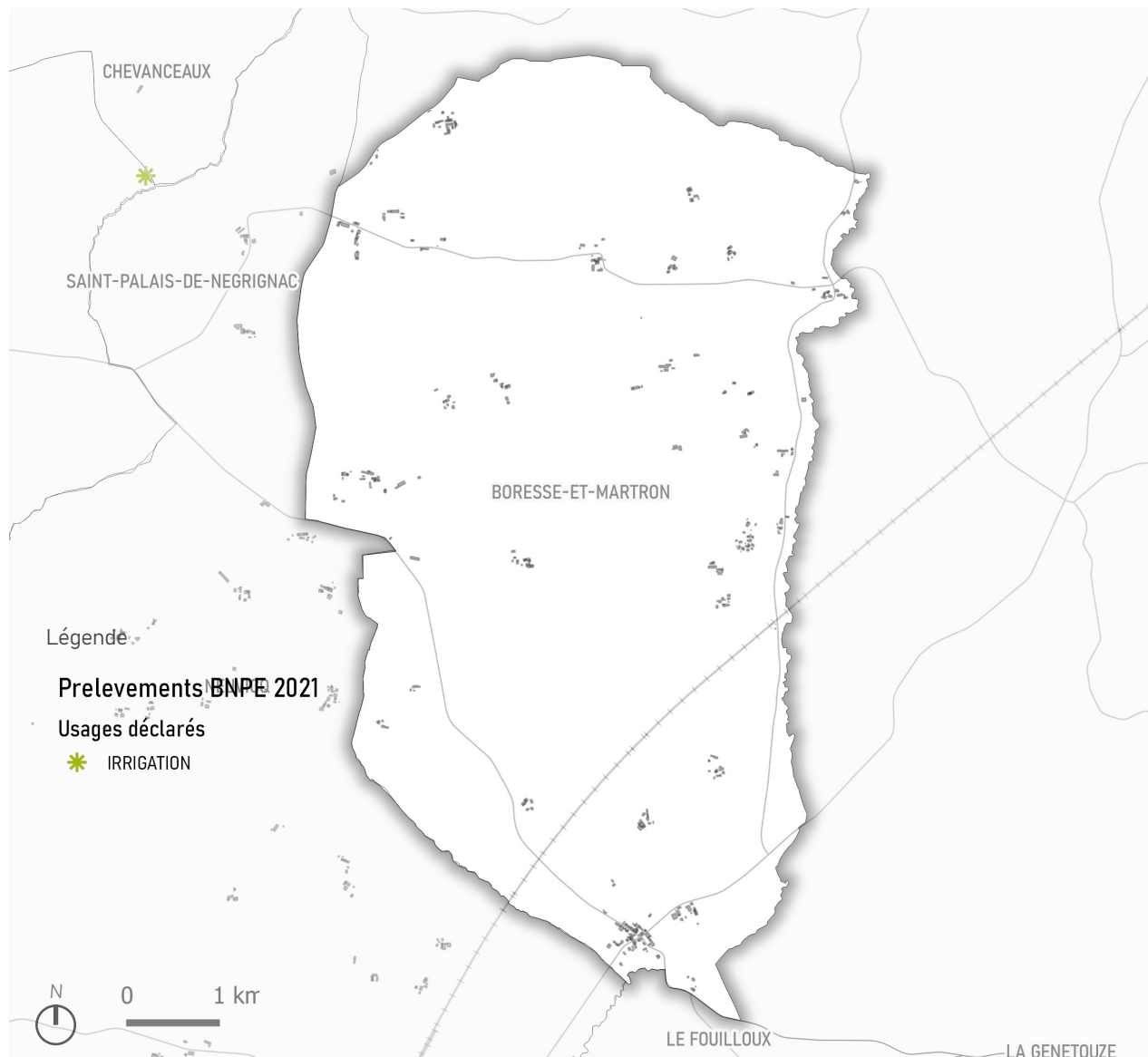
Le périmètre de protection éloignée (PPE) : ce périmètre est facultatif et est créé si certaines activités sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importante

Au niveau de l'espace de vie de Montlieu-Montguyon six périmètre de captage en eau potable sont recensés, aucun site destiné aux prélèvements en eau n'est présent sur le territoire.

Sur le territoire, 1 452 620 m3 d'eau potable par an sont prélevés (donnée BNPE 2019).

Usage des prélèvements en eau

+ commune de Boresse-et-Martron



Source : BNPE 2021

STEP

L'assainissement collectif et le contrôle de l'assainissement autonome sont des compétences exercées par le syndicat Eau 17.

Huit stations d'épuration (STEP) sont recensées au niveau de l'espace de vie de Montlieu-Montguyon.

La STEP de Montguyon présente d'ailleurs la capacité nominale (8 800 EH) la plus importante de l'espace de vie.

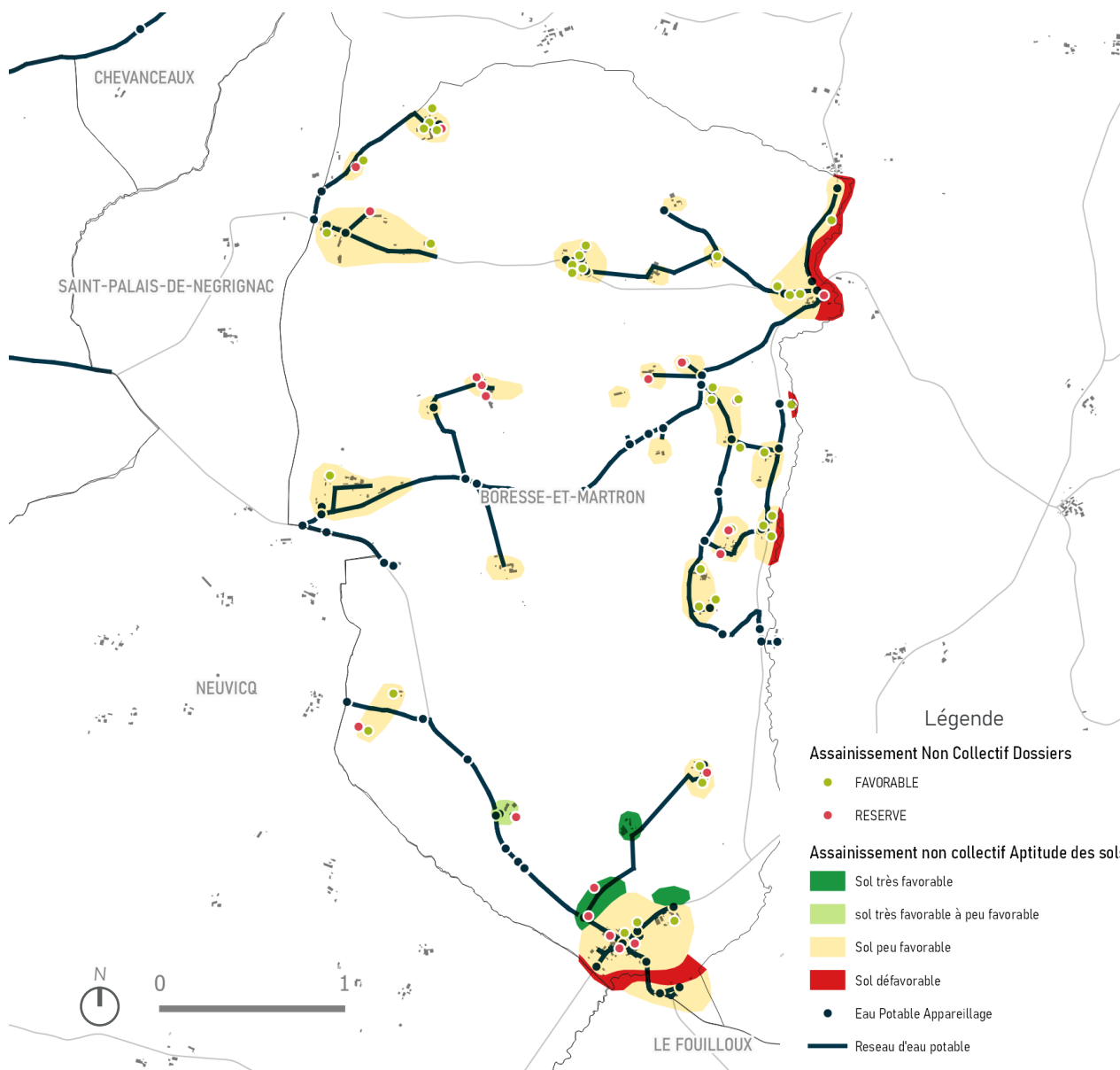
Toutes les STEP sont en conformité vis-à-vis de leur performance.

Cependant, il est à noter un point de vigilance concernant la STEP de Cercoux. En effet, celle-ci présente un taux de saturation organique de 51% et un taux de saturation hydraulique de 111%. Cette STEP est de fait en surcharge hydraulique, et n'est pas, en l'état, en capacité d'accueillir une augmentation des effluents en lien avec une augmentation significative de la population. Un taux de saturation hydraulique important est susceptible d'impacter les capacités de bon traitement des effluents urbains, ainsi que le milieu naturel dans lequel ces derniers sont rejetés. Les autres STEP du territoire présentent un bon fonctionnement et seront en capacité d'accueillir une augmentation de charge en lien avec une augmentation de la population.

Aucune STEP n'est présente sur le territoire communal de Boresse-et-Martron.

Assainissement

+ commune de Boresse-et-Martron



La commune de Boresse-et-Martron n'est pas appareillée par un assainissement collectif, l'ensemble du territoire est raccordé en individuel.

Il est possible de noter qu'au niveau des bourgs historiques de Boresse-et-Martron le sol est très défavorable pour le raccordement individuel. Une petite zone défavorable au niveau de la mairie est aussi identifiée.

Zonages règlementaires

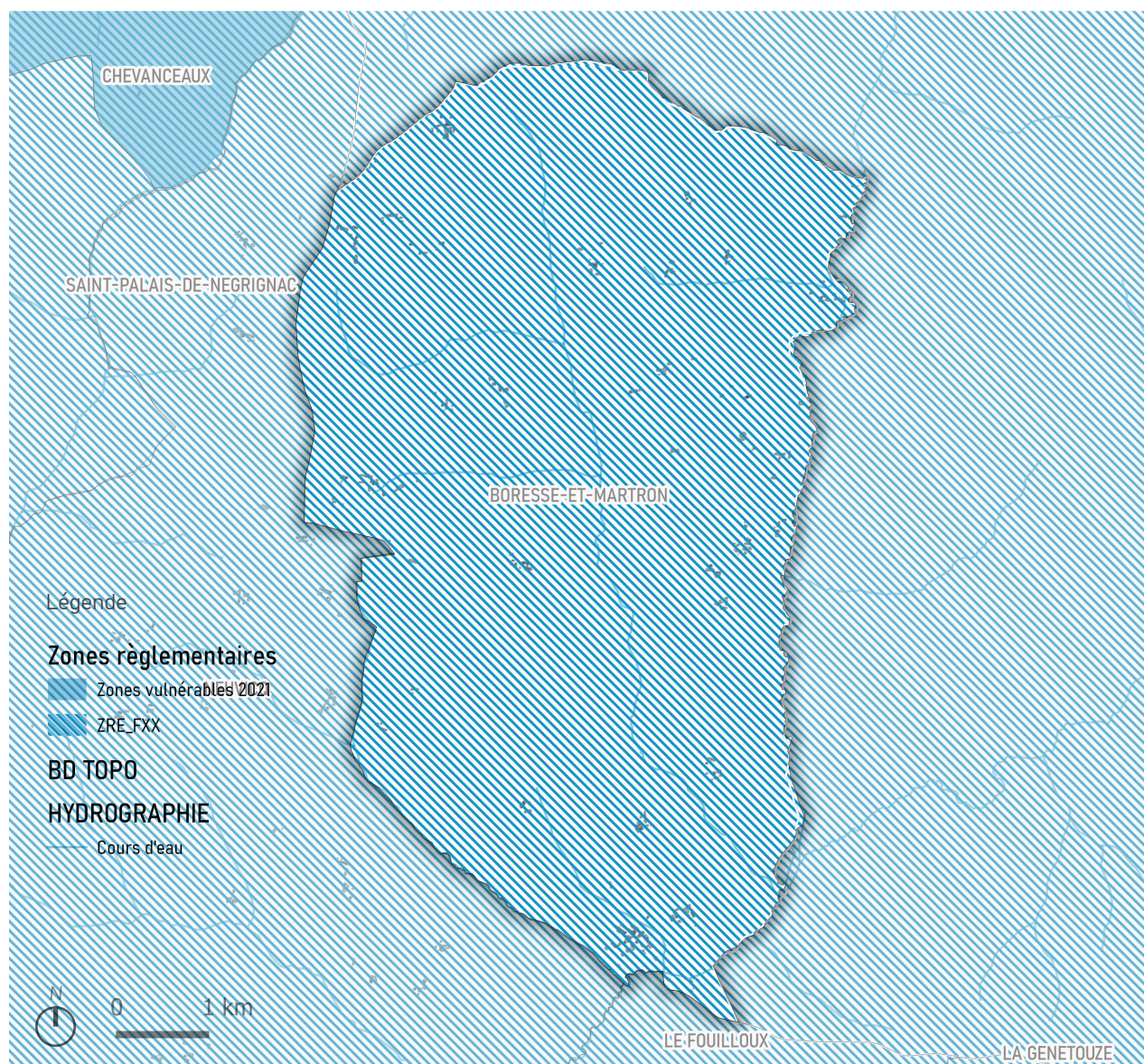
Boresse-et-Martron est classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE), zone caractérisée par une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins.

Cependant la commune de Boresse-et-Martron n'est pas identifiée comme une aire d'alimentation de captage (AAC) prioritaire SDAGE2016.

Elle n'est pas non plus située en zone sensible ou vulnérable.

Zones règlementaires

+ commune de Boresse-et-Martron



SDAGE Adour-Garonne 2022-2027

Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Adour-Garonne définit la politique de l'eau du bassin Adour Garonne pour la période 2022-2027. Il fixe les objectifs de bon état des eaux et le programme de mesures associé définit les actions à mettre en oeuvre pour les atteindre. Il est en cours d'élaboration et sera approuvé courant 2022.

L'état des lieux 2019 montre une amélioration de l'état des eaux, prouvant l'efficacité des plans d'actions engagés et de la mobilisation de tous les acteurs de l'eau pour la reconquête de la qualité des eaux du bassin. 50% de masses d'eau superficielles sont en bon état écologique (contre 43% lors du dernier exercice en 2013). Cependant, des problématiques sont soulevées et à résoudre pour la période 2022-2027, à savoir que :

- Les masses d'eaux souterraines dégradées représentent près de 35% de sa surface ;
- Il existe 3 sources de pression encore importantes : les pollutions diffuses liées à l'utilisation des pesticides et l'excès d'azote, et leur impact notamment sur les eaux souterraines, la performance insuffisante des réseaux et de certaines stations d'épuration, ainsi que les altérations de l'hydromorphologie des cours d'eau.

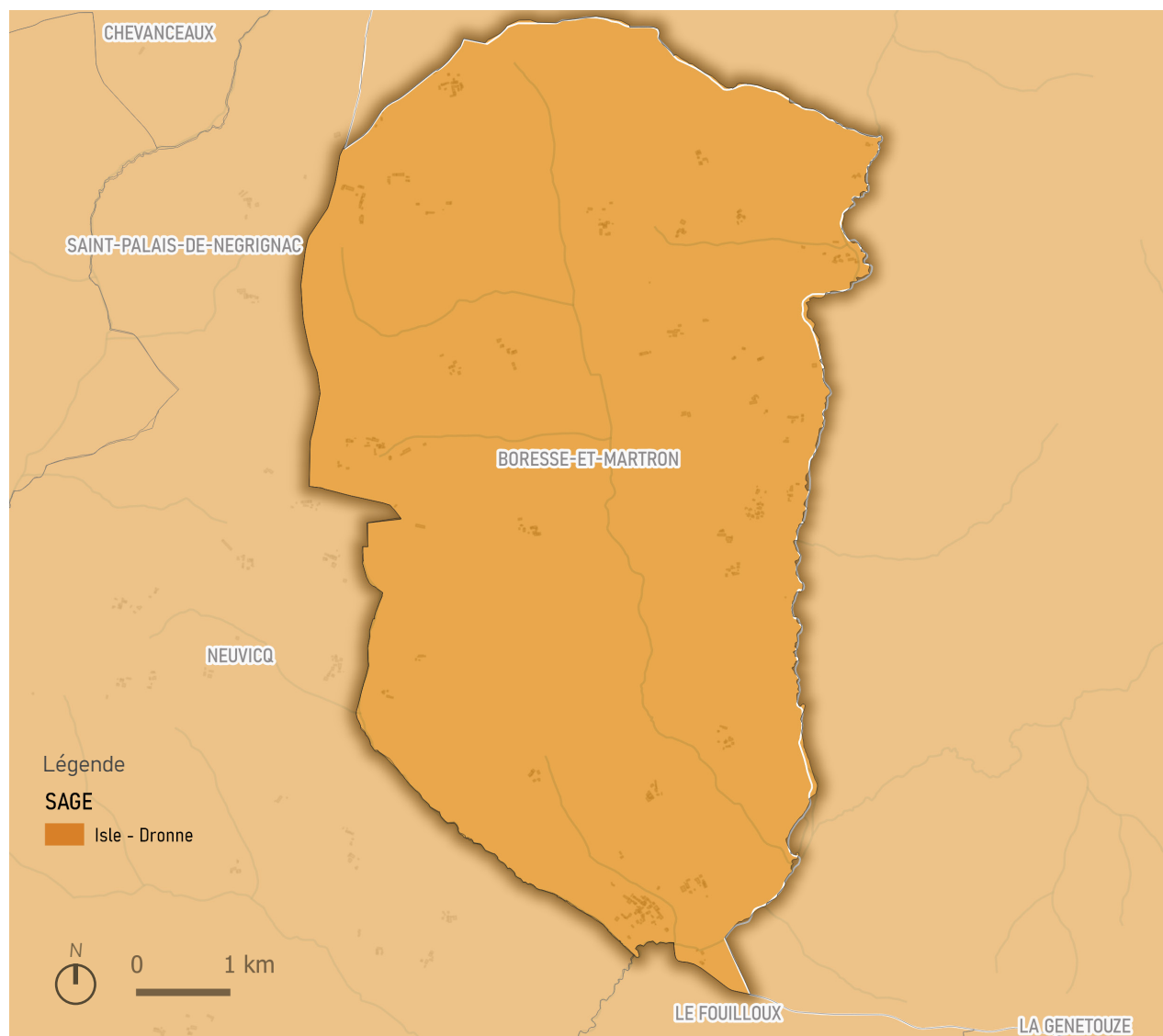
A ce jour, 50% de masses d'eau superficielles du bassin sont en bon état écologique. Ce chiffre a progressé de 7% en 6 ans, faisant d'Adour-Garonne le premier bassin de France Métropolitaine pour les masses d'eau en bon état. L'objectif fixé pour 2027 est d'atteindre 70% des rivières du bassin Adour Garonne en bon état.

Le SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 comprend quatre orientations fondamentales :

- Orientation A : créer des conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE :
 - o Adapter la gouvernance à la bonne échelle ;
 - o Améliorer la connaissance des milieux ;
 - o Renforcer l'information et la formation.
- Orientation B : réduire les pollutions :
 - o Réduire toutes les pollutions domestiques ;
 - o Favoriser les infrastructures agroécologiques et développer les filières locales et à bas niveau d'intrants ;
 - o Préserver et reconquérir la qualité des eaux.
- Orientation C : agir pour assurer l'équilibre quantitatif :
 - o Généraliser l'utilisation rationnelle et économe de l'eau ;
 - o Généraliser la mobilisation des retenues d'eau ;
 - o Mettre en oeuvre des projets de territoire de gestion de l'eau.
- Orientation D : préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques :
 - o Restaurer la continuité écologique des cours d'eau ;
 - o Gérer, entretenir et restaurer les cours d'eau et le littoral ;
 - o Préserver et restaurer les têtes de bassins versants, les zones humides et la biodiversité liée à l'eau ;
 - o Réduire la vulnérabilité face aux risques d'inondation et de submersion en lien avec le plan de gestion des risques d'inondation.

Périmètre des SAGE

+ commune de Boresse-et-Martron



Un PLU qui doit être compatible avec les objectifs du SAGE

Le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) constitue l'outil indispensable à la mise en oeuvre du SDAGE en déclinant concrètement les orientations et les dispositions, en les adaptant aux contextes locaux et en les complétant si nécessaire. Il fixe les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau. Boresse-et-Martron appartient au SAGE Isle-Dronne qui couvre la partie sud de l'intercommunalité et s'arrêtant aux portes de Libourne. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Isle-Dronne a été arrêté en 2021 et défini en 6 orientations :

- Maintenir et améliorer la qualité de l'eau pour les usages et les milieux
- Partager la ressource entre les usages
- Préserver et restaurer les rivières et milieux humides
- Réduire le risque inondation
- Améliorer la connaissance
- Coordonner, sensibiliser et valoriser

Ces orientations sont déclinées en dispositions.

EPIDOR est la structure porteuse du SAGE.

Sites Natura 2000 et ZNIEFF

+ commune de Bourses-et-Martron



Source : DREAL Nouvelle Aquitaine

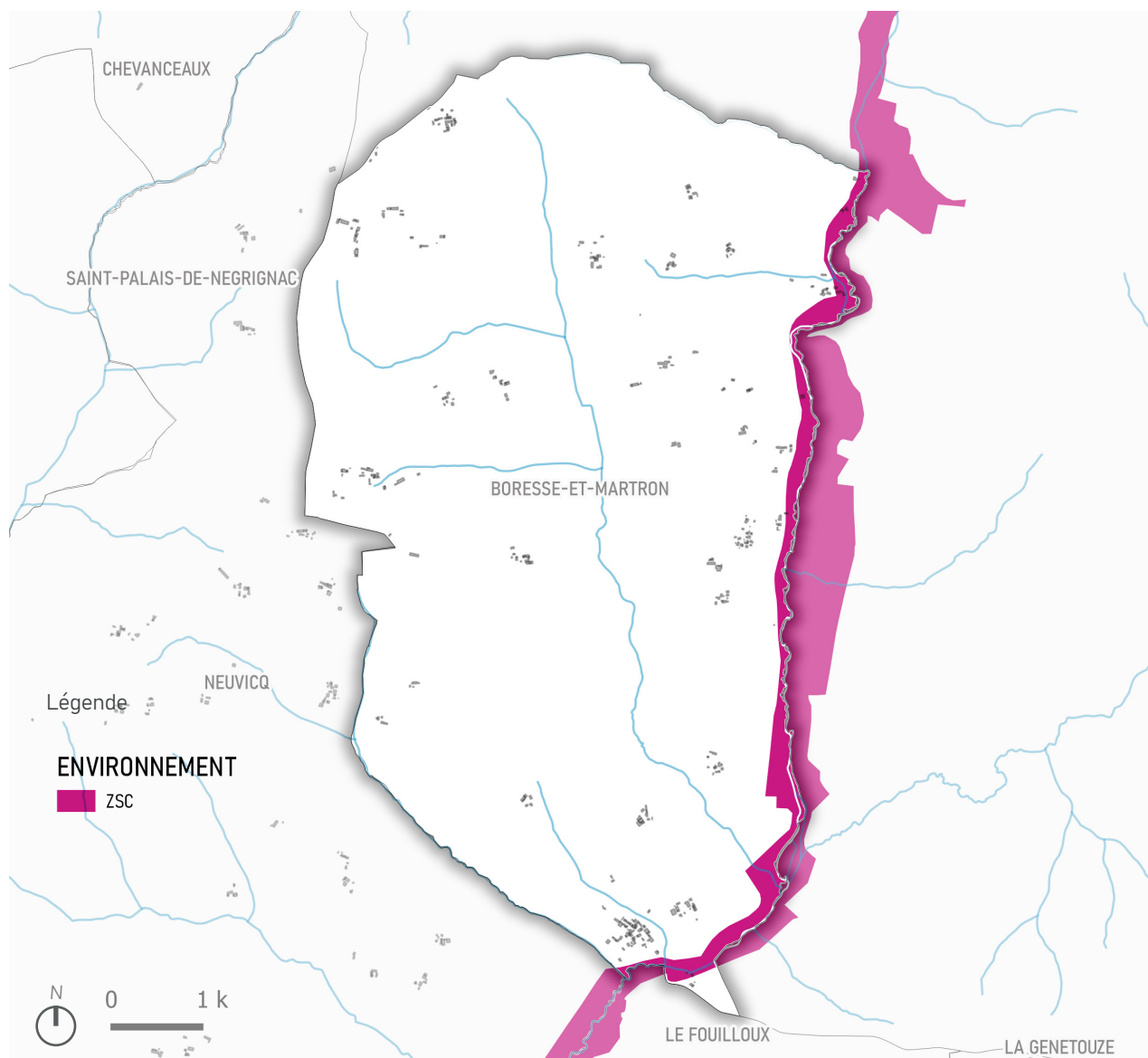
Une partie du territoire d'études est couvert par un site Natura 2000, indicateur d'espaces naturels remarquables. Les sites Natura 2000 visent à la meilleur prise en compte des sites à enjeux de biodiversité et les préserver des activités anthropiques. Lorsqu'un site est désigné Natura 2000, cela signifie que des espèces et des habitats doivent être protégés pour leurs assurer une survie à long terme.

Sur la commune de Bourses-et-Martron, l'extrême Est de la commune est occupé par une ZNIEFF de type 2. Il s'agit de la ZNIEFF «Vallées du Palais et du Lary».

A l'inverse des zones Natura 2000, les Zones Naturelles d'Interet Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) n'ont aucune portées réglementaires. Néanmoins, elles font l'inventaire des espèces remarquables qui peuvent exister sur les différents territoires. Les ZNIEFF sont un véritable outil d'aide à la décision dans le champ de l'aménagement du territoire.

Zones spéciales de conservation et projet

+ commune de Bourses-et-Martron



Source : DREAL Nouvelle Aquitaine

Sur Bourses-et-Martron, on compte :

> 1 site inscrit au titre de la Directive habitat : « Vallées du Palais et du Lary »

Sites Natura 2000

Les sites Natura 2000 sont des sites faisant partie d'un réseau de sites écologiques à l'échelle de l'Europe, dont les deux objectifs sont : préserver la diversité biologique et valoriser le patrimoine naturel de nos territoires. Deux Directives européennes établissent les bases réglementaires du réseau Natura 2000, il s'agit de :

- La Directive « Oiseaux » : conservation à long terme des espèces d'oiseaux sauvages de l'Union européenne en ciblant 181 espèces et sous-espèces menacées qui nécessitent une attention particulière. Elle donne lieu à la définition de Zones de Protection Spéciales (ZPS), sur la base d'un inventaire des Zones d'Intérêt Communautaire pour les Oiseaux (ZICO).
- La Directive « Habitats faune flore » : cadre pour les actions communautaires de conservation d'espèces de faune et de flore sauvages, ainsi que de leur habitat. Elle répertorie plus de 200 types d'habitats naturels, 200 espèces animales et 500 espèces végétales présentant un intérêt communautaire et nécessitant une protection. Elle se traduit par la définition de Zone Spéciale de Conservation (ZSC), après arrêté du Ministre chargé de l'environnement.

Sur le territoire, deux ZSC sont représentées. Le tableau ci-dessous présente les habitats naturels dominants et les principaux facteurs de vulnérabilité de ces sites Natura 2000.

A noter que le site Natura 2000 est accompagné par document d'objectifs (DOCOB).

Présentation des sites Natura 2000 et des facteurs de vulnérabilité

Nom du site Natura 2000	Superficie	Habitats dominants	Principaux facteurs de vulnérabilité
Vallées du Lary et du Palais (FR5402010)	1844 ha	Forêt artificielle en monoculture (ex: Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques), Forêts de résineux, Autres terres arables, Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées, Forêts caducifoliées, Prairies améliorées, Forêts sempervirentes non résineuses, Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières, Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes), Forêts mixtes	Pollution des eaux (carrières), drainage des prairies humides, aménagement et plantation des fonds de vallées... Disparition des pratiques agricoles extensives du pâturage, des prairies de fauche, ...

Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Les ZNIEFF, qu'elles soient de type 1 (les zones les plus remarquables) ou de type 2 (grands ensembles naturels intéressants), ont pour objectif le recensement et l'inventaire aussi exhaustif que possible des espaces naturels dont l'intérêt repose, soit sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème, soit sur la présence d'espèces de plantes ou d'animaux patrimoniaux rares et menacées. Cet outil de connaissance doit permettre une meilleure prévision des incidences des aménagements et des nécessités de protection de certains espaces fragiles. Elles n'ont aucun statut de protection réglementaire (pas de valeur juridique en soi) ; en revanche, les inventaires doivent être consultés lors de l'élaboration des documents et projets d'urbanisme et d'aménagement.

Sur le territoire, une ZNIEFF de type 1 et une ZNIEFF de type 2 sont recensées. Le tableau ci-dessous présente les habitats naturels déterminants et les principaux facteurs d'évolution de cette ZNIEFF.

Présentation des ZNIEFF

Nom de la ZNIEFF	Superficie	Habitats déterminants	Facteurs d'évolution de la zone (effet négatif réel)
ZNIEFF 2 VALLEES DU PALAIS ET DU LARY (540120113)	1823 ha	Eaux courantes, prairies humides et mégaphorbiaies, forêts de Frênes et d'Aulnes des fleuves medio européens, Végétations de ceinture des bords des eaux, Bas-marais, tourbières de transition et sources	Pratiques liées à la gestions des eaux, pratiques agricoles et pastorales, pratiques et travaux forestiers, processus naturels biologiques

Sites classés et inscrits

Le classement et l'inscription au titre de la loi de 1930 sont motivés par l'intérêt de certains secteurs pour leur caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, le but étant la conservation des milieux, des bâtis ou des paysages dans leur état actuel.

Les sites classés ne peuvent être ni détruits, ni modifiés dans leur état ou leur aspect sauf autorisation spéciale ; celle-ci, en fonction de la nature des travaux, est soit de niveau préfectoral, soit de niveau ministériel. En site classé, le camping et le caravanning, l'affichage publicitaire, l'implantation de lignes aériennes nouvelles sont interdits. Ils appellent ainsi à un niveau de protection élevé confirmant la vocation conservatoire de ces sites.

En site inscrit, les maîtres d'ouvrage ont l'obligation d'informer l'administration 4 mois à l'avance de tout projet de travaux de nature à modifier l'état ou l'aspect du site. L'architecte des bâtiments de France émet un avis simple sur les projets de construction et les autres travaux et un avis conforme sur les projets de démolition. Il s'agit d'espaces qui doivent garder leur intégrité paysagère et naturelle globale, mais n'excluent pas l'urbanisation dès lors qu'elle ne contrarie pas l'objet de l'inscription.

Sur la commune aucun site n'est inscrit ou classé.

Espaces Naturels Sensibles

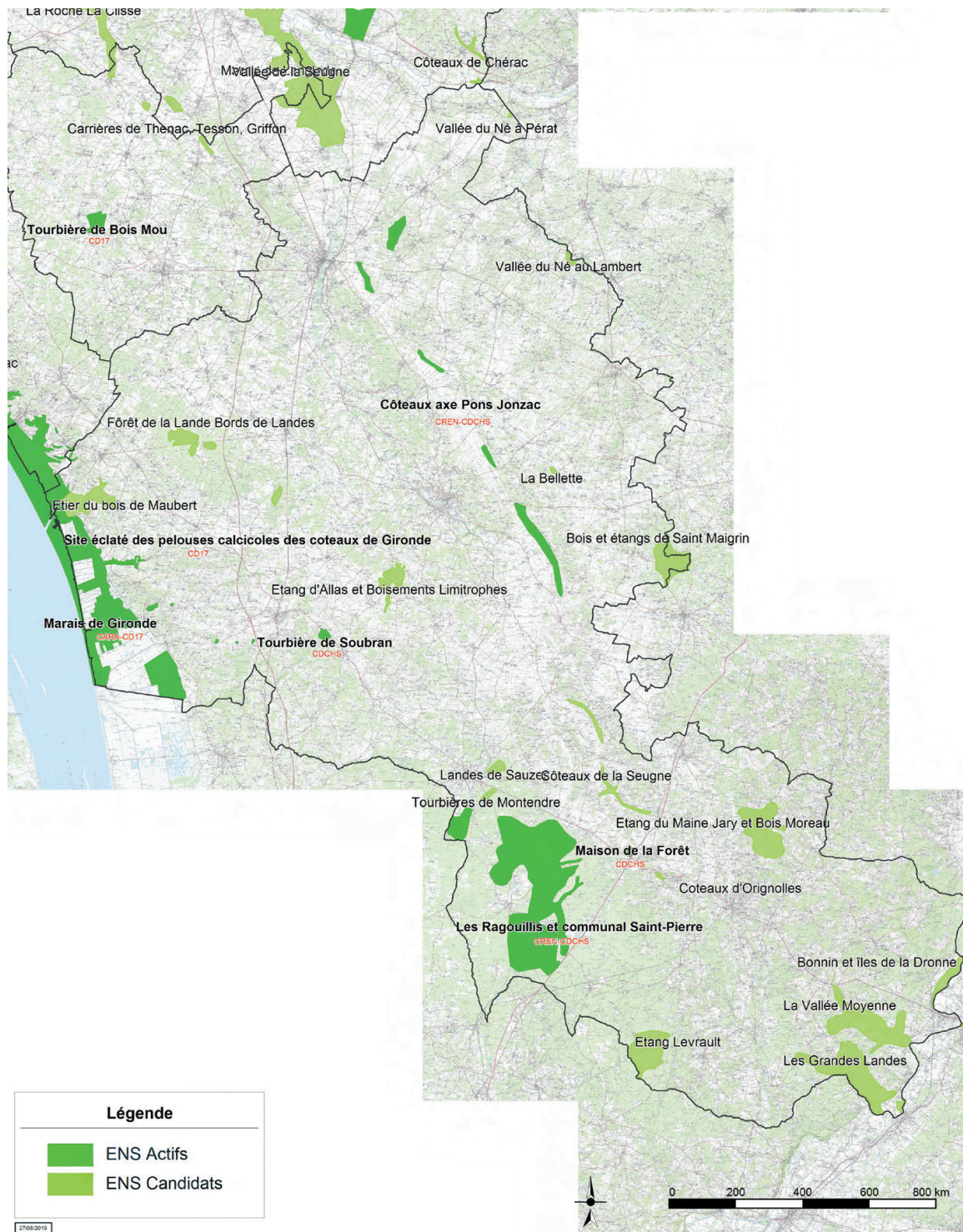
Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) sont des sites naturels fragiles voire menacés, qui présentent un intérêt écologique fort devant être préservé et qui constituent des lieux de découverte de la biodiversité. Ils sont gérés par le Département de Charente-Maritime.

Dans ce cadre, un Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles de Charente-Maritime a été élaboré pour la période 2019-2029. Il définit un programme d'actions visant la préservation et la valorisation des ENS du département.

La carte ci-dessous présente les ENS actifs et candidats recensés sur le territoire de la Haute-Saintonge, sur la commune de Montguyon aucun ENS est identifié par le département de la Charente-Maritime. Néanmoins, au sein de l'espace de vie de Montguyon, deux ENS actifs sont recensés : « Maison de la Forêt » et « Les Ragouillis et communal Saint-Pierre ». De plus, trois ENS candidats sont recensés : « Etang du Maine Jary et Bois Moreau », « Coteaux d'Orignolles », et « Etang Levrault ».

Cartographie du réseau ENS

* Communauté de communes de la Haute-Saintonge



Zones humides

Les zones humides sont, le plus souvent, des interfaces entre les milieux terrestres et aquatiques et s'identifient par leurs fonctions et leurs valeurs. Elles représentent 3 grandes fonctions :

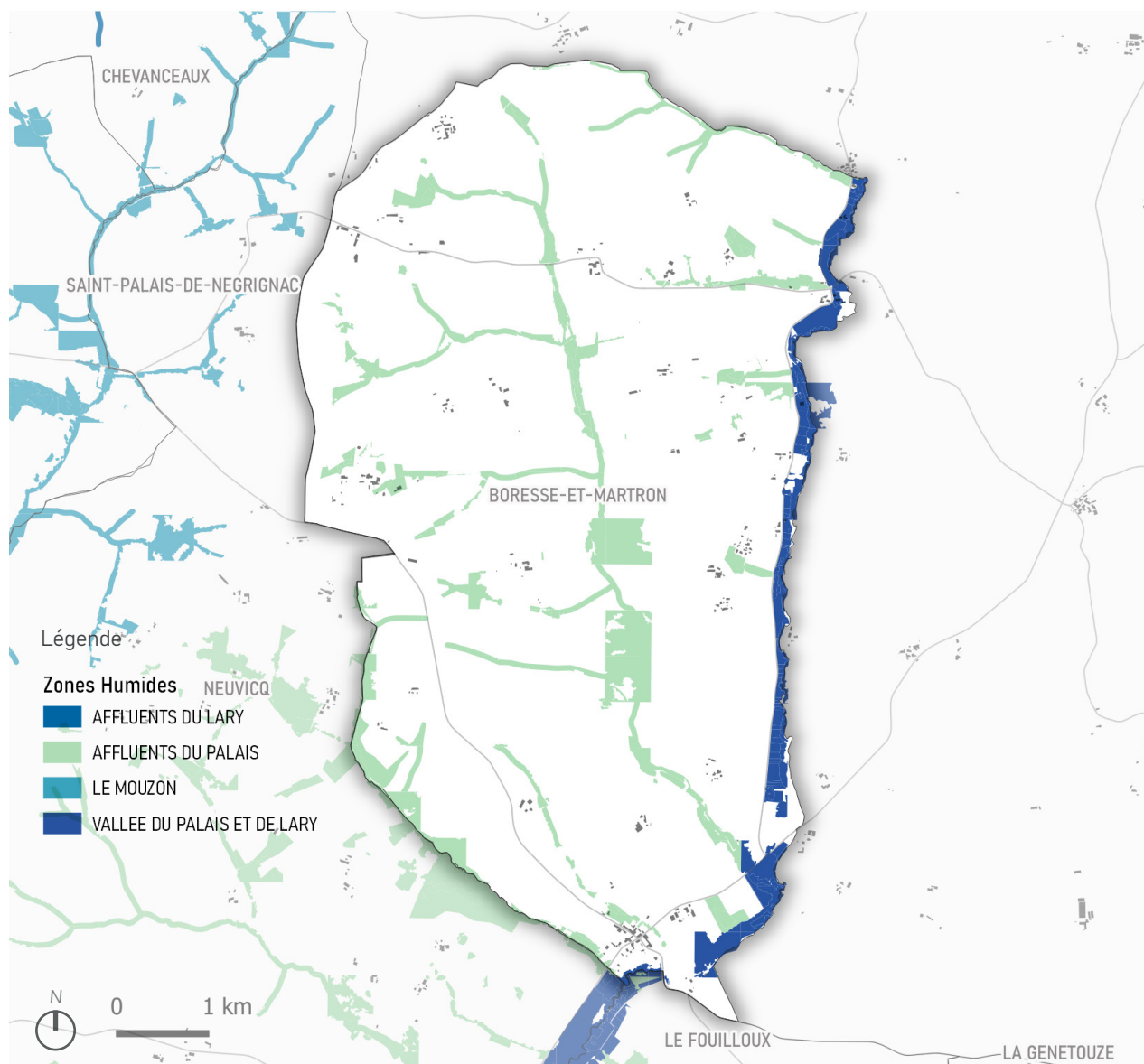
- Hydrologiques par la régulation de la ressource en eau (stockage de l'eau, atténuation des crues, restitution de l'eau en période de sécheresse, échange avec les nappes souterraines) ;
- Biologiques par la constitution de réservoirs de biodiversité (faune et flore particulières) et de production de biomasse ;
- Physiques et biochimiques par la dépollution des eaux (filtre naturel, transformation des matières organiques et chimiques).

Ainsi, le rôle et la présence des zones humides est très important. La carte suivante présente la prélocalisation des zones humides recensées par le SDAGE Adour-Garonne.

Les zones humides de Bourses-et-Martron correspondent fortement au passage du Palais et de ses affluents. Quelques petits étangs parsèment le territoire.

Prélocalisation des zones humides

+ commune de Bourses-et-Martron



Trame Verte et Bleue

La trame verte et bleue est un outil d'aménagement du territoire qui a pour objectif de faciliter la prise en compte et la préservation des milieux naturels et de la biodiversité, dans le cadre des projets d'aménagement du territoire.

La définition de la trame verte et bleue d'un territoire s'appuie à la fois sur l'identification des réservoirs de biodiversité, qui correspondent aux habitats naturels favorables à un groupe d'espèces donné, et des corridors écologiques assurant la connexion entre ces réservoirs.

Dans le cadre de l'élaboration du SCoT de la Haute-Saintonge, la Trame Verte et Bleue du territoire a été réalisée. Celle-ci est composée :

- De réservoirs de biodiversité majeurs, correspondant aux espaces naturels remarquables ;
- Des réservoirs de biodiversité des différentes sous-trames (milieux ouverts, milieux boisés et milieux humides et aquatiques), appelés « espaces de gestion durable » ;
- Des corridors écologiques.

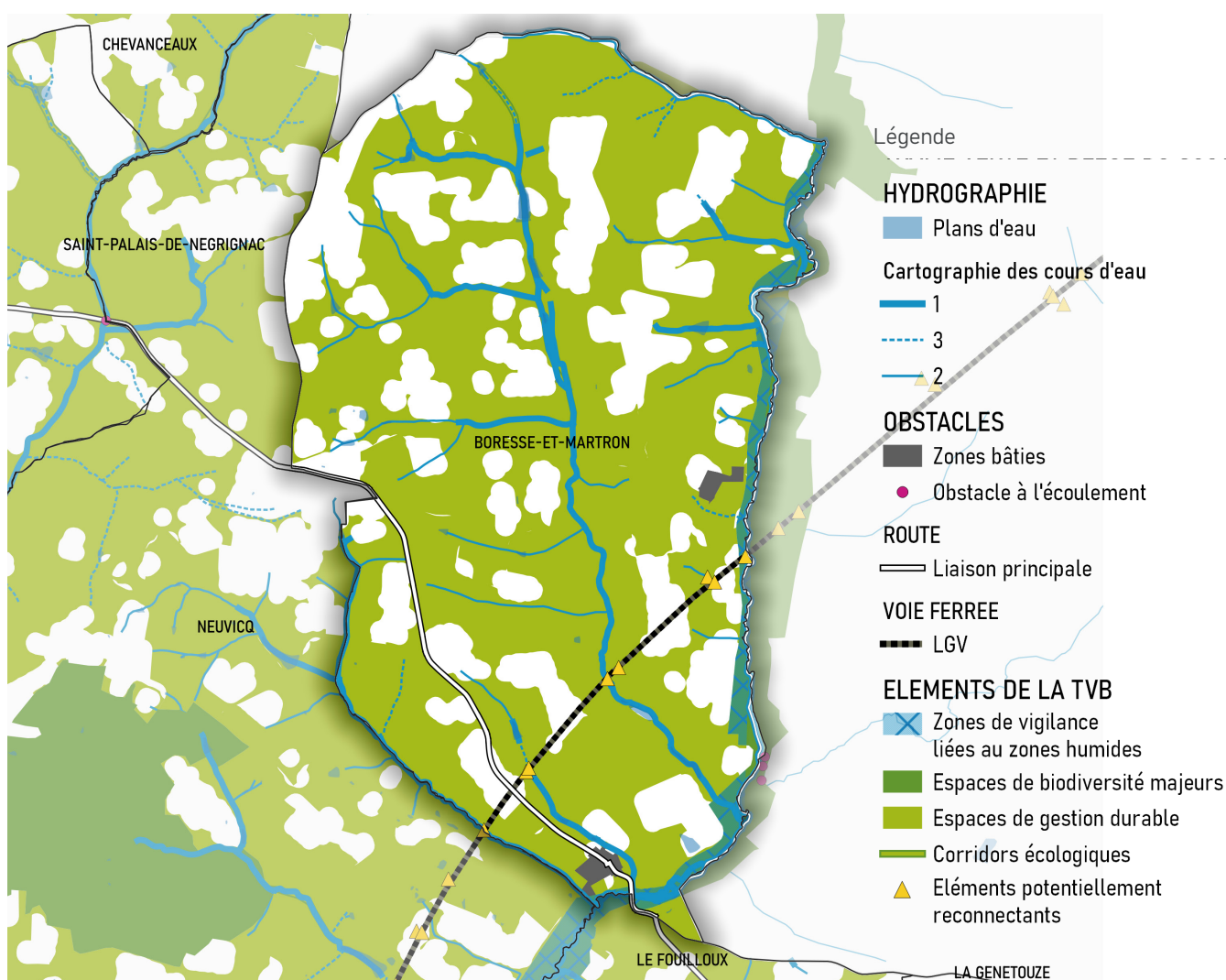
Sur le territoire de Montguyon, les zones de vigilances liées aux zones humides couvrent la ZNIEFF de la « Vallée du Palais et du Lary », l'ensemble de la commune est concernée par des espaces de gestion durables sans que cela ne soit des réservoirs de biodiversité. Les principaux obstacles pour la biodiversité sont liés aux espaces urbanisés du centre-bourg et des villages la route départementale. La voie ferrée est identifiée comme un support pouvant de reconnexion pour la biodiversité.

Aucun obstacle à l'écoulement n'a été identifié sur la commune.

Aucun espace de biodiversité majeur a été identifié sur la commune.

Trame verte et bleue

+ commune de Boreesse-et-Martron



Qualité de l'air

ATMO Nouvelle-Aquitaine est l'organisme agréé de surveillance de la qualité de l'air en région Nouvelle-Aquitaine. Il réalise notamment des inventaires d'émissions de polluants atmosphériques sur son territoire.

Le tableau suivant présente les émissions en principaux polluants atmosphériques en 2018 sur le territoire de la Communauté de communes de la Haute-Saintonge, et en Charente-Maritime. Les émissions de polluants sur le territoire de la Communauté de communes (en kg/hab/an) sont globalement supérieures aux émissions moyennes départementales. Cette différence est notamment liée à la présence sur le territoire de la Haute-Saintonge de l'autoroute A10 et de la nationale N10. L'exploitation de nombreuses carrières sur le territoire peut également être une explication. Ces secteurs sont particulièrement émetteurs en polluants atmosphériques.

Emissions de polluants en 2018 sur la Communauté de communes de la Haute Saintonge et en Charente-Maritime

Emissions en 2018		
Polluants atmosphériques	Communauté de communes de la Haute-Saintonge (en kg/hab/an)	Charente-Maritime (en kg/hab/an)
NOx (oxyde d'azote)	28.8	13.7
PM10 (particules fines de diamètre < 10 µm)	9,9	5,5
PM2,5 (particules fines de diamètre < 2,5 µm)	4,8	3
SO2 (dioxyde de soufre)	4	0,8
COVNM (composés organiques volatils non métalliques)	44.5	15.9

Source : ATMO Nouvelle-Aquitaine

Le diagnostic du PCAET (Plan Climat Air Energie Territorial) de la Haute-Saintonge présente la répartition des émissions de polluants atmosphériques par secteur, en 2012. Il montre que :

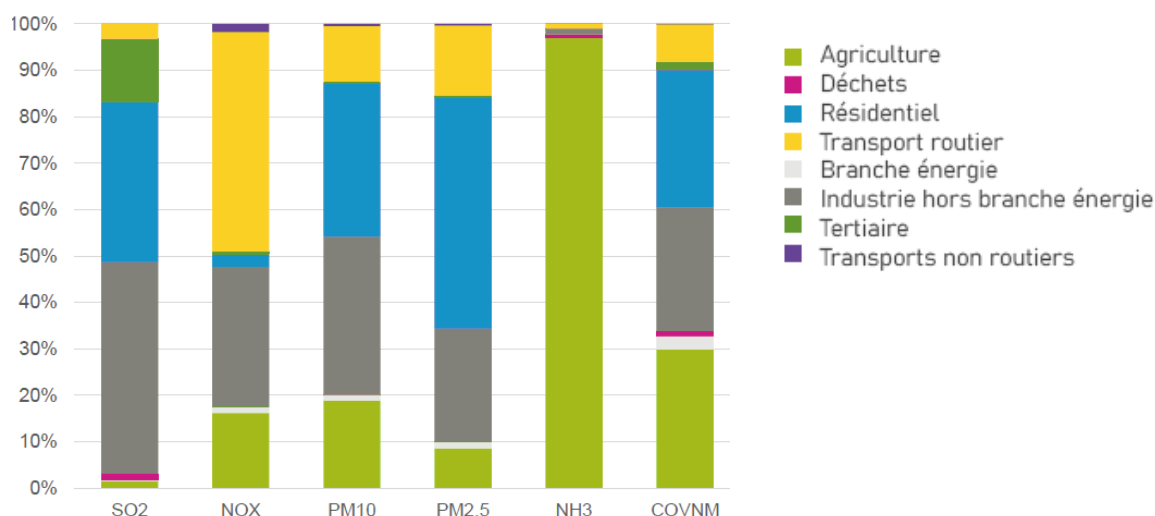
- Le secteur industriel contribue significativement aux émissions de SO2 (fioul), NOx, COVNM et particules PM10 et PM2,5 (industrie extractive et de transformation des matériaux) ;
- Le secteur résidentiel contribue significativement aux émissions de PM10, PM2,5, SO2 (chauffage au bois et au fioul) et COVNM (peintures, solvants...) ;
- Le transport routier contribue significativement aux émissions de NOx, ainsi qu'en particules fines dans une moindre mesure, en lien avec la combustion de carburant et la traversée de la Communauté de communes par l'autoroute A10 et la route nationale N10 ;
- Le secteur de l'agriculture contribue significativement aux émissions de NH3, de particules et de NOx, en lien avec les pratiques agricoles (élevage, brûlage des déchets vers en particulier dans la viticulture, circulation des engins, chauffage...).

En particulier, sur le territoire de l'espace de vie de Montguyon, ATMO Nouvelle-Aquitaine recense, en 2018 :

- Des taux importants de NOx sur les communes de Bedenac, Clérac et Montlieu-la-Garde ;
- Des taux importants de PM10 sur la commune de Clérac ;
- Des taux importants de PM2,5 sur la commune de Clérac ;
- Des taux importants de SO2 sur les communes de Clérac et Montlieu-la-Garde
- Des taux importants de COVNM sur les communes de Chevanceaux, Clérac, Montguyon, Orignolles et Saint-Palais-de-Négrignac.

La commune de Clérac présente un enjeu pour la qualité de l'air. En effet, tous les polluants atmosphériques mesurés présentent des taux élevés sur cette commune.

Répartition des émissions de polluants atmosphériques par secteur en kg sur le territoire de la Haute-Saintonge



SRADDET Nouvelle-Aquitaine

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de Nouvelle-Aquitaine, approuvé le 27 mars 2020, se substitue à l'ancien Schéma Régional Air Énergie (SRCAE) Poitou-Charentes. Il fixe des objectifs relatifs au climat, à l'air et à l'énergie portant sur :

- L'atténuation du changement climatique, c'est-à-dire la limitation des émissions de gaz à effet de serre
- L'adaptation au changement climatique
- La lutte contre la pollution atmosphérique
- La maîtrise de la consommation d'énergie.

PCAET de la Haute-Saintonge

Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) a été approuvé par délibération du Conseil communautaire de la Haute-Saintonge le 31 mars 2021. Le PCAET est un projet territorial de développement durable prenant en compte l'ensemble de la problématique climat-air-énergie autour des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'adaptation au changement climatique, de sobriété énergétique, de qualité de l'air et de développement des énergies renouvelables.

Le PCAET de la Haute-Saintonge présente ainsi 5 axes stratégiques, déclinés en plusieurs actions :

- Vers un territoire exemplaire qui pilote le PCAET ;
- Vers un territoire sobre et qui développe ses énergies renouvelables ;
- Vers un territoire qui développe un nouveau mode de mobilité ;
- Vers un territoire qui s'adapte au changement climatique ;
- Vers un territoire préservé où il fait bon vivre.

En particulier, le PCAET présente deux actions en faveur de la préservation de la qualité de l'air :

- Améliorer la qualité de l'air dans les écoles (transposable à d'autres lieux comme logements, bureaux...);
- Réaliser un état des lieux de la qualité de l'air sur le territoire.

Les autres actions du PCAET concourant à la préservation de la qualité de l'air sont transversales à d'autres thématiques (développement des mobilités douces, végétalisation des espaces publics, réduction des déchets à la source, etc...).

Ces actions visent à atteindre les objectifs de réduction des émissions de polluants atmosphériques à horizon 2030, présentés ci-dessous.

Objectifs de réduction des émissions de polluants atmosphériques à horizon 2030 sur la Communauté de communes de la Haute-Saintonge

Source : PCAET de la Haute-Saintonge

Polluants atmosphériques	Scénario minimum réglementaire (PREPA 2030)	Leviers d'action principaux
NOx (oxyde d'azote)	Transport : -55% Industrie : -44% Agriculture : -38%	Transport routier, combustion en industrie, engins et transport en agriculture
SO2 (dioxyde de soufre)	Industrie : -44% Résidentiel : -55% Tertiaire : -39% Atteinte des objectifs 2020-2024	Remplacement des chaufferies fioul (résidentiel et tertiaire) et processus industriels (bitumes, combustions,...)
COVNM (composés organiques volatils non métalliques)	Résidentiel : -16% Industrie : -17% Atteinte des objectifs 2020-2024	Remplacement des foyers bois anciens
NH3 (ammoniac)	Agriculture : -13%	Changement de pratiques (engrais, épandages,...), couverture de fosses,...
PM2,5 (particules fines de diamètre < 2,5 µm)	Résidentiel : -38% Industrie : -28% Atteinte des objectifs 2020-2024	Remplacement des foyers bois anciens
PM10 (particules fines de diamètre < 10 µm)	Baisse tendancielle Résidentiel : -16% Industrie : -17% Transport : -13%	Limiter les sources de combustion, réduire le transport et les émissions de poussières en industrie (extraction)

Objectifs de réduction calculés pour l'objectif 2030 à partir de l'année 2016 (dernière année interpolée). Les secteurs non notés dans ce tableau ont des baisses moins significatives en terme de tonnages.

Source : PCAET de la Haute-Saintonge

Qualité de l'air et changement climatique

Il existe des influences réciproques entre la pollution atmosphérique et le changement climatique :

- Les sources d'émissions de polluants atmosphériques et des GES sont généralement identiques ;
- Le changement climatique peut avoir un impact sur les niveaux de polluants atmosphériques (ozone ou particules) et inversement les niveaux de polluants peuvent jouer un rôle sur le bilan radiatif de l'atmosphère (i.e. forçage radiatif des particules) ;
- Enfin les solutions de remédiation pour chacune des problématiques peuvent avoir des effets synergiques ou antagonistes et il faut garder comme objectif de mettre en place des politiques combinées prenant en compte ces deux problématiques : la qualité de l'air sur le court et le moyen terme et le changement climatique sur le moyen et le long terme.

Sites et sols pollués

Sur la commune, six anciens sites ou sol pollués (ou potentiellement pollué), appelant une action des pouvoirs publics sont recensés d'après la base de données nationale BASIAS.

Par ailleurs, 39 sites industriels ou de service (en activité ou non), susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement, sont recensés sur le territoire intercommunal d'après la base de données nationale BASIAS. On recense notamment des installations agricoles, des garages automobiles, ou encore des stations-services.

En cas de réaménagement de ces sites, l'usage retenu devra être compatible avec l'état du milieu. Dans le cas contraire, des études devront être menées afin de définir les mesures à mettre en oeuvre pour rendre compatible l'usage envisagé avec l'état du milieu.

Sur la commune de Boresse-et-Martron aucun sites BASOL ou BASIAS ne sont recensés.


Sites BASOL et BASIAS

+ commune de Boresse-et-Martron



Légende

Installations classées (ICPE)

	Usine Seveso		Elevage de bovin		Carrière
	Usine non Seveso		Elevage de volaille		Sites BASOL
	Eolienne		Elevage de porc		Sites BASIAS

Nuisances sonores

Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres constitue un dispositif réglementaire préventif applicable sur la construction des bâtiments à proximité des voies routières et ferroviaires. Il ne s'agit ni d'une servitude, ni d'un règlement d'urbanisme, mais d'une règle de construction fixant les performances acoustiques minimales que les futurs bâtiments situés dans les zones exposées au bruit devront respecter. Le classement sonore constitue une information des collectivités, des particuliers et des professionnels de la construction.

Sont classées, toutes les routes dont le trafic moyen journalier annuel (TMJA) est supérieur à 5 000 véhicules par jour quel que soit leur statut (national, départemental ou communal). Les tronçons d'infrastructures, homogènes du point de vue de leurs émissions sonores, sont classés en cinq catégories en fonction des niveaux sonores calculés ou mesurés à leurs abords. Des secteurs, dits « affectés par le bruit », sont ainsi déterminés de part et d'autre des infrastructures classées : la largeur à partir du bord de l'infrastructure varie de 10 à 300 mètres selon la catégorie sonore (300 mètres pour la catégorie 1, 250 mètres pour la catégorie 2, 100 mètres pour la catégorie 3, 30 mètres pour la catégorie 4 et 10 mètres pour la catégorie 5).

Selon l'arrêté n°99-2695 portant classement à l'égard du bruit des infrastructures routières interurbaines en Charente-Maritime aucune commune du territoire étudié n'est concernée par cet arrêté.

Par ailleurs, la Ligne à Grande Vitesse (LGV) Bordeaux-Paris traverse le territoire de Montguyon. Des nuisances sonores associées au passage des trains sont identifiées sur les communes concernées. Cependant, notons que la LGV ne fait pas l'objet d'un classement sonore des infrastructures de transport terrestre par le département de la Charente-Maritime.

Gestion des déchets

Collecte, valorisation et traitement des déchets

La Communauté de communes de la Haute-Saintonge exerce la compétence d'organisation de la collecte, de valorisation et de traitement des déchets sur son territoire.

Ainsi, le territoire de la Communauté de communes est équipé de :

- Un centre de transfert, pour la gestion des ordures ménagères résiduelles et sélectives, à Guitinières ;
- Une Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND), sur la commune de Clérac ;
- Sept déchetteries réparties sur le territoire. Les habitants ont également accès à 2 déchetteries situées à l'est, pour lesquelles la Communauté de communes a passé une convention avec le syndicat de collecte et traitement des déchets de la Charente (CALITOM) ;
- Trois installations de valorisation des déchets (déchets verts à Cercoux, ferraille à Pons, et bois à Montlieu-la-Garde).

Sur le territoire, la collecte des déchets est effectuée en bacs de proximité sur toutes les communes (1 bac pour 4 ou 5 foyers), mis-à-part dans le centre-ville de Montguyon, Chevanceaux et Montlieu-la-Garde où elle est effectuée en porte-à-porte. Toutes les communes bénéficient de la collecte sélective depuis 2013 au moyen de bacs, de sacs spécifiques, et de conteneurs pour le verre. La collecte des déchets est réalisée en régie via le Syndicat intercommunal de Cylindrage et de Nettoyement (SICN). A noter que le territoire est passé aux extensions des consignes de tri pour les emballages plastiques en janvier 2020.

Production de déchets

D'après le rapport annuel sur la gestion des déchets sur la Communauté de communes de la Haute-Saintonge, la production de déchets ménagers et assimilés sur le territoire intercommunal est de 511 kg/hab/an en 2020. Elle est plus faible que la moyenne régionale (653 kg/hab/an selon l'AREC) et nationale (568 kg/hab/an selon l'ADEME).

Parmi les déchets collectés sur le territoire haut-saintongeais, les ordures ménagères résiduelles représentent 39,6%, la collecte sélective 13,5% et le verre 7,6%.

Notons qu'entre 2010 et 2020, la quantité des déchets ménagers et assimilés a augmenté de 8%. Cette forte augmentation est en partie due au fait que le territoire de la CDCHS s'est agrandi en 2014 grâce à la fusion avec la Communauté de communes de la Région de Pons. A territoire égal cependant, soit entre 2014 et 2020, la quantité de déchets ménagers et assimilés n'a pas augmenté. De plus, les ordures ménagères résiduelles ont diminué de 9% sur cette période, et la collecte sélective a augmenté de 34%. Les tonnages de verres sont quant à eux restés constants.

Depuis 2011, la Communauté des Communes de la Haute-Saintonge a mis en place des actions de prévention des déchets afin de réduire non seulement les ordures ménagères mais également la collecte sélective et les déchets apportés en déchetterie. Plusieurs actions phares ont été mises en place et sont toujours en cours :

- Promotion du compostage individuel et domestique : l'objectif est de détourner les biodéchets des ordures ménagères pour en faire un compost qui peut être utilisé pour les plantations du jardin. Fin 2019, plus de 8 970 foyers compostent leurs déchets, soit 29% des foyers de Haute-Saintonge ;
- Promotion de l'autocollant STOP-PUB : distribué aux foyers volontaires depuis 2011, celui-ci a été envoyé dans tous les foyers en 2019 à l'occasion de la communication sur l'extension des consignes de tri. Il vise à réduire les tonnages de collecte sélective en supprimant la publicité.
- Création d'un espace recyclerie sur les déchetteries : en partenariat avec plusieurs associations (Emmaüs, la Glanerie du Moulin, le Moulin Solidaire), des espaces de récupération pour tout type de biens ont été créés sur chacune des déchetteries. Lorsque les espaces dédiés sont pleins, les associations viennent récupérer les objets pour les revendre à prix modique sur leurs sites. Cette action a pour but de réduire les tonnages de tout-venant ainsi détournés en réemploi ;
- Mise en place de la collecte des textiles : plus de 70 bornes ont été installées sur le territoire. Celles-ci ont pour but de donner une deuxième vie aux textiles soit par le réemploi soit par valorisation matière (isolation phonique par exemple) ;

Par ailleurs, le nouveau Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) 2022-2027 de la Communauté de communes a été approuvé le 15 avril 2022. Celui-ci présente 16 actions :

- Action 1 : Rédaction du PLDPMA ;
- Action 2 : Développer le broyage collectif ;
- Action 3 : Promouvoir le retour au sol ;
- Action 4 : Former des ambassadeurs du compostage ;
- Action 5 : Déployer les équipements de compostage ;
- Action 6 : Gestion des biodéchets des gros producteurs ;
- Action 7 : Lutte contre le gaspillage alimentaire hors domicile ;
- Action 8 : Lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- Action 9 : Communication ;
- Action 10 : Sensibilisation des habitants ;
- Action 11 : Développer une filière de réparation ;
- Action 12 : Développer les recycleries du territoire ;
- Action 13 : Développer la filière textiles ;
- Action 14 : Eco-exemplarité des associations ;
- Action 15 : Eco-exemplarité des entreprises ;
- Action 16 : Eco-exemplarité des communes.

Climat actuel et futur

Le climat du département de Charente-Maritime est un climat océanique tempéré de type aquitain, marqué par un ensoleillement moyen assez important. Les hivers sont doux et pluvieux, mais en été, le climat peut être assez sec, si bien que des épisodes de sécheresse ponctuent certains étés.

Depuis plusieurs décennies, le changement climatique est en marche, et va encore s'accroître au cours du XXI^e siècle. Dans le but de mieux appréhender le changement climatique et ses effets, Météo-France a réalisé une analyse du climat sur la période 1959-2009, et a dégagé les grandes tendances d'évolution du climat attendues.

Ainsi, d'après Météo-France, sur l'ancienne région Poitou-Charentes, l'évolution constatée du climat sur la période 1959-2009 est la suivante :

- Hausse des températures moyennes en Poitou-Charentes de 0,3°C par décennie sur la période 1959-2009 ;
- Accentuation du réchauffement depuis les années 1980 ;
- Réchauffement plus marqué au printemps et en été ;
- Peu ou pas d'évolution des précipitations ;
- Des sécheresses en progression.

Sur l'ancienne région Poitou-Charentes, les tendances de l'évolution du climat au cours du XXI^e siècle sont quant à elles les suivantes :

- Poursuite du réchauffement au cours du XXI^e siècle en Poitou-Charentes, quel que soit le scénario ;
- Selon le scénario sans politique climatique, le réchauffement pourrait atteindre 4°C à l'horizon 2071-2100 par rapport à la période 1976-2005 ;
- Peu d'évolution des précipitations annuelles au XXI^e siècle ;
- Poursuite de la diminution du nombre de jours de gel et de l'augmentation du nombre de journées chaudes, quel que soit le scénario ;
- Assèchement des sols de plus en plus marqué au cours du XXI^e siècle en toute saison.

Ainsi, ces modifications du climat pourront avoir des conséquences à la fois sur :

- Les populations : une dégradation du confort thermique et de la santé des habitants avec l'augmentation de maladies cardiovasculaires et respiratoires, mais aussi avec une hausse des décès (coups de chaud, déshydratations...) les conduirait à délaisser les centres urbains ;
- Les milieux naturels et les espèces : une augmentation de température pourrait conduire des populations d'espèces à migrer plus au nord et en altitude et de fait, modifier les conditions de compétition inter-spécifique au regard des changements d'aires de distribution. Quant aux périodes de sécheresse, elles pourraient entraîner l'extinction de certaines espèces moins résistantes ;
- La ressource en eau : les périodes de sécheresse ainsi que le recul des glaciers entraîneront une réduction des réserves en eau disponibles. Ce point nécessite cependant des études spécifiques approfondies ;
- L'agriculture : la sécheresse entraîne des dégâts importants sur les productions, mais également sur la mortalité de la faune associée. Le climat froid en serait déficitaire, ce qui pourrait également causer des dégâts sur certaines productions et avancer la floraison des arbres fruitiers qui pourraient alors se retrouver menacés de gel tardif. Enfin, l'apparition de nouveaux parasites et la prolifération de maladies, insectes et parasites est également une menace pour les cultures ;
- Les risques naturels : ces derniers verront leur occurrence ainsi que leur gravité augmenter et leur périodicité s'accroître, et donc toucheront plus ou moins fortement les territoires selon leurs capacités d'adaptation.

L'ensemble de ces conséquences impacteront donc à la fois directement ou indirectement les populations, les transports, l'économie et l'environnement.

Les solutions d'adaptation au changement climatique à étudier passent par l'implication de l'ensemble des acteurs territoriaux, mais aussi par celle des populations (développement de la culture du risque, transition énergétique...).

Objectifs nationaux, régionaux et locaux

Loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte

Suite à la loi Grenelle II de juillet 2010, la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, adoptée le 18 août 2015, fixe les grands objectifs du nouveau modèle énergétique français. Cette loi vise à préparer la transition énergétique française, c'est-à-dire l'après-pétrole. Le nouveau modèle énergétique français devra être plus robuste et plus durable face aux enjeux d'approvisionnement en énergie, à l'évolution des prix, à l'épuisement des ressources et aux impératifs de protection de l'environnement.

Concrètement, cette loi fixe les objectifs suivants :

- Réduire de 40% les émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990 ;
- Diminuer de 30% la consommation d'énergies fossiles en 2030 par rapport à 2012 ;
- Porter la part des énergies renouvelables à 32% de la consommation énergétique finale d'énergie en 2030 et à 40% de la production d'électricité ;
- Réduire la consommation énergétique finale de 50% en 2050 par rapport à 2012 ;
- Diminuer de 50% le volume de déchets mis en décharge à l'horizon 2050 ;
- Diversifier la production d'électricité et baisser à 50% la part du nucléaire à l'horizon 2025.

SRADDET Nouvelle-Aquitaine

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de Nouvelle-Aquitaine, approuvé le 27 mars 2020, se substitue à l'ancien Schéma Régional Air Énergie (SRCAE) Poitou-Charentes. Il fixe des objectifs relatifs au climat, à l'air et à l'énergie portant sur :

- L'atténuation du changement climatique, c'est-à-dire la limitation des émissions de gaz à effet de serre ;
- L'adaptation au changement climatique ;
- La lutte contre la pollution atmosphérique ;
- La maîtrise de la consommation d'énergie.

Le SRADDET Nouvelle-Aquitaine présente trois grandes orientations déclinées en objectifs stratégiques.

Ceux-ci sont retranscrits dans les 41 règles générales identifiées dans le SRADDET.

PCAET de la Haute-Saintonge

Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) a été approuvé par délibération du Conseil communautaire de la Haute-Saintonge le 31 mars 2021. Le PCAET est un projet territorial de développement durable prenant en compte l'ensemble de la problématique climat-air-énergie autour des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'adaptation au changement climatique, de sobriété énergétique, de qualité de l'air et de développement des énergies renouvelables.

Le PCAET de la Haute-Saintonge présente ainsi 5 axes stratégiques, déclinés en plusieurs actions :

- Vers un territoire exemplaire qui pilote le PCAET ;
- Vers un territoire sobre et qui développe ses énergies renouvelables ;
- Vers un territoire qui développe un nouveau mode de mobilité ;
- Vers un territoire qui s'adapte au changement climatique ;
- Vers un territoire préservé où il fait bon vivre.

Contrat Territorial de Relance et de Transition Écologique 2021-2026

L'Etat et la Communauté de communes de la Haute-Saintonge ont signé, en date du 7 juillet 2021, un CTRTE (Contrat Territorial de Relance et de Transition Écologique) pour la période 2021-2026.

Le CTRTE a pour objectif d'accompagner la relance et l'activité par la réalisation de projets concrets contribuant à la transformation écologique, sociale, culturelle et économique du territoire.

Le CTRTE de la Haute-Saintonge fixe trois orientations :

- Orientation 1 : Valoriser la qualité de vie du territoire par une gestion équilibrée des ressources et de l'environnement ;
- Orientation 2 : Renforcer l'attractivité économique pour un territoire entreprenant et innovant ;
- Orientation 3 : Renforcer la cohésion des territoires, l'attractivité résidentielle et touristique, aménager les espaces de vie.

Ces trois orientations sont déclinées en plusieurs objectifs stratégiques.

Territoire à Énergie Positive

La Communauté de communes de la Haute-Saintonge est labellisée Territoire à Énergie Positive (TEPOS) pour la Croissance Verte depuis 2015.

Le plan d'actions « TEPOS », comprend 3 actions principales dans l'objectif d'atteindre 51% d'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie en 2030.

Gaz à effet de serre

L'AREC a réalisé en 2016 l'analyse des émissions de gaz à effet de serre (GES) sur le territoire de la Haute-Saintonge.

Ainsi, les émissions totales annuelles de GES sur le territoire sont de 1 324 kteqCO₂, dont 42% d'origine énergétique. Cela représente environ 19 teqCO₂/hab/an, soit des émissions deux fois supérieures à la moyenne départementale (8 teqCO₂/hab) et régionale (9 teqCO₂/hab). Cette différence est notamment liée à la présence sur le territoire de la Haute-Saintonge de l'autoroute A10 et de la nationale N10. L'activité industrielle est également importante sur le territoire.

Ainsi, le secteur le plus émetteur de GES sur le territoire de la Haute-Saintonge est le secteur de l'industrie (51%), suivi par le secteur du transport (29%), et de l'agriculture (12%). Cela traduit l'activité économique et le caractère rural du territoire (forte dépendance à la voiture individuelle).

Il est à noter que les émissions de GES issus des secteurs résidentiels et tertiaires sont inférieures aux moyennes départementales et régionales.

Emissions totales de gaz à effet de serre par habitant, par secteur 2018

Commune	Routier	Agriculture	transports	Déchets	Energie	Industrie hors énergie	Résidentiel	Tertiaire
Chatenet	2.8	2.66	0	0.03	0	0	0.49	0.26
Montlieu-la-Garde	8.87	0.71	0	0.03	0.07	0.26	0.45	0.32
Orignolles	2.42	2.29	0	0.02	0.01	0.04	0.44	0.27

Source : Citepa 2018

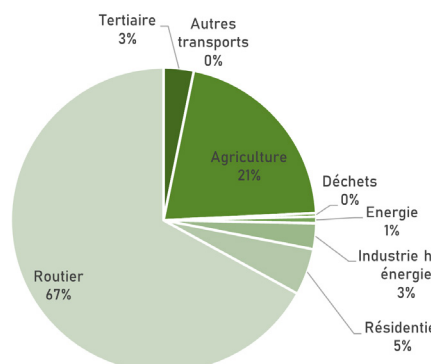
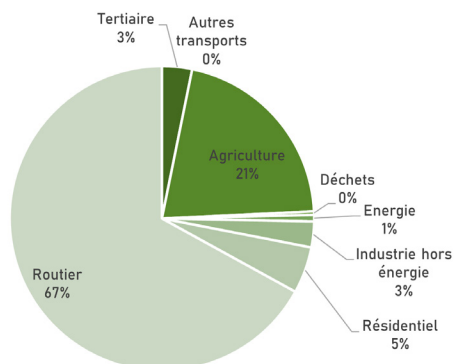
Une empreinte carbone plus faible que la moyenne intercommunale

Avec une émission totale de gaz à effet de serre de 7,75 tonnes équivalent CO₂ par habitant, la commune de Boresse-et-Martron est en moyenne moins polluante que sur les communes de l'intercommunalité avec un moyenne située à 12,9 tonnes équivalent CO₂ par habitant.

Répartition des émissions de gaz à effet de serre par secteur 2018

+ commune de Boresse-et-Martron

+ Communauté de Communes de Haute Saintonge



Source : Citepa 2018, Inventaire territorialisé des émissions de GES 2018

Un secteur agricole polluant

Le secteur agricole est le secteur qui émet le plus de GES sur la commune. Les terres agricoles représentent la surface la plus importante de la commune ce qui peut expliquer en partie cette répartition des émissions. Avec 25 % d'émissions de gaz à effet de serre, le réseau routier se positionne derrière le secteur agricole au niveau des émissions de gaz à effet de serre. La dépendance au véhicule individuel pour se rendre sur le lieu de travail peut être un élément de réponse.

Secteur de l'industrie

Les émissions de GES du secteur industriel sont de 670 kteqCO₂. Le territoire se caractérise par une forte présence de l'industrie agroalimentaire et industries diverses. En particulier, les industries les plus émettrices sur le territoire de la Haute-Saintonge sont :

- Les cimenteries (88% des émissions) ;
- La production d'autres matériaux de construction (4,7%) ;
- Les industries agro-alimentaires (4,5%) ;
- Les industries diverses (1%).

Secteur du transport

Les émissions de GES du secteur du transport sont de 378 kteqCO₂. L'autoroute A10 et la route nationale N10 sont des gros contributeurs aux émissions de ce secteur. En particulier, l'autoroute représente 47% des émissions de GES du secteur des transports.

Secteur de l'agriculture

Les émissions de GES du secteur de l'agriculture sont de 157 kteqCO₂. Parmi ces émissions :

- 24% sont dues aux consommations énergétiques ;
- 43 sont dues aux sols agricoles ;
- 32% sont dues à la fermentation entérique du bétail ou à la gestion des effluents d'élevage.

Secteur du résidentiel et du tertiaire

Les émissions de GES du secteur du résidentiel sont de 66,9 kteqCO₂. La consommation de fioul et de gaz représente 54% des émissions de GES de ce secteur.

Les émissions du secteur du tertiaire représentent quant à elles 29 kteqCO₂. Les émissions du secteur tertiaire sont pour leur majorité associées aux besoins de chauffage (62%).

Secteur des déchets

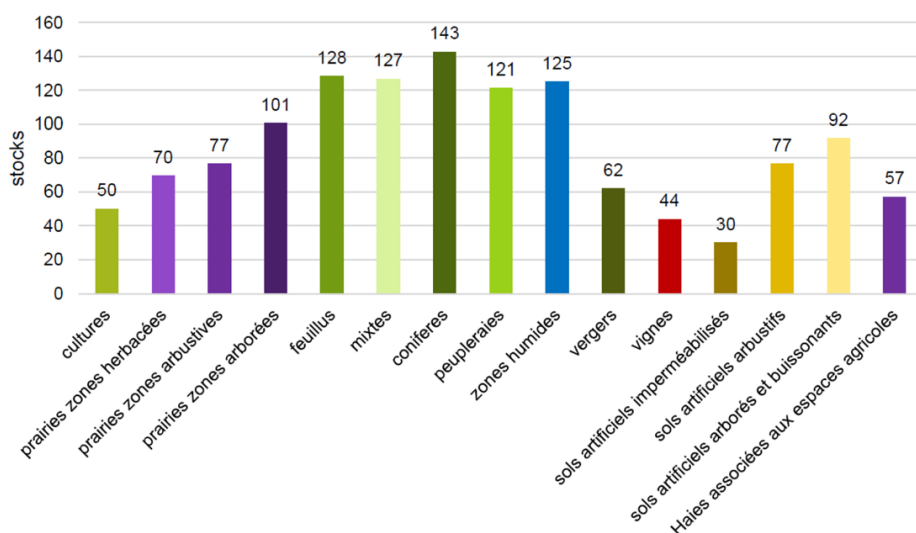
Les émissions de GES du secteur des déchets sont de 22 kteqCO₂. Les émissions en GES de ce secteur proviennent des activités de traitement des eaux usées, de la mise en décharge et du compostage.

Stockage du carbone

Outre leur fonction support essentielle à l'alimentation, à l'habitat et aux écosystèmes, les sols garantissent le stockage du carbone. Cette séquestration correspond à la capacité des réservoirs naturels (forêts, haies, sols...) à absorber le carbone, notamment sous forme de CO₂ par le biais de la photosynthèse des végétaux.

A chaque type d'occupation du sol, correspond un certain stock de carbone par hectare. Ce sont les forêts et les zones humides qui représentent les stocks les plus importants à l'hectare, et au sein des forêts, les conifères. Au contraire, les sols artificiels imperméabilisés, les cultures, ou les vignes représentent de faibles stocks.

Stocks par occupation du sol (tC/ha) sur le territoire de la Haute-Saintonge



Occupé à 37 % par des espaces boisés et des milieux naturels ou semi-naturels, la commune a un rôle à jouer dans le stockage. La préservation de ces espaces est donc un enjeu important pour le territoire.

Source : PCAET Haute-Saintonge

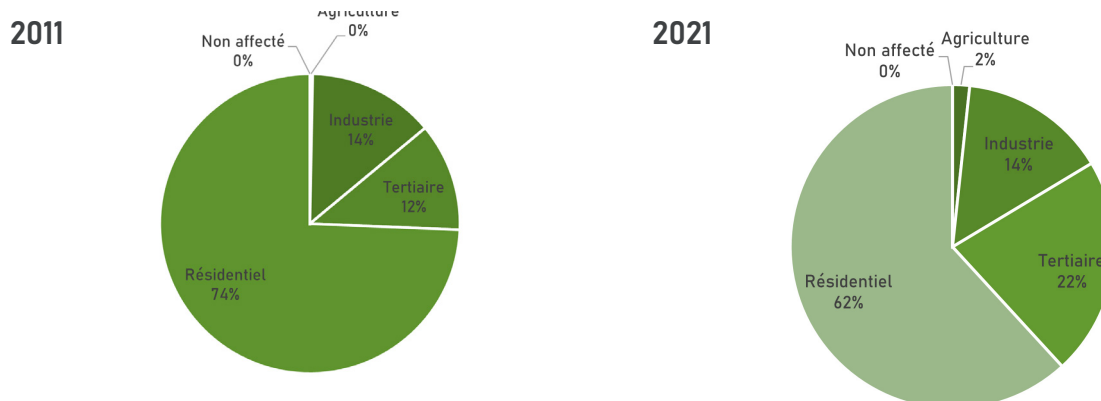
Consommation énergétique

D'après le PCAET de la Haute-Saintonge, la consommation d'énergie finale totale sur le territoire intercommunal est de 3 120 GWh/an, soit 46,4 MWh/hab/an.

Sur le territoire de la Haute-Saintonge, le secteur des transports routier est le plus gros consommateur ; il représente 38% de la consommation totale du territoire. Celui-ci est suivi du secteur industriel (31%) puis du secteur résidentiel (20%).

Consommation d'énergie finale par secteur, comparaison 2011 à 2021

+ commune de Boresse-et-Martron



Un secteur résidentiel de plus en plus énergivore

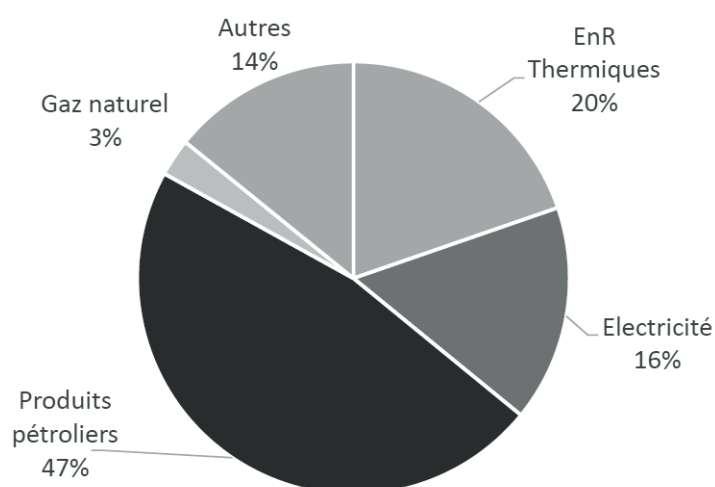
En ce qui concerne la commune de Boresse-et-Martron, il est possible d'observer que le principal secteur consommateur d'énergie entre 2011 et 2021 est resté le même, c'est à dire le secteur résidentiel. Ce secteur a même augmenté sa consommation d'énergie de 5 points au détriment d'une diminution de 13 points du secteur industriel.

Le secteur tertiaire est devenu plus consommateur d'énergie avec une augmentation de 8 points entre 2011 et 2021.

Source : Gestionnaires de réseaux de distribution et transport d'électricité et de gaz

Consommation d'énergie finale par énergie sur le territoire de la Haute-Saintonge

+ Communauté de Communes de Haute Saintonge



Des produits pétroliers consommateurs d'énergie

La première source d'énergie consommée sur le territoire de la Haute-Saintonge provient des produits pétroliers. Cette consommation élevée en énergie fossile s'explique notamment par la part importante dans la consommation du secteur des transports. La deuxième source d'énergie consommée provient des énergies renouvelables thermiques (20%) et la troisième de l'électricité (16%).

Source : PCAET Haute-Saintonge, AREC, 2019

Production d'énergie renouvelable

La production totale d'énergie renouvelable sur le territoire de la Haute-Saintonge est de 758,6 GWh/an soit 11,3 MWh/hab. Cela correspond à plus de deux fois la production d'énergie renouvelable par habitants de la Charente-Maritime.

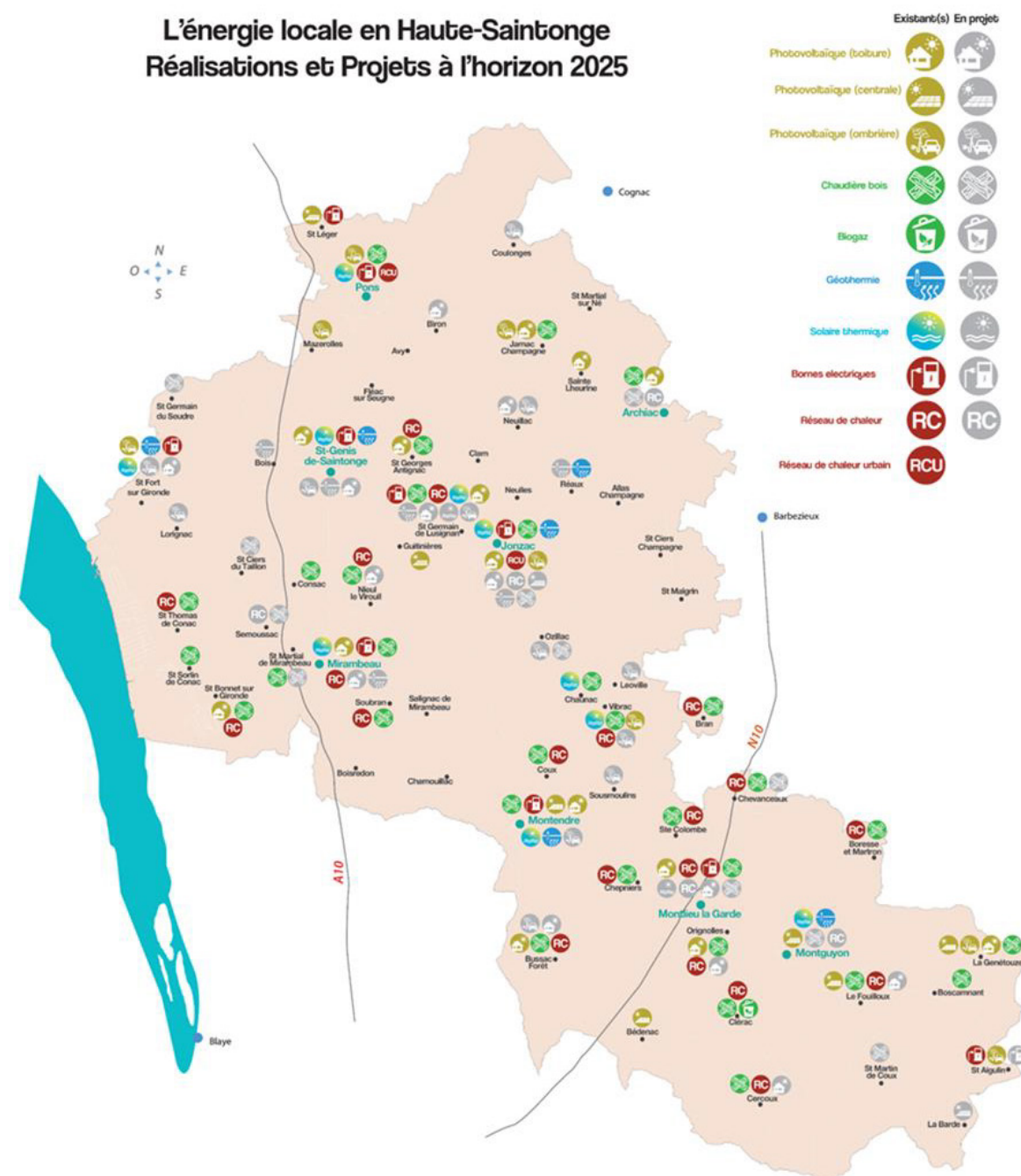
La production d'énergie renouvelable sur le territoire de la Haute-Saintonge est principalement due à l'utilisation du bois bûche par les industries et les particuliers (71%).

A noter qu'aucune grande installation éolienne, de production d'énergie renouvelable hydraulique, d'Unité de Valorisation Énergétique, ni d'unité de production d'agro-carburant n'est présente sur le territoire.

Globalement, la production d'énergie renouvelable couvrirait 24% des besoins énergétiques du territoire en 2016.

La carte suivante présente les installations de production d'énergie renouvelable recensées sur le territoire de la Haute-Saintonge. Actuellement, Bourses-et-Martron accueille deux sites de production d'énergie renouvelable : un réseau de chaleur et une chaudière bois.

Production d'énergie locale sur le territoire de la Haute-Saintonge

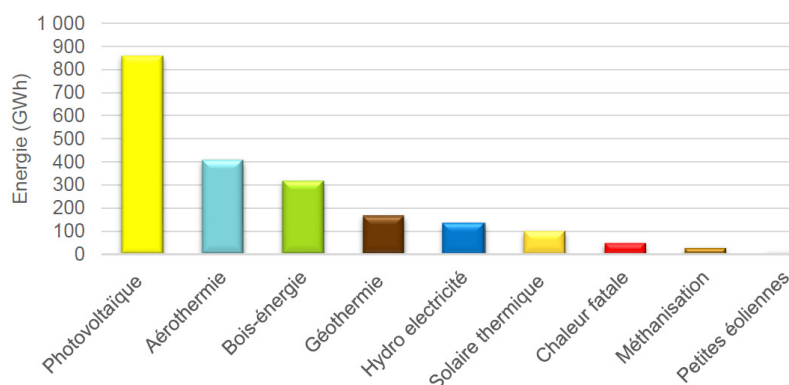


Potentiel de production d'énergie renouvelable

Dans le cadre du PCAET de la Haute-Saintonge, le potentiel de production d'énergie renouvelable à l'échelle du territoire intercommunal a été analysé.

Le potentiel global de production d'énergie renouvelable sur le territoire est de 2 045 GWh/an. Les potentiels de développement par filière sont présentés ci-dessous.

Potentiel de production d'énergie renouvelable par filière sur le territoire de la Haute-Saintonge



Source : PCAET Haute Saintonge

Aérothermie

L'aérothermie permet de chauffer des bâtiments en récupérant l'énergie de l'air. Le potentiel de production de l'aérothermie est de 405 GWh/an.

Bois énergie

Le bois énergie recouvre la valorisation du bois en tant que combustible sous toutes ses formes : bûches, plaquettes forestières ou bocagères, granulés de bois, sciures, écorces... Le potentiel de production de bois-énergie est de 314 GWh/an.

L'exploitation de cette filière doit se faire dans le respect de la préservation de la biodiversité et des milieux remarquables.

Par ailleurs, notons que le chauffage au bois domestique est une source importante d'émission de particules : près d'un tiers des émissions en hiver. Le développement de cette filière devra donc se faire de manière compatible avec les objectifs de réduction d'émissions de polluants atmosphériques, en installant notamment de nouveaux systèmes de chauffage domestique de qualité.

Photovoltaïque

L'énergie solaire photovoltaïque transforme le rayonnement solaire en électricité grâce à des cellules photovoltaïques intégrées à des panneaux qui peuvent être installés sur des bâtiments ou directement posés sur le sol.

Le potentiel de production du photovoltaïque est de 858 GWh/an. Ce potentiel identifié est principalement lié à la filière photovoltaïque en toiture. Des centrales au sols sont également envisagées sur des milieux dégradés (anciennes carrières, bords d'autoroute, ...). Les centrales photovoltaïques sur des terres agricoles ne sont pas envisagées. Notons cependant que l'agrivoltaïsme pourrait être développé sur le territoire (mise en place d'une installation photovoltaïque permettant le maintien d'une production agricole sous les panneaux).

Hydroélectricité

L'hydroélectricité récupère la force motrice de l'eau pour la transformer en électricité. Le potentiel de production d'hydroélectricité est de 130 GWh/an sur la CDCHS. Le gisement hydroélectrique identifié est lié au turbinage des eaux usées en sortie de STEP.

Le potentiel de mise en place d'installations hydroélectrique sur d'anciens moulins pourraient également être important. Aucune donnée précise n'est cependant disponible.

Solaire thermique

Le solaire thermique correspond à la conversion du rayonnement solaire en énergie thermique, à plusieurs niveaux de température. Le potentiel de production de solaire thermique est de 96,5 GWh/an. Le potentiel identifié provient principalement des maisons individuelles sous forme de chauffe-eau solaire et des systèmes solaires combinés.

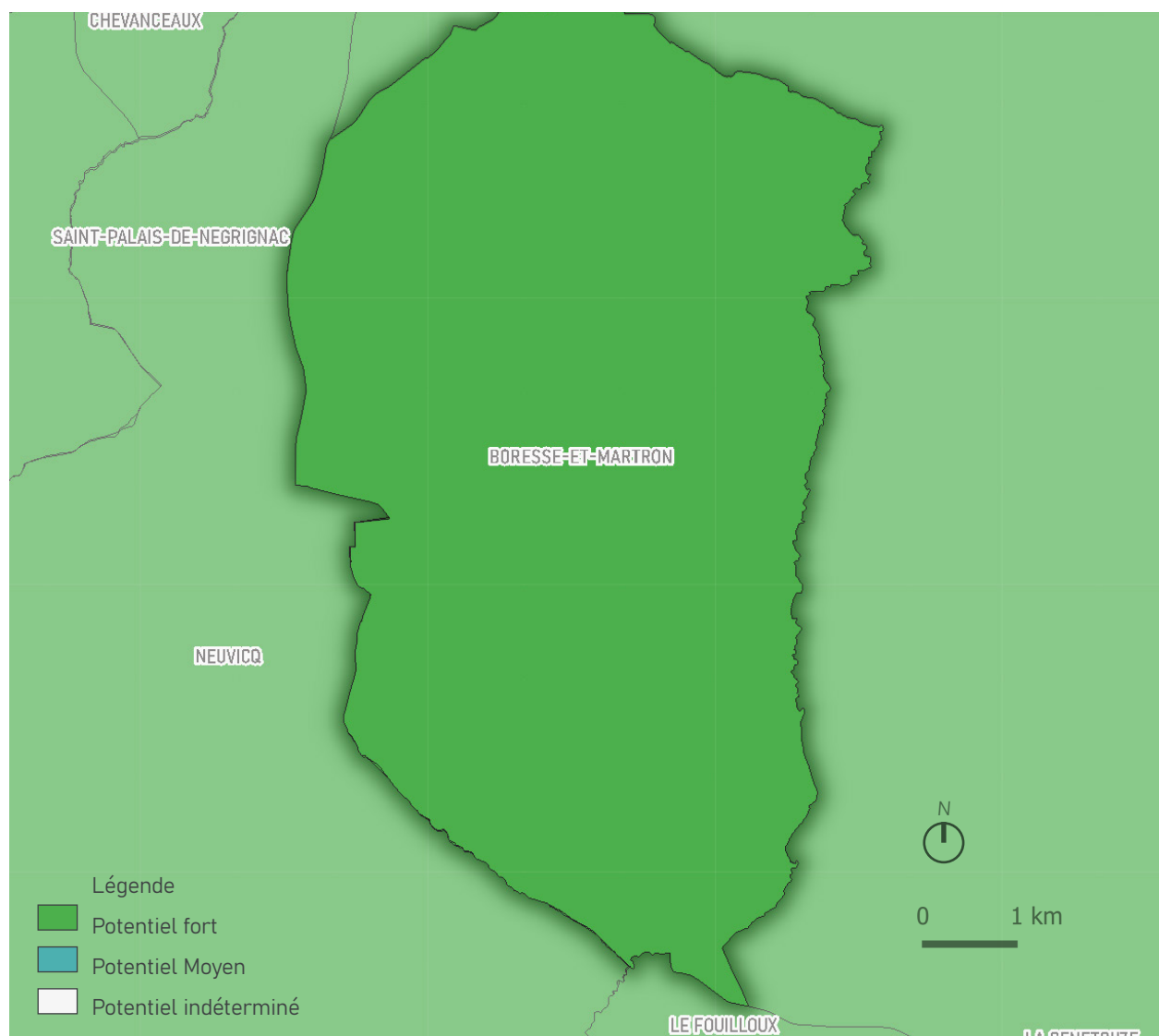
Géothermie

La géothermie se définit comme l'exploitation de la chaleur contenue dans le sous-sol, que ce soit dans les aquifères ou en échangeant avec le sol. Le potentiel géothermique est de 164 GWh/an. Il concerne les installations très basse température équipées de pompes à chaleur soit sur sonde (échangeur fermé) soit sur nappe (échangeur ouvert).

Le BRGM a réalisé la cartographie des potentiels de développement de la géothermie sur système ouvert sur le territoire de l'ancienne région Poitou-Charentes. Sur Boresse-et-Martron, le potentiel de ressources géothermiques est fort sur l'ensemble du territoire.

Potentiel géothermique du meilleur aquifère

+ commune de Boresse-et-Martron



Récupération de chaleur

Le potentiel de récupération de chaleur est de 45 GWh/an. Il concerne la récupération sur l'air extrait ou sur les eaux usées des bâtiments résidentiels et tertiaires pour préchauffer l'eau chaude sanitaire, mais également la chaleur fatale de l'industrie (fours, compresseurs, data-center...). Le potentiel de développement de cette filière provient des maisons individuelles (88%) suivi par l'industrie (10%).

Méthanisation

La méthanisation consiste à valoriser les déchets organiques (effluents d'élevage, déchets végétaux, ...) afin de produire du biogaz constitué majoritairement de méthane. Celui-ci peut être valorisé dans un moteur de cogénération produisant de l'électricité et de la chaleur ou épuré afin d'être injecté dans le réseau de gaz naturel.

Le potentiel de production de méthanisation est de 26 GWh/an. Dans le cadre du développement de cette filière, il faudra veiller à limiter les nuisances (notamment olfactives) pour le voisinage.

Eolien

Les éoliennes utilisent la force du vent pour faire tourner les pâles et transformer l'énergie mécanique en électricité. Le potentiel éolien sur le territoire est estimé à 5,7 GWh/an, soit un potentiel d'installation de 524 petites éoliennes.

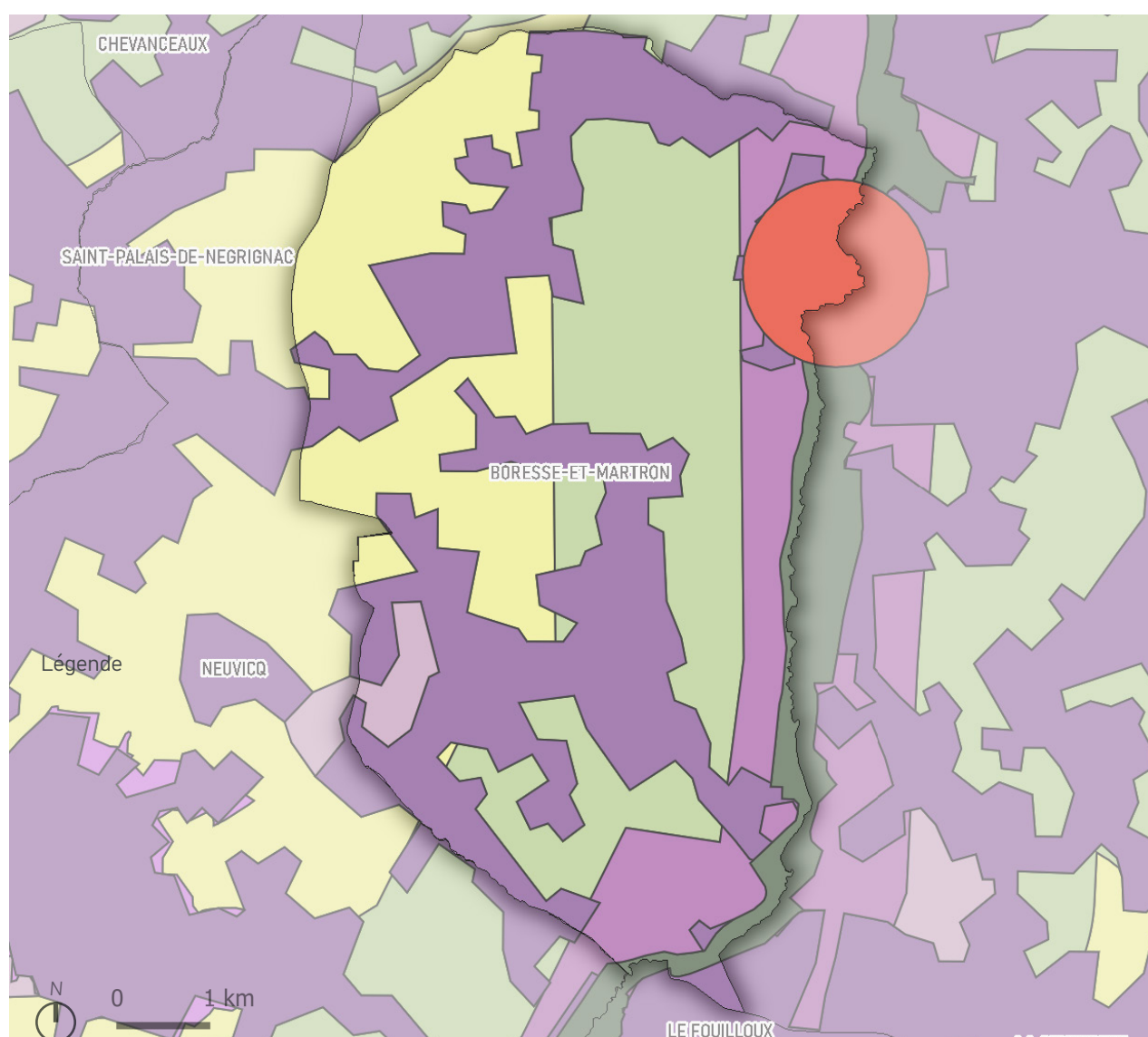
Le Schéma Régional Eolien (SRE) de l'ancienne région Poitou-Charentes, approuvé en 2012, a réalisé la cartographie des zones favorables à l'éolien sur le territoire régional, sur la base des différents zonage réglementaires et les enjeux environnementaux existants. A noter que le SRE a été annulé le 4 avril 2017 par la Cour d'appel administrative de Bordeaux. Les cartographies restent cependant consultables pour information.

Selon la cartographie ci-dessous, les espaces sans enjeux spécifiques sous-entendu pouvant potentiellement accueillir des éoliennes sont présents sur la moitié ouest de la commune. Les contraintes géographiques, les espaces à enjeux écologiques et les contraintes réglementaires liées à l'urbanisation sont les éléments qui limitent les potentiels sites d'accueil.

Zones favorables à l'éolien au droit du territoire d'après le SRE Poitou-Charentes annulé

+ commune de Bourses-et-Martron

Source : Ancien SRE



Légende

- | | |
|---|---|
| Type A - Espaces sans enjeu spécifique | Type E1 - Espaces culturels emblématiques |
| Type B - Espaces avec incompatibilité réglementaire | Type E2 - Massifs forestiers |
| Type C - Espaces terrestres littoraux | Type E3 - Vallées |
| Type D1 - Sites Natura 2000 | Type E4 - ZNIEFF I et II (non oiseaux et chiroptères) |
| Type D2-1 - ZNIEFF I et II (oiseaux et chiroptères) | Type E5 - Bocages |
| Type D2-2 - Zones de connectivité | Type F - Autres espaces présentant des contraintes |

Potentiel de raccordement aux réseaux d'électricité

Le Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Energies Renouvelables (S3REnR) de l'ancienne région Poitou-Charentes a été approuvé par arrêté préfectoral le 5 août 2015. Il détermine les conditions d'accueil de la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables par les réseaux publics d'électricité. A noter que le S3REnR de la région Nouvelle-Aquitaine est en cours d'élaboration.

Le site Caparéseau, réalisé en collaboration avec RTE (Réseau de Transport d'Electricité) et les gestionnaires de réseaux de distribution, affiche les possibilités de raccordement aux réseaux de transport et de distribution des installations de production d'électricité, en lien avec les capacités réservées par le S3REnR.

Sur la commune aucun poste de transformation électrique n'est recensé. Les postes de transformation les plus proches se situent sur les communes de Pons et Jonzac. D'après les données de Caparéseau, ces postes de transformation présentent les caractéristiques suivantes :

Puissance des installations d'énergie renouvelable et capacité d'accueil réservée au titre du S3REnR aux postes source de Jonzac et Pons

Nom du poste	Puissance EnR raccordée	Puissance des projets d'EnR en développement	Capacité d'accueil réservée au titre du S3REnR qui reste à affecter
Jonzac	9,3 MW	1,6 MW	38,8 MW
Pons	18 MW	2,2 MW	2,7 MW

Source : Caparéseau, mars 2022

On note que la capacité d'accueil réservée au titre du S3REnR sur le poste de transformation de Pons est limitée. Cependant, sur le poste de transformation de Jonzac, elle est suffisante pour accueillir des installations d'énergies renouvelables supplémentaires sur le territoire.

Risques d'inondation

L'ensemble du territoire est couvert par le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) 2016-2021 du bassin Adour-Garonne. Le PGRI constitue un document de référence pour la gestion des risques d'inondation. Les 48 dispositions du PGRI sont regroupées autour de 6 objectifs stratégiques :

- Développer des gouvernances, à l'échelle territoriale adaptée, structurées, pérennes, et aptes à porter des stratégies locales et programmes d'actions permettant la mise en oeuvre des objectifs ci-après ;
- Améliorer la préparation et la gestion de crise et raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés ;
- Aménager durablement les territoires par une meilleure prise en compte des risques d'inondations dans le but de réduire leur vulnérabilité
- Gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements ;
- Améliorer la gestion des ouvrages de protection contre les inondations ou les submersions.

A une échelle hydrographique inférieure, les Programmes d'Actions pour la Prévention des Inondations (PAPI) sont mis en place afin d'aider les collectivités dans la définition et la mise en oeuvre d'actions de prévention des inondations. Le territoire est concerné par le PAPI de l'Estuaire de la Gironde (au niveau des communes littorales), le PAPI de la Seudre (dans sa partie centrale), et le PAPI Charente et Estuaire (au nord-est et au sud).

Risque d'inondation par débordement de cours d'eau

La Charente-Maritime est concernée par ce type d'inondation à travers des crues de plaines lentes et saisonnières. Les inondations de plaine se produisent lorsque la rivière sort de son lit mineur et inonde la plaine alentour pendant une période relativement longue. La rivière occupe alors son lit moyen, voire son lit majeur.

En Charente-Maritime, les crues d'hiver sont souvent les plus fortes et les plus longues mais elles sont lentes (quelques centimètres par heure) tandis que les crues de printemps peuvent être plus rapides mais durent généralement moins longtemps et ont des conséquences moins importantes. Sur le territoire de l'espace de vie de Montguyon, le principal cours d'eau concerné par l'aléa inondation est la Seugne, néanmoins les autres cours d'eau du territoire sont aussi concernés. Ainsi, la majeure partie des communes du territoire sont soumises au risque inondation par débordement de cours d'eau selon le Dossier Départemental des Risques Majeurs.

Notons cependant qu'aucun Atlas des Zones Inondables (AZI) n'est recensée sur le territoire. De plus, le territoire n'est couvert par aucun Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI).

Risque d'inondation par remontée de nappe

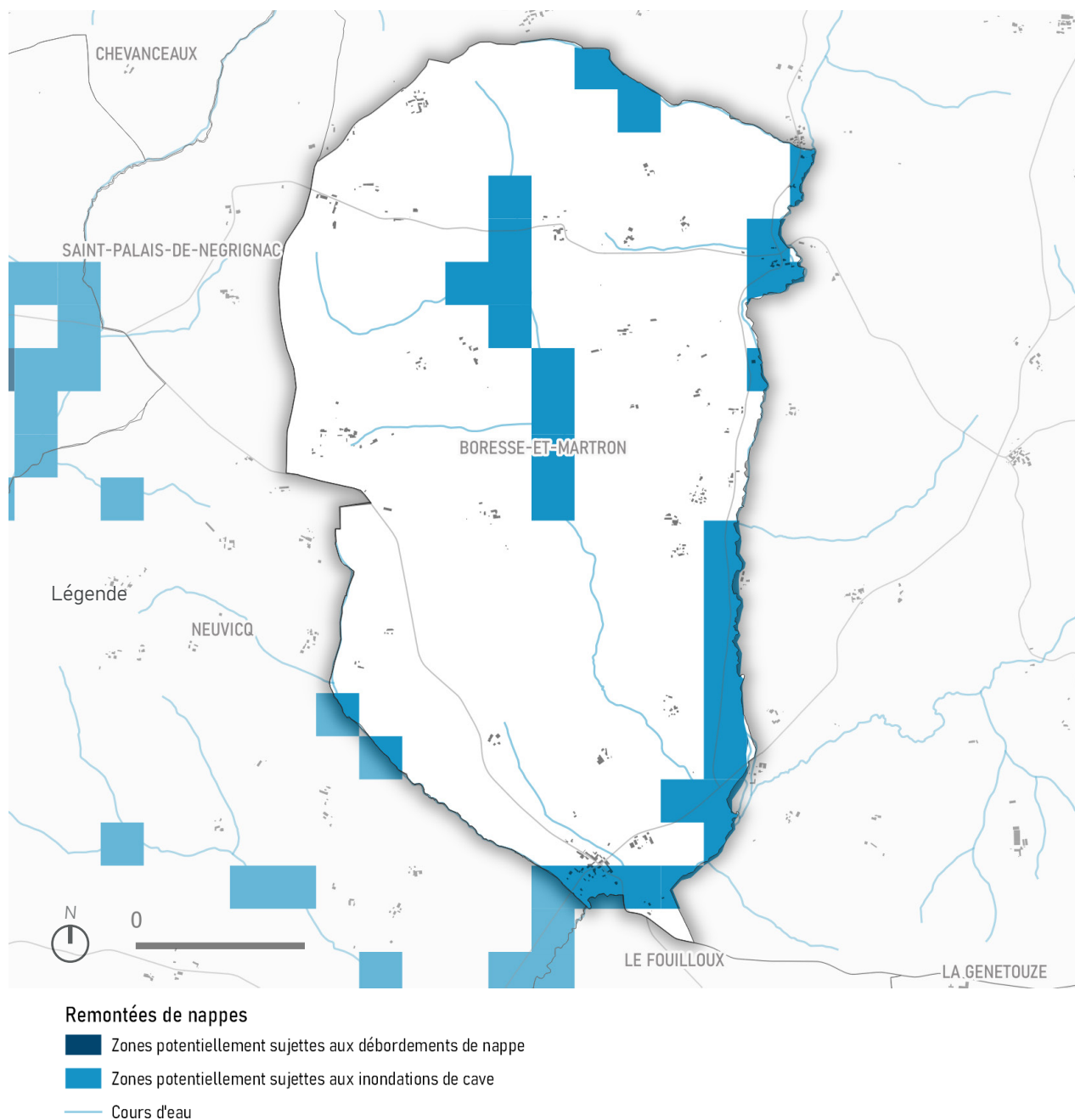
Lors de pluies abondantes et prolongées, les nappes d'eau souterraines ou nappes phréatiques peuvent remonter à la surface, jusqu'à envahir le dessus. Par ailleurs, l'arrêt brutal de pompage important dans la nappe phréatique, dans le cadre d'activités industrielles, peut provoquer au pourtour, une remontée sensible du niveau d'eau. Les remontées de nappe entraînent des inondations lentes, ne présentant pas de danger pour la vie humaine, mais provoquent des dommages non négligeables à la voirie qui est mise sous pression, et aux constructions. D'après le site du BRGM, Géorisques, le risque de remontée de nappe est représenté en trois classes :

- Les « zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe » : lorsque la différence entre la cote altimétrique du MNT (Modèle Numérique de Terrain) et la cote du niveau maximal interpolée est négative ;
- Les « zones potentiellement sujettes aux inondations de cave » : lorsque la différence entre la cote altimétrique du MNT et la cote du niveau maximal interpolée est comprise entre 0 et 5 m ;
- Les zones où il n'y a « pas de débordement de nappe ni d'inondation de cave » : lorsque la différence entre la cote altimétrique du MNT et la cote du niveau maximal interpolée est supérieure à 5 m.

D'après les données du BRGM, les zones les plus sensibles au phénomène de remontée de nappe se situent au niveau du Palais et de ses affluents.

Carte du risque remontée de nappe

+ commune de Bourses-et-Martron



Risque d'inondation par ruissellement

L'inondation par ruissellement pluvial est générée par l'imperméabilisation du sol par des aménagements (voiries, parkings, bâtiments...) et par des pratiques agricoles qui empêchent une bonne infiltration des précipitations et accentuent le ruissellement. Dans ces situations, le réseau d'assainissement des eaux pluviales peut vite devenir saturé. Il n'existe pas d'étude permettant une connaissance précise de ce phénomène à l'échelle communale mais de nombreuses communes de Charente-Maritime ont été reconnues en état de catastrophe naturelle pour ce phénomène.

Risque de retrait-gonflement des argiles

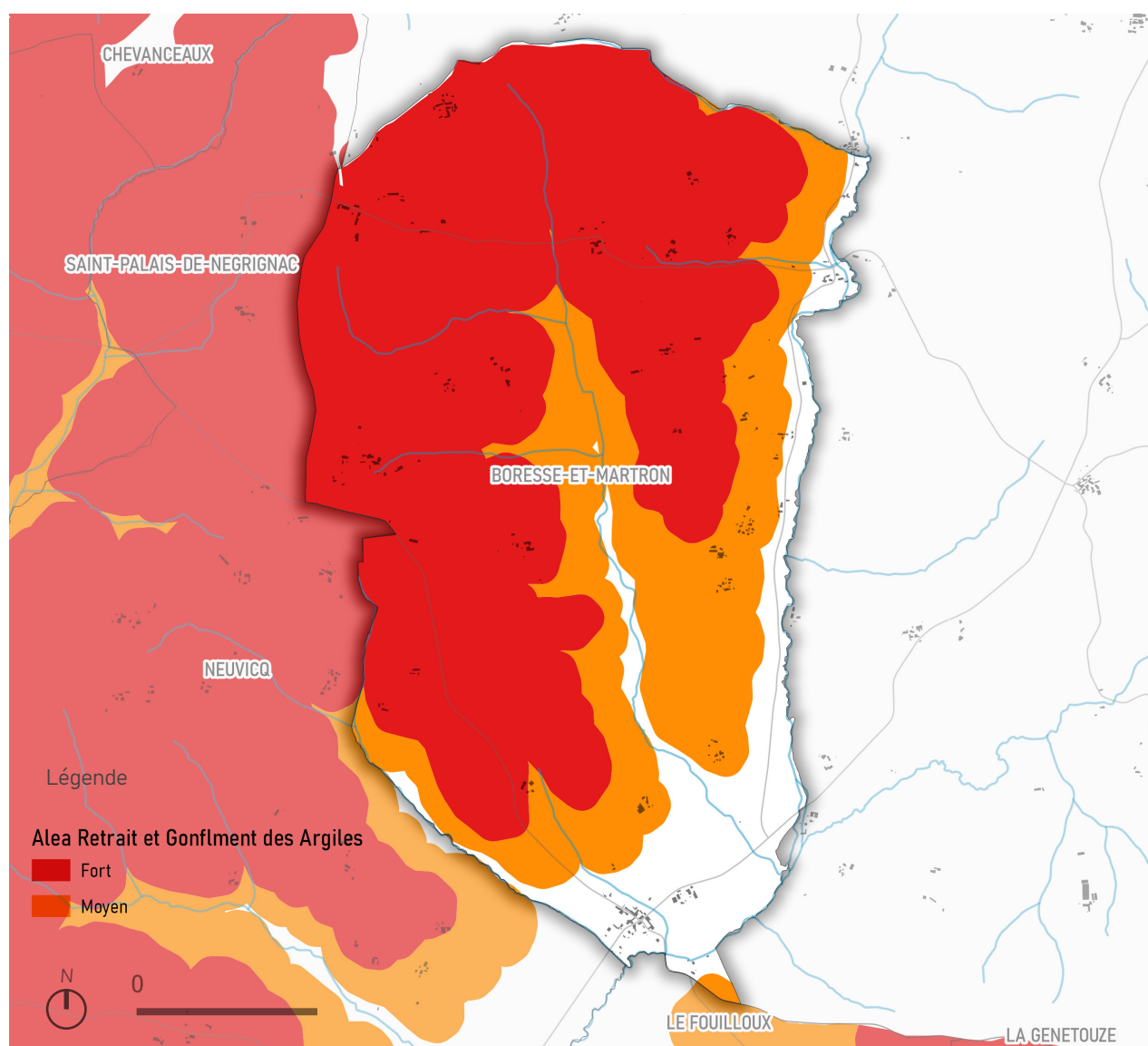
Le phénomène de retrait-gonflement des argiles correspond aux mouvements de retrait et de gonflement du sol, dû à la présence de formations argileuses. En effet, en période humide, les formations argileuses fixent l'eau, provoquant une augmentation de leur volume. A l'inverse, en période sèche, elles s'assèchent et leur volume diminue. Ce phénomène de retrait-gonflement des argiles peut entraîner des dégâts importants en surface au niveau des constructions et des infrastructures.

La commune de Boreesse-et-Martron est fortement concernée par le risque de retrait-gonflement des argiles. La moitié nord ainsi que le sud est de la commune sont soumis à un aléa fort. La prise en compte du phénomène de retrait-gonflement des argiles n'interdit pas l'urbanisation, mais appelle à une gestion des ruissellements et une maîtrise de l'urbanisation au regard de ces phénomènes.

Cette prise en compte peut faire intervenir des mesures de prévention et/ou de résorption des phénomènes établies à petite et grande échelles (maîtrise de l'urbanisation dans les lignes d'écoulements, maîtrise des ruissellements des terres agricoles à l'échelle des bassins versants, maîtrise de l'érosion des sols, ...).

Carte du risque retrait et gonflement des argiles

+ commune de Boreesse-et-Martron



Risque d'effondrement de cavités souterraines

Les cavités souterraines, d'origine naturelle (cavités formées par circulation d'eau ou cavités volcaniques) ou anthropique (carrières, habitations troglodytiques, caves, ouvrages civils, ouvrages militaires enterrés) peuvent être à l'origine de désordres au niveau des sols : affaissement, effondrement localisé et/ou généralisé. L'imperméabilisation des sols et la mauvaise gestion des eaux usées peuvent accélérer la dégradation des cavités souterraines et ainsi aggraver les risques.

Aucune cavité souterraine n'est identifiée au niveau de Bourses-et-Martron

Risque de feu de forêt

On parle de feu de forêt lorsqu'un feu concerne une surface minimale d'un hectare d'un seul tenant et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arborés est détruite. En plus des forêts au sens strict, les incendies concernent des formations sub-forestières de petite taille telles que les landes.

Le territoire est soumis au risque de feu de forêt. En effet, d'après le Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies (PDPFCI) de Charente-Maritime, approuvé le 20 novembre 2018, identifie cinq massifs forestiers classés à risque de feu de forêt sur le département, dont en particulier les massifs de la forêt de la Lande et de la Double Saintongeaise, situés pour partie au droit du territoire. La double saintongeaise est une forêt à haute sensibilité pour les incendies et recense régulièrement des départs de feux. Ce massif couvre en partie les communes du regroupement.

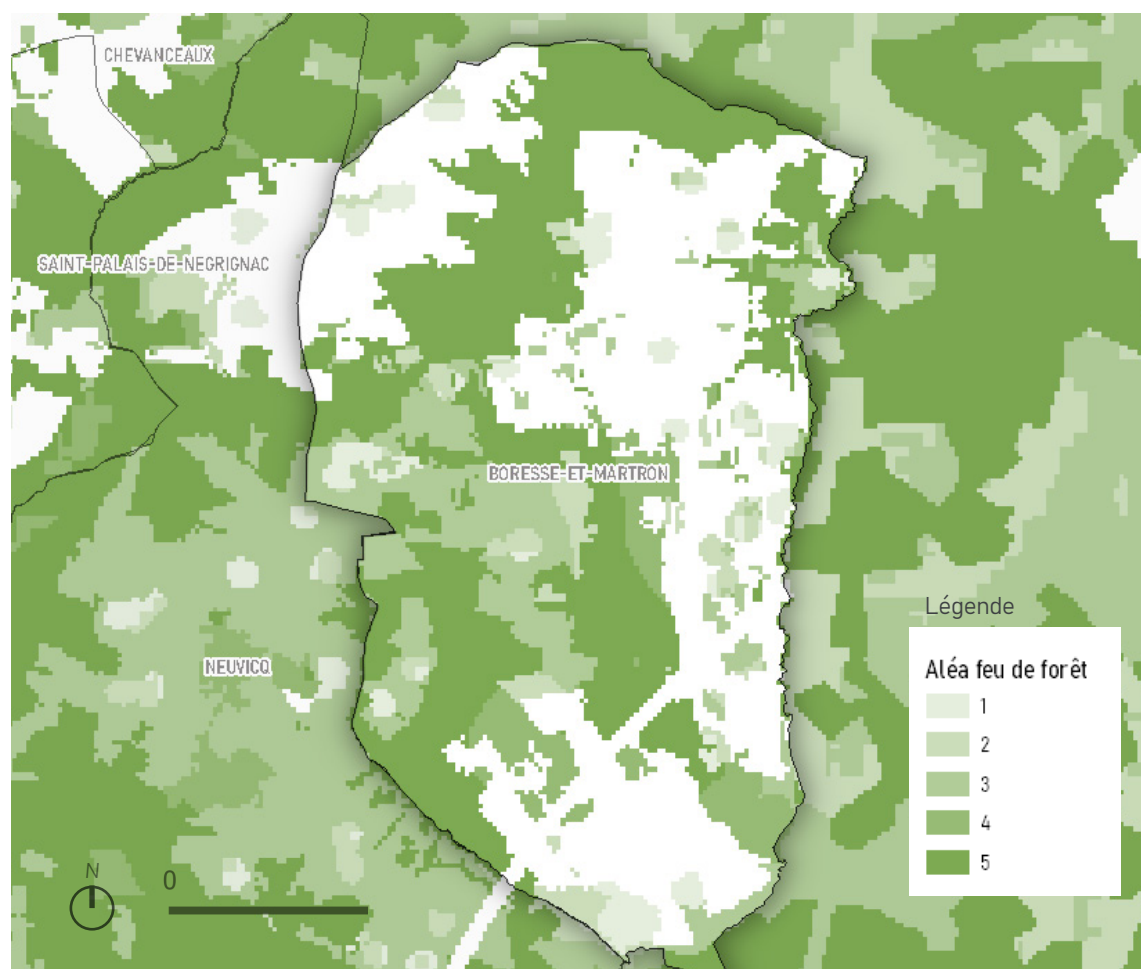
Sur le territoire de Bourses-et-Martron, la partie est de la commune et le nord sont les zones les plus soumises à l'aléa feu de forêt. Ce risque va d'un aléa faible à un aléa fort sur le territoire.

Par ailleurs, le PPRIF de la Double Saintongeaise a été prescrit en date du 23 mars 2018, pour neuf communes de la Haute-Saintonge.

Bourses-et-Martron n'est pas concerné par un Plan de Prévention des risques d'incendies de forêts (PPRIF) sur son territoire. Le PPRIF approuvé pourra identifier des zones de restrictions d'aménagements et/ou imposer des prescriptions particulières à respecter. Il constituera une servitude d'utilité publique.

Carte du risque feu de forêt

+ commune de Bourses-et-Martron



Source : Géorisques

Risque sismique

La sismicité de la France résulte de la convergence des plaques africaines et eurasiennes (à la vitesse de 2cm par an). Cette sismicité est actuellement surveillée par un réseau national dont les données sont centralisées à l'Institut Physique du Globe de Strasbourg.

L'article R563-4 du code de l'environnement (modifié par le décret du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique) détermine cinq zones de sismicité croissante :

- Une zone de sismicité 1 où il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les bâtiments à risque normal. L'aléa sismique associé à cette zone est qualifié de très faible ;
- Quatre zones de sismicité 2 à 5, où les règles de construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments. L'aléa sismique associé à cette zone est qualifié de faible à très fort.

Le territoire se situe intégralement en zone de sismicité faible (zone 2).

Risque radon

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.

Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) d'après l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire).

La cartographie du potentiel radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes françaises en trois catégories, le risque de catégorie 3 étant le plus important. La totalité des communes du territoire sont identifiées à potentiel radon de catégorie 1. Cela signifie qu'elles sont implantées sur des formations géologiques présentant les teneurs en uranium.

Risque nucléaire

Le risque nucléaire provient de la survenue d'accidents, conduisant à un rejet d'éléments radioactifs à l'extérieur des conteneurs et enceintes prévus pour les contenir.

Le nouveau Plan Particulier d'Intervention (PPI) du CNPE du Blayais a été approuvé le 2 mai 2019. Ce plan définit les modalités d'organisation des secours publics et les mesures d'information et de protection des populations en cas d'accident grave impactant les installations du CNPE. Le PPI couvre un périmètre de 20 km autour de la centrale (contre 10 km précédemment).

Le territoire ne se situe pas au sein du périmètre du PPI du Blayais. A noter toutefois qu'une catastrophe nucléaire de grande ampleur sur le CNPE du Blayais serait susceptible d'impacter l'ensemble du territoire.

Transport de matières dangereuses

Le risque de transport de matières dangereuses (TMD) est consécutif à un accident se produisant lors du transport de matières dangereuses par voies routière, ferroviaire, maritime ou fluviale, ou par canalisation. Il présente un enjeu de vulnérabilité des personnes et des biens. Le territoire est concerné par ce risque car il est traversé par de nombreux axes routiers, en particulier une route nationale et plusieurs routes départementales. Il est également traversé par deux voies ferrées.

Par ailleurs, le territoire n'est pas concerné par une canalisation de transport de matière dangereuse.

Risque industriel

Le risque industriel est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et l'environnement.

Afin d'en limiter l'occurrence et les conséquences, les établissements les plus dangereux sont soumis à une réglementation stricte et à des contrôles réguliers. Il s'agit des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et des établissements SEVESO. Il existe trois régimes de classement ICPE : Déclaration, Enregistrement et Autorisation, correspondant à des niveaux croissants d'impacts potentiels pour l'environnement et requérant tous une autorisation du préfet.

Sur la commune de Boresse-et-Martron, il n'existe aucun site SEVESO, ni d'établissement classé ICPE.